



Investir dans les populations rurales

République de Madagascar

Programme de Formation Professionnelle et d'Amélioration de la Productivité Agricole (FORMAPROD)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 02 au 17 mai 2017

Date du document: 22/05/2017

No. du Projet: 1100001516

No. du rapport: 4463-MG

Division Afrique de l'Ouest et du Centre

Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du programme	2
C. Produits et effets	4
D. État d'avancement de l'exécution du programme	17
E. Aspects fiduciaires	19
F. Durabilité	23
G. Autres	24
H. Conclusion	24

Liste des illustrations

- Figure 1: Décaissement par source de financement
- Figure 2: Décaissement du Prêt FIDA
- Figure 3: Décaissement du Don FIDA
- Figure 4: Décaissement du Fonds Fiduciaire Espagnol

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	26
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	29
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	31
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	33
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	40
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	45
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	47

Annexes

Annexe 1:	Etat de mise en œuvre des recommandations de la 1 ^{ère} revue interphase	49
Annexe 2:	Evaluation de la gestion financière	56
Annexe 3:	Evaluation du risque fiduciaire	62
Annexe 4:	Aspects fiduciaires	64
Annexe 5:	Programme de la mission de supervision	79

Sigles et acronymes

ACE	Agent communautaire d'élevage
ACSA	Agent communautaire de santé animale
AD2M	Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky
AFD	Agence Française de Développement
AMI	Avis à manifestation d'intérêt
AROPA	Projet d'appui au renforcement des organisations professionnelles et des services agricoles
AUE	Association des Usagers de l'Eau
AT	Assistance Technique
ATN	Assistant Technique National
ATR	Assistant Technique Régional
AUP	Association des Usagers des Pistes
BdD	Banque de données
BIMTT	Réseau des centres de formation rurale
BT	Baccalauréat technique
BTS	Brevet de technicien supérieur
CA	Conseiller Agricole
CAF	Centre d'Appui Formation
CAPFIDA	Cellule d'Appui aux Projets FIDA
CCI	Chambre de commerce et d'industrie
CE	Conseiller d'Entreprise
CEP	Champ-école paysan
CEPE	Certificat d'Etudes Primaire Elémentaire
CFAA	Centre de formation et d'apprentissage agricole
CFTAR	Centre de Formation des Techniciens et Socio-organismes Ruraux
CIP	Conseiller en insertion professionnelle
CMR	Carrefour des Métiers Ruraux
CN	Coordonnateur National
CNEAP	Conseil National de l'Enseignement Privé Agricole
CNFAR	Conseil National pour la Formation Agricole et Rurale
COFO	Coordonnateur communal de formation
CRFAR	Conseil Régional pour la Formation Agricole et Rurale
CRP	Comité régional de pilotage
CROA	Comité Régional d'orientation et d'allocation
CROS	Comité régional d'orientation et de suivi
CSA	Centre de Services Agricoles
CT	Commission technique
DDP	Direction de la Dette Publique
DDR	Directeur du développement régional
DFAR	Direction de la formation agricole et rurale (MPAE)
DGA	Direction générale de l'agriculture
DRAE	Direction régionale de l'agriculture et de l'élevage
DRC	Direction Régionale du Commerce
DRDR	Direction régionale du Développement Rural
DREN	Direction Régionale de l'Education Nationale
DRETFP	Direction Régionale de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
DRH	Direction des ressources humaines (MPAE)
DRF	Demande de retrait de fonds
DT	Document de travail
DTQ	Diplôme de Technicien qualifié
DTS	Diplôme de Technicien supérieur
DTSS	Diplôme de Technicien Supérieur Spécialisé (ou Licence Pro)
EA	Exploitant agricole
EAF	Exploitation agricole familiale

EASTA	Ecole d'application des sciences et techniques agricoles
EFAR	Etablissement de formation agricole et rurale
EFT	Etablissement de formation de techniciens
ENIFAR	Equipe nationale d'ingénierie de la FAR
EPIC	Etablissement public à caractère industriel et commercial
EPIR	Equipe de projet inter-régionale
EPR	Equipe de projet régionale
ETP	Equivalent Temps Plein
FAR	Formation Agricole et Rurale
FARMADA	Réseau formation agricole et rurale de Madagascar
FDA	Fonds de Développement Agricole
FRDA	Fonds Régional de Développement Agricole
FEL	Fonds de l'Elevage
FERT	Association française de coopération internationale pour le développement agricole
FI	Formation initiale
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FIFATA	Confédération des organisations paysannes mise en place et appuyée par FERT
FORMAPROD	Programme de Formation Professionnelle et d'Amélioration de la Productivité Agricole
FP	Formation professionnelle
FRDA	Fonds Régional de Développement Agricole
GALS	<i>Gender Active Learning System</i>
GAR	Gestion Axée sur les Résultats
GUMS	Guichet Unique Multi-Services
GVEC	Groupe villageois d'épargne et de crédit
IMF	Institution de Microfinance
INFOR	Institut National de Formation du Personnel des Etablissements d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle
IST	Institut supérieur technologique
ISTA	Institut supérieur de technologie d'Ambositra
ISTRAM	Institut supérieur technologique pour la recherche agronomique à Madagascar
JRD	Jeunes Ruraux Déscolarisés
MER	Micro Entreprise Rurale
MEEF	Ministère de l'écologie, de l'environnement, et des forêts
MEETFP	Ministère de l'emploi, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle
MFB	Ministère des Finances et Budget
MFR	Maisons Familiales Rurales
MP	Microprojet
MPAE	Ministère auprès de la Présidence chargé de l'Agriculture et de l'Elevage
MPCP	Microprojet coup de pouce
MPPP	Microprojet à coût partagé
MPRH	Ministère de la Pêche et des Ressources Halieutiques
OFID	Fonds de l'OPEP pour le développement international
OM	Opérateur de marché
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
OPA	Organisme des producteurs agricoles
OPF	Organisation Paysanne Faïtière
OPR	Organisation Paysanne Régionale
PATAS	Pérennisation des acquis, transfert des avoirs et des savoirs
PAC	Plan d'action communal
PNEFP	Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPM	Plan de passation de marché
PPRR	Programme de promotion des revenus ruraux
PRD	Programme régional de développement
PRDR	Programme régional de développement rural
PROSPERER	Programme de soutien pôles de micro entreprises rurales et économies régionales
PS	Prestataires de services
PSA	Programme sectoriel agricole

PSAEP	Programme sectoriel agriculture, élevage et pêche
PTBA	Programmes de travail et budgets annuels
PTF	Partenaires techniques et financiers
REFLECT	Regenerated Freirian Literacy through Empowering Community Technics
RIMS	Results Impact Management System
RNFAR	Réseau national pour la formation agricole et rurale
RSE	Responsable du Suivi et Evaluation
S&E	Suivi et Evaluation
SE	Secrétariat exécutif
SEGS	Suivi-Evaluation et Gestion des Savoirs
SFAR	Service formation agricole et rurale
SG	Secrétariat Général
SNFAR	Stratégie nationale de formation agricole et rurale
SRFAR	Schéma régional de formation agricole et rurale
STD	Service technique décentralisé
TICE	Technologies de l'information et de la communication pour l'éducation
UCN	Unité de Coordination Nationale
UE	Union Européenne
UL	Unité de Liaison
UNMFR	Union Nationale des Maisons Familiales Rurales
ZAP	Zone d'action pédagogique

A. Introduction¹

1. Le Gouvernement de la République de Madagascar et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), ont signé, le 3 août 2012, un accord pour le financement du Programme de Formation Professionnelle et d'Amélioration de la Productivité Agricole (FORMAPROD). L'accord est entré en vigueur le 8 mai 2013 et le premier décaissement sur les fonds du prêt FIDA a été effectué le 5 juillet 2013. La 1^{ère} revue interphase (RIP) du programme s'est déroulée en avril 2016. La date d'achèvement du programme est prévue pour le 30 juin 2023 et la clôture du prêt pour le 31 décembre 2023.
2. Le coût total du programme est d'environ 86,1 millions USD dont: 33 millions financés par un prêt du FIDA; 2,1 millions par un don du FIDA; 18,8 millions par le Fonds fiduciaire espagnol; 14,7 millions par le Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID); 5,7 millions par d'autres bailleurs (AFD, UNESCO, UE,...); 7,9 millions par le Gouvernement de Madagascar et 3,9 millions par les bénéficiaires.
3. L'objectif global du programme est d'améliorer la productivité agricole et d'augmenter les revenus des petits exploitants agricoles par la formation professionnelle des jeunes ruraux. Plus spécifiquement, le programme vise à: (i) assurer un système national de Formation agricole et rurale soutenant le développement du secteur agricole; (ii) créer un système régional de FAR adaptée aux besoins des ruraux; et (iii) augmenter la productivité des petites exploitations à travers les pôles de développement agricole.
4. Le programme est articulé autour des 3 composantes suivantes: (i) appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR); (ii) opérationnalisation régionale de la FAR et formation professionnelle des jeunes ruraux; et (iii) amélioration de la productivité agricole dans les pôles de développement agricole. Le programme est prévu sur une durée de 10 ans, divisée en 4 phases et intervient dans 13 régions² géographiques couvertes par les projets financés actuellement par le FIDA.
5. La mission avait pour objectif de passer en revue: (i) l'exécution et l'état d'avancement du programme pour chacune des composantes et analyser les progrès accomplis en fonction des indicateurs de résultats attendus à l'horizon 2023; (ii) l'état de mise en œuvre des recommandations de la 1^{ère} revue interphase et le degré de mise en œuvre des PTBA 2016 et 2017; et (iii) les aspects liés à la coordination, la gestion et le suivi-évaluation du programme. Elle devait également: (i) faire une analyse de la synergie entre FORMAPROD et les autres interventions financées par le FIDA; (ii) évaluer la pertinence de certaines innovations institutionnelles telles que les Carrefours des métiers ruraux (CMR); et (iii) examiner avec l'équipe du programme les options de simplification de la démarche et des indicateurs du programme.
6. A Antananarivo, la mission a été reçue par Son Excellence Monsieur le Ministre auprès de la Présidence en charge de l'Agriculture et de l'Elevage et Monsieur le Secrétaire Général du MPAE. Elle a tenu des séances de travail avec l'Unité de Coordination Nationale (UCN) du programme, et des représentants des parties prenantes (SE/CNFAR, FARMADA, Ministères, organismes et opérateurs partenaires, UNESCO, etc.). Du 04 au 08 mai 2017, la mission a visité certaines réalisations du programme dans les régions d'Analamanga et Atsinanana, et plus particulièrement dans les districts de Brickaville, Toamasina II et Anjozorobe. Durant ces visites, la mission a recueilli

¹ Composition de la mission: La mission était conduite par Mr Ibrahim Bamba, CPM FIDA, et composée de : Mr Damien Ngendahayo, Chef d'équipe technique, Mr Farhat Nasri, Spécialiste en formation professionnelle, Mme Rachel Senn, CPO, en charge des aspects de gestion de savoirs et communication, Dr André Boutna, Responsable du Suivi-évaluation du projet PARSAT/Tchad, Mr John Harivero Ramamonjisoa, Consultant en gestion financière, Mr Hery Rahaingo, Contrôleur interne à la CAPFIDA. Du côté de la partie nationale, la mission était composée de : Mr Philibert Rakotoson, SE/CNFAR, Mme Sylvia Ranjatson, Chargé du suivi des projets, DDP/MFB, Mme Harisoa Raolinirina, Chef de service Promotion de la chaîne de valeur, DADFV/MPAE, Mr Gérard Solomampionona, Chef de Service Appui à l'Installation des Entrepreneurs Agricoles et Ruraux, DFAR/MPAE, Mr Andry Andriantsialonina, Chargé d'études, DPSE/MPAE.

² Pour la première phase : Amoron'i Mania, Analamanga, Atsinanana/Analankirofo, Melaky/Menabe. Pour les phases suivantes: Androy, Anosy, Haute Matsiatra, Ihorombe, Itasy, Sofia, et Vatovavy Fitovinany.

les avis et suggestions des partenaires et acteurs de FORMAPROD sur l'amélioration des performances du programme.

7. Au terme de la mission de terrain, une réunion de synthèse regroupant l'équipe de la mission, l'UCN, et l'Equipe Programme inter-Régions (EPIR) Atsinanana-Analanjiroro a eu lieu le 07 mai 2017 à Toamasina. Une réunion de restitution présidée par le Secrétaire Général du MPAE, s'est tenue le 16 mai 2017, dans la salle de réunion du FOFIFA. La mission a attiré l'attention de l'UCN et des EPIR sur les mesures à prendre pour améliorer les performances du programme. Le présent aide-mémoire retrace les principales conclusions et recommandations de la mission.

8. La mission exprime ses remerciements aux autorités nationales et locales, aux cadres du MPAE, aux DRAE des régions visitées, au CRFAR d'Atsinanana, aux cadres de l'UCN et des EPIR de FORMAPROD, aux partenaires du programme et, à la population, pour leur franche collaboration et leur coopération qui ont permis un bon déroulement des travaux.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du programme

9. La Coordination du programme a connu des changements majeurs après la revue interphase d'avril 2016. L'Unité de Liaison de FORMAPROD a été érigée en Unité de Coordination Nationale (UCN) par l'arrêté créant l'UCN signé en décembre 2016. Le Responsable de l'Unité de Liaison a été nommé au poste de Directeur Général de l'Agriculture (DGA) au MPAE en avril 2016. En attendant le recrutement de la Coordinatrice de l'UCN qui a pris ses fonctions en janvier 2017, le DGA a cumulé ses fonctions au MPAE avec la coordination des activités de FORMAPROD. Il convient également de mentionner que l'ancien Assistant Technique National (ATN) a quitté le programme en juin 2016 et n'a été remplacé qu'en janvier 2017. Enfin, le processus de passation de services entre les coordonnateurs des projets en cours du FIDA et les Assistants Techniques Régionaux (ATR)³ a pris du temps et n'a été finalisé qu'en mars 2017. Tous ces changements ont contribué à ralentir le rythme de mise en œuvre du programme, particulièrement au deuxième semestre 2016. Ceci est reflété, entre autres, par un taux d'exécution physique et de décaissement du PTBA 2016 estimé respectivement à 74% et 72%, contre 95% et 84% pour le PTBA 2015.

10. Le programme est entré dans sa cinquième année de mise en œuvre depuis le 8 mai 2017. Avec l'extension des activités à 4 nouvelles régions (Haute Matsiatra, Ihorombe, Vatovavy Fitovinany, et Itasy), FORMAPROD intervient actuellement dans 10 régions sur 13 prévues. Le programme a déjà réalisé des activités qui ont produit des effets significatifs auprès des bénéficiaires en termes d'augmentation de revenus, notamment le financement de projets professionnels des jeunes formées, et le financement des microprojets des exploitants agricoles. Malgré ces réalisations, FORMAPROD enregistre beaucoup de retard dans l'atteinte des objectifs définis à la conception.

11. Concernant la réalisation de l'**objectif spécifique⁴ 1 du cadre logique** (80% des CEFAR conformes aux dispositions de la rénovation), la mission note que: (i) l'actualisation, validation et publication de la SNFAR ne sont pas effectives; (ii) le cadre de certification sectoriel FAR n'est pas encore établi; et (iii) le dispositif pérenne de financement de la FAR tarde à être mis en place. Toutefois; (i) 4 référentiels nationaux FAR et 17 référentiels JRD ont été élaborés et validés; et (ii) l'actualisation de la SNFAR et l'étude de faisabilité d'un Fonds National de Financement de la FAR sont au niveau du lancement de l'avis à manifestation d'intérêt (AMI). Les activités de la composante 1 étant étroitement liées à celles de la composante 2, le retard dans leur mise en œuvre affecte les performances de la composante 2.

12. Beaucoup d'efforts restent à faire pour atteindre l'**objectif spécifique 2** (*insertion professionnelle globale d'au moins 70% des jeunes formés*). En effet, le taux de réalisation de produits contribuant à l'atteinte de cet objectif est encore très bas. A date, le nombre de jeunes formés et installés⁵ s'élève respectivement à 14 434 et 4 128 contre 100 000 prévus sur toute la durée du programme, soit un taux de réalisation estimé respectivement à 14% et 4%. Par ailleurs, les

³ En charge de la coordination et le pilotage de la mise en œuvre des activités au niveau régional

⁴ Les objectifs spécifiques du cadre logique se rapportent aux composantes techniques du programme

⁵ Projets professionnels des jeunes réalisés

dispositifs prévus pour le management régional de la FAR au niveau des districts et des communes ne sont pas encore opérationnels. Il convient cependant de noter que: (i) 10 CRFAR ont été créés parmi lesquels 5 sont opérationnels; (ii) 42 570 élèves du primaire et du secondaire ont bénéficié d'un enseignement pratique sur l'agriculture; et (iii) des plans de communication et schémas régionaux ont été élaborés pour 4 régions.

13. La mise en œuvre des activités conduisant à la réalisation de l'**objectif spécifique 3** (86 700 tonnes de production additionnelle dans les pôles de développement agricole) enregistre des retards à l'exception de la formation des EAF qui progresse relativement bien. Environ 14 800 EAF ont été déjà formés dans les CEP, soit un taux de réalisation de 49% de la cible du programme. Ce taux passe à 66% si on prend en considération la cible définie à la mi-parcours (22 500 EAF formés dans les CEP). A date, seuls 1 220 producteurs ont bénéficié de crédits contre 20 000 prévus sur toute la durée du programme, soit un taux de réalisation de 6%. Même en prenant en considération la cible à atteindre pour 2018 (13 000 EAF bénéficiaires de crédits), le taux de réalisation demeure insatisfaisant (9%). Le nombre de producteurs ayant déjà bénéficié des services commerciaux est estimé à 3 614 sur une prévision du programme de 10 000 (36%). Ceci représente 56% de l'indicateur cible défini à la mi-parcours (6 500 producteurs bénéficiaires). Pour contribuer à l'atteinte des productions additionnelles dans les pôles, le programme prévoit d'aménager/réhabiliter 6 000 ha sur toute sa durée de mise en œuvre. La réalisation de ce produit est conditionnée par la disponibilité des fonds OFID destinés à cet effet ou, alternativement, par la mobilisation de fonds d'autres intervenants.

14. Il ressort de ce qui précède que la réalisation de la plupart des produits conduisant à l'atteinte des objectifs spécifiques du programme est encore en deçà des attentes après 4 années de mise en œuvre de FORMAPROD. La mission est d'avis qu'une *stratégie d'accélération de mise en œuvre de FORMAPROD est impérative*. Les progrès dans l'atteinte des résultats attendus nécessiteront notamment de diligenter l'extension des activités dans 4 nouvelles régions, d'organiser un *atelier regroupant les parties prenantes du programme en juin 2017 pour réfléchir sur la stratégie d'accélération du rythme des investissements en vue d'atteindre un taux satisfaisant d'objectifs physiques attendus à la 2^{ème} phase du programme*. Cette stratégie devra être fondée sur le développement des partenariats avec les OP, les communes, et d'autres structures décentralisées intervenant auprès de la population cible à la base.

15. Au 30 avril 2017, les décaissements effectifs pour tous financements confondus s'élèvent à 16,33 millions USD, soit des taux d'exécution de 24,9% par rapport au coût effectivement mobilisé à ce jour (16,6% au 31 mars 2016). Les décaissements par bailleur sont de : 31,8% sur le prêt FIDA, 31,6% sur le don du FIDA, 19,9% sur le prêt Fonds Fiduciaires Espagnol, 11,9% pour le Gouvernement, et 12,7% pour les Bénéficiaires. Le niveau de décaissement actuel du programme après 4 ans de mise en œuvre pour un projet de 10 ans est au en deçà des attentes. Des efforts pour une meilleure mise en œuvre tels que la fluidité du processus de passation de marché, la fluidité de la gestion de la trésorerie, et une concentration des activités devraient être réalisés par le programme afin d'accélérer le décaissement.

16. Sur un coût total du programme de 86,1 millions USD approuvé à la conception, 65,6 millions ont été mobilisés. Le financement OFID d'un montant de 14,70 millions USD et celui des autres Bailleurs potentiels (AFD, UNESCO, UE,...) d'un montant de 5,7 millions USD, ne sont pas encore effectifs. Ainsi, il est constaté un gap financier de l'ordre de 20,4 millions USD. *Comme le FIDA est disposé à financer ce gap financier, la mission recommande au Gouvernement de lui soumettre d'urgence une requête officielle pour combler une partie de ce gap.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Soumettre une requête officielle au FIDA pour combler le gap financier	MPAE, UCN	31 mai 2017
Adopter une stratégie d'accélération de mise en œuvre de FORMAPROD	UCN/Parties prenantes	Juin 2017

C. Produits et effets

Composante 1: Appui à la mise en œuvre de la SNFAR

17. L'objectif spécifique de cette composante est d'avoir à l'horizon 2025 «un système national de formation agricole et rurale (FAR) soutenant le développement agricole». Cette composante qui a un caractère institutionnel, national et transversal, nécessite au-delà de la contribution de FORMAPROD, de recevoir le concours d'autres bailleurs de fonds pour qu'elle soit réalisée. *Selon les prévisions initiales du programme, les appuis devraient se concentrer principalement sur les 5 premières années de sa mise en œuvre.*

18. Le programme poursuit son appui pour le déploiement du dispositif institutionnel de la SNFAR, la formation des cadres FAR et l'élaboration des référentiels de formation. Au 30/04/2017, le taux d'exécution cumulé est de 43 % pour les réalisations d'activités et 41 % pour les décaissements. Les recommandations de la première revue interphase ont vu le début de réalisations : actualisation de la SNFAR en phase d'appel à manifestation d'intérêt, participation aux travaux visant l'adoption d'un Cadre National de Certification et la mise en place d'un dispositif pérenne de financement.

Sous-composante 1.1: Appui institutionnel pour la mise en œuvre de la SNFAR

19. **Appui à l'opérationnalisation du dispositif institutionnel de la SNFAR.** Le CNFAR qui a été créé en 2012, n'a été mis en place qu'en 2014. Cinq commissions⁶ relevant dudit Conseil ont été créées la même année, parmi lesquelles trois seulement ont été activées: (i) Commission 'Financement de la FAR' pour examiner les résultats d'une étude sur les coûts de formation et les PTBA du programme; (ii) Commission 'Référentiels' pour examiner les 17 référentiels des Jeunes Ruraux Déscolarisés (JRD) et 4 référentiels nationaux FAR; (iii) Commission 'Insertion des jeunes formés'. En 2016, cette dernière commission a été fusionnée avec celle d'Installation des jeunes'. La Commission 'Prospective' n'a pas fonctionné.

20. La composition du CNFAR a été actualisée en octobre 2016 suite aux divers remaniements aussi bien au niveau gouvernemental qu'au niveau des instances dirigeantes des parties prenantes de la FAR. Les réunions dudit Conseil ont été organisées à raison de deux par an, et se sont focalisées principalement sur: (i) l'approbation des PTBA de FORMAPROD; (ii) la discussion des résultats des travaux des commissions émanant du CNFAR; et (iii) la validation d'un plan de formation pour le renforcement des compétences des structures opérationnelles. *La taille et la composition dudit conseil méritent d'être revues à la baisse (33 membres actuellement) pour: (i) assurer avec une plus grande efficacité, la fonction d'orientation et d'appui à la mise en œuvre de la SNFAR; (ii) engager plus de débats relatifs aux stratégies de développement de la FAR; et (iii) prendre des décisions avec célérité et dans les meilleurs délais.*

21. En dépit des progrès précités, *le dispositif institutionnel de pilotage et de coordination de la SNFAR notamment sur le plan régional et communal, n'est pas encore totalement mis en place malgré l'expiration de la période de 2 ans initialement prévue pour l'appui de FORMAPROD à ce dispositif.*

22. **Appui au fonctionnement du CNFAR.** FORMAPROD a prévu de contribuer au fonctionnement du dispositif institutionnel prévu par la SNFAR notamment par la réalisation des études visant la réactualisation et l'élaboration et la vulgarisation des textes réglementaires ainsi que des normes concernant les CEFAR. Bien que des actions aient été réalisées au profit des membres du CNFAR telles que l'organisation d'une visite d'échange en 2015 pour 14 membres sur l'installation des jeunes formés dans la zone de Brickaville et l'organisation d'une première session de formation en 2016 sur la Gestion Axée sur les Résultats (GAR), *les réalisations sont en deçà de ce qui a été prévu par FORMAPROD.*

⁶ Les cinq commissions du CNFAR : (i) Commission 'installation des jeunes formés'; (ii) Commission 'insertion des jeunes formés'; (iii) Commission 'financement de la FAR'; (iv) Commission 'référentiels'; et (v) Commission 'prospective'.

23. **Appui à la rationalisation du travail du SE-CNFAR.** A la conception, il était prévu que FORMAPROD finance sur 5 ans les investissements dudit Secrétariat, en vue de faciliter notamment: (i) les processus de concertation et les relations entre les parties prenantes de la FAR; (ii) la diffusion et la transparence dans l'application des textes réglementaires et des normes d'établissement et d'institutions de formation; et (iii) l'organisation d'un séminaire annuel sur la situation et perspective de la FAR. Cependant, le SE/CNFAR n'est opérationnel que depuis février 2015 avec une équipe permanente de trois cadres techniques en plus du Secrétaire Exécutif du CNFAR. Il est en phase de lancement d'une *étude pour l'actualisation de la SNFAR qui devrait représenter la première étape d'un processus qui devra conduire à l'élaboration d'un Plan d'Opération (PO) et au dimensionnement des ressources nécessaires pour la mise en œuvre de la SNFAR (ressources humaines, pédagogiques, matérielles)*. Le lancement de cette étude, pourtant recommandé par la 1^{ère} revue interphase, a pris du retard. La mission recommande de prendre les mesures appropriées pour élaborer cette étude et réaliser les étapes qui suivent (PO et dimensionnement) avant novembre 2017 pour permettre de planifier les activités appropriées au PTBA 2018.

24. L'étude de faisabilité d'un dispositif de financement pérenne de la Formation Professionnelle (FP) à Madagascar financée par l'AFD dans le cadre de la PNEFP⁷ a abouti à la conclusion d'orienter le fonds qui sera créé vers la formation continue des salariés des entreprises du secteur formel. A cet effet, le SE-CNFAR a lancé un appel à manifestation d'intérêt le 03 mai 2017 pour recruter une expertise qualifiée (groupe ou cabinet de consultants) en vue de l'élaboration d'une nouvelle étude sur le financement de la FAR sur une période de 04 mois.

25. Sur la base de la SNFAR actualisée et du dialogue soutenue avec les parties prenante de la FP en général et de la FAR en particulier, *une journée nationale sur la FAR pourra être organisée et être une occasion propice pour la signature d'une convention nationale sur la FAR (tel que prévu au § 10.3 de l'accord de financement)*.

26. **Opérationnalisation du Réseau FAR National (FARMADA)** qui a obtenu le statut d'association en 2014 et érigé en réseau regroupant les organismes et/ou les établissements FAR. En 2016, une partie de son plan d'action appuyé par FORMAPROD a été réalisée: (i) organisation d'un atelier de formation au profit de 39 CEFAR pour la conception et le montage des projets. 05 CEFAR seront accompagnés dans le montage de leur projet d'appui; (ii) organisation d'une action de formation en ingénierie pédagogique et en plaidoyer au profit de 68 formateurs des CEFAR; et (iii) initiation de réflexion sur trois (03) thématiques spécifiques. Suite au départ du Secrétaire Technique de FARMADA pour occuper le poste de Coordinatrice de FORMAPROD, *FARMADA est appelé à désigner un nouveau Secrétaire Technique dans les meilleurs délais afin de ne pas perturber la mise en œuvre des activités prévues par les conventions avec FORMAPROD et maintenir un haut niveau d'activités du réseau*.

27. Le partenariat avec le réseau FARMADA, bien qu'important, devrait être élargi, car il ne permet pas à lui seul de *mobiliser suffisamment d'appui et de capacité de formation en faveur de la FAR. Il convient par conséquent de conclure des partenariats directs avec: (i) les réseaux d'opérateurs de FAR constitués tels que la FEKAMA, le BIMTT, UNMFR,... ; (ii) les organisations professionnelles et associatives telles que FEKRITAMA, FIFATA, CPM, KOLOHARENA et autres organisations associatives et du secteur privé*.

28. *Concernant l'organisation des relations entre le programme d'une part et le SE-CNFAR, la DFAR FARMADA d'autre part, des contrats d'objectifs avec des mesures de performances précises, doivent être établis, régulièrement (base trimestrielle) suivis et évalués*.

29. Les mesures convenues qui s'inscrivent dans le cadre de la stratégie d'accélération de mise en œuvre du programme sont :

⁷ PNEFP : Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Elaborer et mettre en œuvre un plan d'action pour opérationnaliser les 3 nouveaux CRFAR et appuyer les 7 CRFAR existants	SE-CNFAR	A partir de Juin 2017
Organiser un plaidoyer auprès des PTF qui pourra être couronné par une Conférence avec les Bailleurs de Fonds sur la SNFAR	CNFAR/ SE-CNFAR FARMADA	Novembre – Décembre 2017
Etablir des conventions cadres de partenariats avec les réseaux d'opérateurs de la FAR et les organisations professionnelles	SE-CNFAR FORMAPROD	Septembre 2017

Sous-composante 1.2: Amélioration, animation et régulation des dispositifs de FAR

30. Les activités de cette sous-composante doivent être menées en étroite liaison avec celles développées de manière opérationnelle au niveau régional dans le cadre de la sous-composante 2.1 (Management des dispositifs FAR au niveau régional).

31. **Renforcement du capital humain dans le dispositif de mise en œuvre de la FAR.** Le programme a prévu d'apporter son appui pour permettre le renforcement des capacités des cadres et la formation des formateurs de la FAR. Cet appui a été prévu initialement sur les cinq premières années du programme et devrait être terminé avant la fin de la première phase du projet.

32. A date, 145 cadres et responsables FAR ont bénéficié de formation dans les domaines de: (i) l'ingénierie de formation; (ii) la GAR; (iii) la conception de sites web et des bases de données; et (iv) la formation des formateurs sur les nouveaux référentiels. En 2016, les actions réalisées ont porté sur l'initiation aux concepts de formation de masse selon l'expérience des CMR de la Côte d'Ivoire.

33. **Rationalisation des stratégies et outils de formation dans les établissements et institutions impliqués dans la FAR.** En matière d'ingénierie de formation, les progrès enregistrés depuis le début du programme ont porté notamment sur l'élaboration de 22 référentiels pour les JRD (UNESCO) dont 5 en cours de validation et de 4 référentiels⁸ nationaux, un 5^{ème} référentiel national est en phase de validation ('Technicien Agricole'). *Les résultats, bien que obtenus avec du retard et en s'appuyant sur des méthodologies basées sur plusieurs étapes (Analyse de la Situation de Travail, Référentiel Métiers et Compétences, Référentiel de Certification et de Formation, etc...), constituent des acquis importants qui peuvent être mis à contribution dans le cadre de la stratégie d'accélération recommandée.*

34. Une procédure de reconnaissance du réseau ENIFAR⁹ qui a contribué à la production de ces référentiels, vient d'être lancée en avril 2017. Il est attendu qu'un arrêté interministériel (MPAE, MRHP¹⁰, MEETFP¹¹, MEEF¹²) soit signé prochainement dans ce sens.

35. Le SE-CNFAR, la DFAR et le réseau FARMADA sont parties prenantes des initiatives de réformes engagées par le MEETFP. Ils participent notamment aux travaux visant (i) l'instauration d'une gouvernance partenariale des systèmes de FP, (ii) le financement de la formation professionnelle ; (iii) la mise en place d'un Système d'information approprié sur le marché du travail et la FP, (iv) l'ingénierie harmonisée de certification et de formation ... *Les efforts dans ces domaines doivent être poursuivis et soutenus pour permettre une économie de temps et de ressources et faire des raccourcis très utiles pour accélérer la mise en œuvre du programme.*

36. **Stratégie de formation de masse.** A l'issue d'un échange d'expérience avec la Côte d'Ivoire, un atelier de réflexion sur la formation de masse a été organisé. Une note conceptuelle d'un dispositif de formation de masse a été établie. Sur la base des expériences et les bonnes pratiques menées par les acteurs sur le terrain, un document cadre sera élaboré en 2017.

⁸ 'Exploitant Agricole', 'Exploitant Entrepreneur Agricole'; 'Conseiller en agro-écologie et agriculture de conservation', 'Technicien Forestier'

⁹ ENIFAR : Equipe Nationale d'Ingénierie de Formation Agricole et Rurale

¹⁰ MRHP : Ministère des Ressources Hydrauliques et de la Pêche

¹¹ MEETFP : Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.

¹² Ministère de l'écologie, de l'environnement et des forêts

37. L'appui de FORMAPROD pour la rationalisation des stratégies et outils de formation, le renforcement du capital humain de la FAR étant limité initialement aux 5 premières années, les progrès enregistrés s'avèrent alors insuffisants. *A cet effet, il y a lieu d'adopter une stratégie d'accélération pour concrétiser avant fin 2018, les réformes prévues dont: (i) la rénovation des cursus de formation/curricula de la FAR; (ii) le renforcement du capital humain des dispositifs FAR; (iii) la réforme du cadre réglementaire de la FAR (certification, diplômes, apprentissage); (iv) la réforme des systèmes de gestion des dispositifs de FAR, publics et privés; (v) la mise en place de mécanisme d'accréditation des CEFAR; et (vi) la mise en place d'un système d'information sur la FAR.*

38. *Cette stratégie doit être traduite en un plan d'action précis, actualisé trimestriellement et qui sera validé par les principales parties prenantes de la FAR. Ce plan privilégie la mise en œuvre simultanée (parallèle) du maximum d'activités (qui ne sont pas liées entre-elles par les liens de précédence).*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Elaborer le plan d'action relatif à la stratégie d'accélération des réformes mentionnées au paragraphe 37	CN/FORMAPROD	Juin 2017
Réaliser les actions prévues par le plan d'action validé, chacun en ce qui le concerne,	SE-CNFAR DFAR	Activité continue
Actualiser, d'une manière participative, le plan d'action en fonction des résultats atteints et des mesures correctives apportées	CN/FORMAPROD	Trimestriellement à partir du T3

Sous-composante 1.3: Appui aux systèmes de financement durables de la FAR

39. FORMAPROD a prévu initialement d'apporter son appui, *sur une période de 5 ans*, à: (i) l'analyse et la mise en place de mécanismes pérennes de financement de la FAR; et (ii) l'établissement d'un fonds compétitif de soutien aux initiatives FAR.

40. **Mécanismes pérennes de financement de la FAR.** Prévu pour financer les projets professionnels des jeunes, le canal de financement FRDA/FDA n'a été que partiellement effectif dans certaines régions. Une première convention a été signée en octobre 2016 avec le FDA pour le financement de 1 595 projets professionnels. L'opération prévue n'a pas été concrétisée pour des raisons procédurales (validation du projet professionnel (PP) par le CROA¹³, transmission du PP à l'ordonnateur régional du FDA, paiement par le comptable national du FDA, etc.). Selon les responsables du FDA, *cette situation qui handicape fortement les jeunes entrepreneurs*, est en phase d'être résolue au plus tard en juin 2017.

41. **Etablissement d'un Fonds compétitif de soutien aux initiatives FAR intégrées (FDA/FDAR).** Deux études ont été réalisées en 2016 sur les fonds existants : (i) la première porte sur la pertinence, la faisabilité et les conditions selon lesquelles un Guichet FAR, pourrait être ouvert au FDA au même titre que les cinq Guichets existants auprès des (FDA/FDAR); (ii) la seconde étude a été réalisée avec le Fonds de l'Elevage (FEL) pour définir les pistes de partenariat à établir entre le CNFAR et le FEL d'une part ; et entre le FEL et FORMAPROD d'autre part. Les deux projets de conventions ont été soumis au Conseil d'Administration du FEL pour approbation.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Evaluer la première convention avec FDA et au besoin, appuyer le FDA pour la conception d'un système de financement plus adapté aux jeunes.	CN-FORMAPROD SE-CNFAR	Début juin 2017

Sous-composante 1.4: Communication et gestion des savoirs

42. **Capitalisation des expériences.** Des notes de capitalisation produites dans le cadre d'études de cas n'ont pas encore été ni validées en internes et ni partagées. Des *success stories* ont également été observés et relevés par la mission auprès des bénéficiaires et méritent une documentation et une diffusion élargie pour (i) soutenir les ambitions des jeunes; (ii) renforcer

¹³ Comité Régional d'Orientation et d'Allocation

l'engagement du personnel du programme et des partenaires; (iii) lever des partenariats pour assurer la pérennisation des acquis. Le défi du programme reste le renforcement des capacités ainsi que l'élaboration du plan de gestion des savoirs afin de définir les objectifs communs et de développer une méthodologie harmonisée pour l'ensemble de l'équipe. *La mission recommande à ce que les notes de capitalisation soient validées, finalisées et partagées.*

43. **Échanges.** Un guide pour les tuteurs a été élaboré pour la mise à l'échelle des expériences et des innovations faisant suite à un atelier d'harmonisation du contenu des formations par apprentissage. Les échanges seront encore renforcés grâce à la création récente d'une communauté de pratiques sur l'apprentissage regroupant l'équipe du programme FORMAPROD et de PROSPERER, le DFAR/MPAE et les représentants des Maisons Familiales Rurales (MFR) Madagascar. L'animation de la communauté restera un défi à relever.

44. **Centres de ressources et de diffusion des savoirs.** Le programme prévoit la création de 13 centres à terme. Le concept de centres de ressources et de diffusion des savoirs a été discuté et défini entre les acteurs de la FAR. Cette approche participative et valorisant les infrastructures existantes conduit à une meilleure appropriation et pérennisation du concept. A ce stade, 4 centres de ressources et de diffusion des savoirs ont été identifiés et seront accompagnés par le réseau FARMADA, le FCA et le FTA/OPCA.

45. **Communication.** Le Système de Veille Informationnelle initié par le SE/CNFAR a permis d'interagir avec les parties prenantes et de collecter des informations sur des thèmes variés en utilisant *Googlescholar*. Ce système de veille devrait s'intégrer dans un plan de communication plus global de la FAR. *La mission réitère les recommandations de la revue interphase sur l'importance d'élaborer un plan de communication de la SNFAR et de la FAR, parallèlement à l'actualisation de la SNFAR.* Par ailleurs, le bulletin de liaison de l'appareil de formation du MPAE à parution semestrielle bénéficie d'un appui du programme.

46. Les communications menées ont permis d'asseoir une visibilité accrue du programme et ont généré une affluence des demandes de formation, émanant des jeunes et aussi des producteurs locaux. La stratégie de communication prochainement élaborée, permettra une harmonisation des actions autour d'objectifs précis pour chaque cible identifiée. L'élaboration de cette stratégie sera soutenue par le recrutement de l'Assistant en Communication et en Gestion des Savoirs. La communication pour le développement étant basée sur le dialogue, *la mission recommande au programme de mettre en place un dispositif permettant aux jeunes ciblés de s'exprimer et d'avoir une voix quel que soit leur niveau.* Ce dispositif qui valorisera les structures déjà en place comme les cercles des CMR renforcera la confiance et l'estime de soi des jeunes vulnérables, compétences essentielles pour la réussite de l'entrepreneuriat.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Finaliser et partager les notes de capitalisations des études de cas	UCN/EPIR	Juillet 2017
Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication de la SNFAR et de la FAR	CNFAR / UCN	Septembre 2017
Mettre en place un dispositif permettant aux jeunes et aux femmes ciblés de partager leurs expériences et attentes	UCN/EPIR	Septembre 2017

Composante 2: Opérationnalisation régionale de la FAR et formation professionnelle des jeunes ruraux

47. L'objectif de cette composante est de « *renforcer la capacité des régions à promouvoir un système de FAR adapté aux besoins en formation des ruraux* ». à travers quatre sous-composantes : (i) Management des dispositifs de FAR au niveau régional ; (ii) Formation professionnelle qualifiante des jeunes ruraux et soutien à l'enseignement technique ; (iii) Formation diplômante des techniciens agricoles et animateurs ruraux ; (iv) Projets professionnels des jeunes formé(e)s et accompagnement à l'installation.

48. Depuis le démarrage du Programme, 14 434 jeunes ruraux ont été formés (dont 48% de jeunes filles) selon différents modes et formules: (i) formations courtes de 3 à 4 mois; (ii) formations par apprentissage chez des professionnels locaux / tuteurs; (iii) formations de techniciens. Sur les onze (11) recommandations de la revue interphase, 04 ont été réalisées, 06 sont en cours de réalisation, et la dernière a été programmée en 2017 et porte sur l'organisation d'un atelier national sur les pratiques et outils de communication FAR au niveau régional et communal.

Sous-composante 2.1: Management des dispositifs de FAR au niveau régional:

49. Cette sous-composante vise à mettre en place un dispositif décentralisé de la FAR. Les résultats attendus sont: (i) 13 CRFAR créés et renforcés; (ii) chaque région dispose d'un fonds de soutien durable et adapté pour la FAR; (iii) chaque CRFAR a renforcé les compétences de ses membres; et (iv) 13 plans régionaux «Qualité de la FAR» ont été conçus et sont appliqués dans 80% des CEFAR.

50. **Information et communication décentralisée** : il est prévu que les membres des CRFAR soient informés sur la SNFAR ainsi que sur les bases de l'ingénierie de formation. Des actions de sensibilisation/ formation doivent permettre de (i) mobiliser différents acteurs sur des actions concrètes; (ii) acquérir une connaissance générale des différents concepts, méthodes et outils développés en ingénierie de formation; (iii) produire un plan de communication opérationnel à l'adresse des acteurs régionaux et locaux, et les jeunes ruraux.

51. Jusqu'à présent, *03 Régions¹⁴ seulement* ont élaboré leurs plans de communication en 2015 ce qui leur a permis de mobiliser les acteurs et les jeunes pour entreprendre des actions de FAR. En 2016, la région Analanjirofo a procédé à l'élaboration de son plan de communication. Il est actuellement en phase de finalisation. *A brève échéance, doter chaque région d'un plan de communication opérationnel actualisé constitue une action prioritaire que le programme doit réaliser pour ne pas handicaper le déploiement de la FAR au niveau régional et local.*

52. **Appui à la maîtrise d'œuvre régionale. Au niveau régional** sept (07) CRFAR ont été créés durant la période 2013-2015. A date, 06 CRFAR sont opérationnels dans les régions. Trois (03) nouveaux CRFAR ont été créés en 2016. Cela ramène à 10 le nombre de CRFAR créés depuis le début du programme. *Les données synthétiques des CRFAR montrent qu'il reste encore 3 CRFAR à créer et 7 à opérationnaliser pour couvrir les 13 régions prévues.*

53. FORMAPROD a prévu d'établir, dès les premières années de sa mise en œuvre, des schémas régionaux FAR qui devraient constituer un cadre d'orientation et de cohérence de toutes les interventions FAR dans les régions et définir les actions prioritaires notamment en matière: (i) d'orientation, de formation et d'installation des jeunes; (iii) de rénovation et adaptation des curricula, (iii) de formation des formateurs et ressources humaines des établissements (iii) de réhabilitation et de rénovation des infrastructures de formation. Ses schémas peuvent constituer un instrument de base pour mobiliser les financements nécessaires pour les développements des dispositifs FAR.

54. A date, les schémas des régions de Menabe et Melaky, dont le processus d'élaboration a été entamé en 2015, ont été validés en 2016. Les schémas régionaux d'Analamanga et Amoron'i Mania, ont guidé la priorisation de activités de la région pour l'établissement du PTBA 2017. La région d'Analanjirofo a validé son schéma régional en décembre 2016. Avec cette dernière région, le nombre de schémas établis atteint 6. *Il reste encore 4 à établir dans des délais relativement courts pour ne pas handicaper le déploiement de la FAR au niveau régional et communal.*

55. **Au niveau district**, Le programme a prévu de s'appuyer sur les CSA¹⁵ et les GUMS¹⁶ en désignant des Coordonnateurs de Formation (COFO) pour: (i) l'identification de la demande de formation; (ii) l'identification des prestataires de services de formation; et (iii) la mise en relation de la demande avec le prestataire de service le plus adapté. *A ce stade, le dispositif institutionnel à ce niveau n'est pas encore opérationnel.*

¹⁴ Analamanga, Atsinanana et Amoron'i Mania

¹⁵ CSA : Centres de Services Agricoles

¹⁶ GUMS : Guichets Uniques Multiservices d'appui aux entreprises

56. **Au niveau commune**, les dispositions prévues par le programme ne sont pas encore mis en place. *Cette situation, bien que atténuée par l'intervention des CIP, n'a pas aidé à une mise en œuvre accélérée des activités prévues par le programme au niveau des communes.*

57. **Démarche «Qualité de la FAR»** : Selon les prévisions initiale du programme, la démarche qui devrait être expérimentée dès la 4^{ème} année de sa mise en œuvre, est articulée autour de: (i) la conception d'un référentiel d'attentes des clients de la FAR; (ii) l'élaboration d'un référentiel de «Qualité de l'offre» par les prestataires; (iii) autodiagnostic des CEFAR sur la qualité et programme d'amélioration de l'offre; (iv) mise en place d'un processus de labellisation des organismes de formation. *Jusqu'à présent, il n'a pas eu l'opportunité d'accompagner cette démarche. Cependant des travaux conduits par le MEETFP sont en cours et peuvent être mis à contribution pour implémenter la démarche. La DFAR et le SE-CNFAR sont des parties prenantes dans ces travaux.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Porter assistance technique aux CRFAR pour élaborer / actualiser leurs Schémas Régionaux FAR	CN/FORMAPROD, SE-CNFAR CRFAR	Décembre 2017
Porter assistance technique au CRFAR pour élaborer / actualiser leurs Plans de Communication	CN/FORMAPROD, SE-CNFAR CRFAR	Septembre 2017
Implémenter la démarche « Qualité FAR » sur les CEFAR sur la base d'un plan d'action établi	CN/FORMAPROD, SE-CNFAR, DFAR CRFAR	A partir de septembre 2017

Sous-composante 2.2: Formation professionnelle qualifiante des jeunes ruraux

58. Cette sous-composante vise à rapprocher «Développement des compétences» et «Entrepreneuriat rural» dans les communes. Elle portera sur 4 volets: (i) Plan d'action communal; (ii) FAR dans l'éducation primaire et secondaire; (iii) Formation de masse et CMR; (iv) Développement des CEFAR. L'échelon communal, intermédiaire entre la Fokontany (trop restreint), et le District (trop éloigné) a été choisi comme espace structurant des interventions de FORMAPROD au niveau régional.

59. Parmi les résultats attendus : (i) 2.000 socio-organisateurs villageois formés; (ii) 100.000 jeunes formés (dont 30% de femmes) ; (iii) 4 700 apprenants ont renforcé leurs compétences agricoles et entrepreneuriales dans les CEFAR; et (iv) 250 enseignants et formateurs d'EFAR ont renforcé leurs compétences en pédagogie et dans leur spécialité.

60. **Plan d'action communal (PAC)**. *Ce plan qui devra être l'instrument de base d'intervention du programme, n'a pas été développé dans aucune commune. Pour atténuer cette carence, le programme s'est appuyé sur les CIP pour: (i) développer une information de départ sur la SNFAR et FORMAPROD; (ii) identifier les opportunités économiques au niveau du territoire et des filières porteuses que la commune souhaite développer; et (iii) recenser des besoins en formation des jeunes au niveau des communes. En 2016, 33 nouvelles communes ont été sollicitées pour qu'elles assurent le rôle de leadership dans la sensibilisation des jeunes et leur adhésion aux programmes FAR appuyés par FORMAPROD sans que cela ne soit formalisé dans le cadre de conventions ou de PAC.*

61. *Désormais, l'élaboration et la mise en œuvre des Plans d'Action Communaux (PAC), outils d'interventions de base du programme sur le terrain, devraient figurer parmi les priorités des équipes régionales de FORMAPROD. La démarche adoptée jusqu'à maintenant s'appuyant sur les CIP, qui peuvent ne pas être outillés pour la planification et le pilotage de la FAR sur le terrain, ne favorise pas la consolidation du rôle de la commune en tant que maître d'ouvrage de la FAR à son niveau.*

62. *Les discussions de la mission avec le CN de PROSPERER ont mis en évidence les possibilités de coopération et de complémentarité entre ce programme et FORMAPROD sur le terrain. Les Conseillers en Entreprises (CE) du premier programme et les CIP et les CA du second programme peuvent ensemble assurer une meilleure couverture territoriale des 06 régions communes. Cette complémentarité d'intervention sur le terrain doit être planifiée annuellement aux différents niveaux (national, régional, districts et communes) et régulièrement suivie.*

63. **FAR dans l'éducation primaire et secondaire.** Jusqu'à juin 2016, 20.065 élèves du primaire et du secondaire relevant de 121 écoles, ont bénéficié d'un enseignement pratique sur l'agriculture. Les projets parascolaires ont intégré un volet environnement dans les activités mises en œuvre par les élèves notamment dans les plantations d'arbres fruitiers et de haies vives. Des formations techniques agricoles ont été également dispensées à 330 directeurs, enseignants et parents d'élèves. Avec l'année scolaire 2016-2017, le nombre total de jeunes atteindra alors près de 42 570 élèves et étudiants dans 307 écoles, collèges et lycées.

64. **Programme de formation courte pour jeunes ruraux déscolarisés (JRD).** Dans le cadre du Programme CAP-EPT/UNESCO, un partenariat a été établi avec l'UNESCO pour promouvoir la formation professionnelle qualifiante ciblant les jeunes ruraux déscolarisés (JRD). Un premier groupe de 935 jeunes, dont 314 filles, ont été formés et 638 projets professionnels ont été financés. Un second groupe de 1.454 jeunes ont été certifiés parmi les 1.695 qui ont suivi les formations courtes dans 25 centres de formation dans les régions d'Atsinanana, Analanjirofo, Amoron'i Mania et Menabe. L'accompagnement des jeunes certifiés de la 1^{ère} cohorte ayant bénéficié des kits de démarrage subventionnés directement par FORMAPROD est aussi en cours. Des reliquats de budget déjà alloués seront utilisés pour (i) doter en kits de démarrage les jeunes sortants de la 1^{ère} cohorte (qui n'ayant pas encore bénéficiés de kit) et (ii) accompagner ces jeunes par l'équipe de l'UNESCO. *Les temps d'attente pour certains jeunes sont trop long ce qui risque de les décourager les jeunes à entreprendre leurs projet. A cet effet, il convient de finaliser rapidement l'avenant à la convention et d'intégrer le volet 'évaluation du Programme CAP-EPT' réalisé.*

65. **Création de Cercle de promotion des Métiers Ruraux (CMR).** Ce dispositif «hors les murs» devrait répondre aux demandes des autorités locales et des jeunes qui souhaitent des formations de proximité au niveau communal. *Bien que la mise en œuvre des CMR doit commencer dès le démarrage du programme, les réflexions à ce sujet n'ont été engagées que depuis la 1^{ère} revue interphase (avril 2016). Le PTBA 2017 a prévu de démarrer des CMR dans 321 communes choisies sur la base d'un appel à candidature. Le travail devrait s'appuyer sur les documents du programme et sur une note conceptuelle sur la formation de masse - élaborée par la DFAR - qui sera enrichie et développée en un guide de mise en œuvre sur la base des expériences et des bonnes pratiques menées par les acteurs sur les terrains.*

66. **Formation professionnelle qualifiante de proximité.** En termes de flux entrants, 7 043 jeunes ont accédé à ce type de formations: (i) 3 153 dans la formation courte ou modulaire de courte durée; (ii) 3 476 en cycle d'apprentissage auprès des tuteurs d'apprentis préalablement formés; (iii) 414 au niveau des centres et établissements qui forment des exploitants agricoles (EA) pendant deux ans, (iv) Pour l'alphabétisation, 296 jeunes sont admis au cycle d'enseignement général.

67. En 2016, 7924 jeunes (dont 49% filles) ont terminé avec succès leurs cycles de formations: (i) 3171 ayant suivi des cycles d'apprentissage auprès de paysans modèle « tuteurs»; (ii) 3116 formés par formation modulaire courte (dont 1 695 jeunes par l'UNESCO); (iii) 100 sortants des formations initiales d'une durée de deux ans, pour devenir des EA; et (iv) 1537 jeunes néo-alphabétisés après avoir suivi deux années de formation.

68. En tenant compte de l'importance de l'environnement et de l'adaptation aux changements climatiques, les modules de formation des jeunes incluent des techniques de conservation et de gestion rationnelle des ressources (eau et sol). Le Programme fait également la promotion des filières "agriculture biologique" pour réduire l'utilisation des produits phytosanitaires chimiques et conquérir le marché en émergence des produits labélisés biologiques.

69. **Développement des établissements de formation agricole et rurale.** Au total 23 CEFAR ont été appuyés en 2016. 616 jeunes suivent actuellement une formation initiale d'une durée de 2 à 3 années pour devenir des EA et Exploitant Entrepreneur Agricole (EEA). Parmi les CEFAR, sept (7) appliquent les nouveaux référentiels EA et EEA dont trois (3) sont implantés en dehors des régions d'intervention du programme.

70. *La mission rappelle que toutes les formations appuyées par FORMAPROD, quel que soit le mode, la durée, le niveau et le bénéficiaire doivent être centrée sur l'entrepreneuriat agricole et rural,*

notamment dans les filières prioritaires du pays. A l'issu de leur formation, Les bénéficiaires doivent être capables d'élaborer leurs projets professionnels et de le mettre en œuvre moyennant une assistance appropriée. Les curricula, référentiels, modules de formation doivent être conçus et élaborés en conséquence. Une vérification rigoureuse de l'ensemble des référentiels élaborés jusqu'à présent doit être effectuée pour s'assurer du respect de cette disposition.

71. *En plus, il a été signalé que certains besoins en formation pour de jeunes ruraux n'ont pas été satisfaits à cause d'une interprétation restrictive du champ d'intervention de la FAR. Cette interprétation: (i) ne favorise pas la diffusion de compétences diversifiées en milieu rural; (ii) ne permet pas d'exploiter toutes les opportunités d'insertion professionnelle en milieu rural; et (iii) peut générer des frustrations auprès des demandeurs de formation. A cet effet, elle devrait être abandonnée.*

72. *Les réalisations au titre de la sous-composante sont en deçà des prévisions. Au rythme actuel, les objectifs risquent d'être fortement compromis.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Elaborer un plan d'action pour porter assistance à chaque commune qui souhaite développer son Plan d'Action Communal FAR	CN FORMAPROD/ SE CNFAR/ CRFAR	Juin 2017
Etablir des conventions de Partenariat entre l'EPR et chaque commune qui souhaite développer la FAR aux bénéfices de ses jeunes	EPR / CRFAR	A partir de mai 2017,
Porter assistance technique et appui à la réalisation des actions prévues par les PAC en synergie avec les autres programmes du FIDA	EPR / CRFAR	A partir de juin 2017

Sous-composante 2.3: Formation diplômante des techniciens agricoles et animateurs ruraux

73. Cette sous-composante vise à accroître substantiellement le nombre et le niveau de qualification des techniciens et socio-organismes ruraux formés pour répondre à la demande des OP, ONG, projets, entreprises et de l'Etat. Elle vise les résultats suivants: (i) chaque région dispose de 2 EFT fonctionnels dont un de référence pour la FAR; (ii) 1 500 techniciens / techniciens supérieurs ont été formés; (iii) 3 650 enseignants/techniciens ont été formés sur les plans technique et pédagogique technique; et (iv) 6 500 leaders paysans ont été formés.

74. A fin 2016, 1 095 bénéficiaires sur un ensemble de 11.650 (soit 4%), ont été formés et répartis comme suit : (i) 340 techniciens agricoles sur une période allant de 10 mois à 3 ans; (ii) la formation en leadership et négociations commerciales de 244 leaders paysans et 511 techniciens prestataires et enseignants en activités.

75. **Deux établissements CEFAR, dont un de référence, sont créés et/ou réhabilités par région.** Depuis le début du programme, 6 EFT (EASTA/ISTA) ont été appuyés depuis le début du projet. En 2016, le LTPA¹⁷ Fandriana a été renforcé en matériels pour travaux pratiques et l'ISSED¹⁸ Toamasina a été réhabilité en 2017. Des dotations en mobiliers et des travaux d'aménagement ont été réalisés à l'EASTA Analamalotra dans la région Atsinanana. A date, aucun établissement ne peut être considéré comme étant de référence.

76. La visite de certains CEFAR a montré la disponibilité d'infrastructures de CEFAR de taille relativement importante qui sont actuellement sous exploitées. Une fois réhabilitées et équipées, ces CEFAR peuvent offrir une importante capacité de formation à condition de s'appuyer sur des systèmes pédagogiques flexibles et variés et d'avoir des ressources humaines qualifiées. *La démarche de réhabilitation observée (interventions de faible envergure réparties sur plusieurs années) doit être revue pour éviter tout fractionnement de la commande publique. Pour les réhabilitations coûteuses, les dossiers techniques conséquents doivent être élaborés par des professionnels habilités et la répartition des travaux par tranches fonctionnelles doit être clairement*

¹⁷ LTPA : Lycée Technique Professionnel Agricole

¹⁸ ISSSED : l'Institut Supérieur des Sciences, Environnement et des Sciences Durables

établie. Une démarche similaire doit être adoptée concernant les volets : matériel, équipement et services.

77. *Le nombre d'apprenants par groupe qui est relativement faible, doit être revu à la hausse pour rentabiliser les investissements consentis, sans évidemment compromettre aux exigences de la qualité de la formation et des normes de sécurité et santé des apprenants.*

78. **L'accès à la formation des techniciens agricoles est facilité.** En 2016, 193 jeunes ont accédé à la première année de formation des techniciens dans les EFT subventionnés par le programme. Cela porte à 340 le nombre des jeunes boursiers suivant des formations pour devenir techniciens auprès des CEFAR publics et privés.

79. Dans le cadre d'une convention de partenariat avec la Direction Générale de l'Elevage du MPAE, 70 agents accèderont à une formation, d'une durée de 16 mois, pour devenir des techniciens en élevage à l'EPSA Bevalala. Le programme a aussi procédé à la formation de 36 agents communautaires de l'élevage dans les régions d'Analamanga et Atsinanana.

80. **Appui aux prestataires, CSA et ONG.** Une convention avec la Coalition Paysanne de Madagascar (CPM) de la région d'Analamanga a été établie pour l'engagement d'un technicien qui doit assurer la coordination de toutes les activités du CPM. Dans ce cadre, plusieurs actions de formation au profit des membres de la Coalition ont été réalisées: formation en leadership, en commercialisation des produits et gestion de revenus des paysans.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Porter assistance et appui aux opérateurs publics et privés FAR pouvant contribuer à l'effort national de formation de techniciens	UCN/EPIR	A partir de juin 2017, à la demande

Sous-composante 2.4: Projets professionnels des jeunes formés et accompagnement de leur installation

81. Cette sous-composante a pour objectif de faciliter l'insertion économique des jeunes qui seront formés par FORMAPROD et porte sur les quatre volets: (i) Orientation professionnelle des jeunes; (ii) Tutorat des jeunes formés; (iii) Appui aux paysans animateurs pour les CEP; et (iv) Financement de l'insertion/installation.

82. **Orientation professionnelle.** Des Conseillers en Insertion Professionnelle (CIP) ont été recrutés et préparés à l'exercice de leurs métiers dans le cadre d'une formation dispensée par le CRIPTIR¹⁹. Ils ont joué le rôle des socio-organisateurs communaux prévus initialement par le programme. En décembre 2016, 39 CIP en exercice ont orienté professionnellement près de 4000 jeunes sur la base d'entretiens individuels, de tests précédant l'élaboration du bilan de compétences aboutissant au choix d'un métier. L'activité d'orientation professionnelle vient en sus des autres activités: (i) développer une information de départ sur la SNFAR et FORMAPROD; (ii) identifier les opportunités économiques au niveau du territoire et des filières porteuses que la commune souhaite développer; et (iii) recenser des besoins en formation des jeunes au niveau des communes.

83. **Tutorat et insertion/installation.** Depuis le début du programme, 4 128 projets professionnels ont été financés au profit de 4 348 jeunes dont 37% de jeunes femmes. Ces financements se présentent sous forme de kits de démarrage pour débiter les métiers agricoles choisis..

84. En 2016, 79 tuteurs d'accompagnement sont opérationnels et répartis dans 2 régions: Atsinanana, 7 pour l'accompagnement de 85 jeunes installés ; et Amoron'i Mania, 72 tuteurs (dont 13 femmes) pour l'accompagnement des 790 jeunes. Pour les autres régions, diverses formules d'accompagnement ont été appliquées en fonction de la situation de chaque région: par des membres des OP, des formateurs, des techniciens professionnels. Les jeunes agriculteurs appuyés ont tous réalisés leur premier cycle de production et sont motivés pour poursuivre leur projet.

¹⁹ Complexe Régional d'Information Pédagogique et Technique agricole de l'île de la Réunion

85. Une convention de partenariat, avec PLANETE URGENCE (ONG), a été signée pour accompagner l'installation des jeunes ruraux dans les différentes régions du programme. Parmi les 12 missions d'appui prévues, 3 missions ont été réalisées en 2016 et ont porté sur: (i) la formation en entrepreneuriat des jeunes, (ii) la formation en entrepreneuriat des jeunes agriculteurs; et (iii) la formation des CIP en psychosociologie. Les volontaires et les mécènes mobilisés par Planète Urgence apportent un soutien en nature et sous forme de travail aux projets sélectionnés au bénéfice de 65 jeunes qui formeront ensuite leurs pairs dans le cadre des formations en cascade.

86. L'approche d'accompagnement des jeunes est en phase d'être finalisée par l'équipe du programme sur la base de ses expériences sur le terrain, *ce qui est à encourager*. L'approche envisager devrait conjuguer plusieurs démarche en fonction des réalités sur le terrain: (i) la contractualisation de consultants possédant le profil approprié; (ii) le partenariat avec des OP; (iii) accompagnement post-formation intégré dans les conventions de formation des jeunes établis avec les CEFAR, OP et autres institutions.

87. **Appui aux paysans-formateurs des CEP.** Depuis le début du programme, 274 paysans formateurs ont bénéficié de kits d'installation comme forme de rétribution et de modernisation de leur exploitation. En 2016, 129 autres paysans formateurs ont été dotés en équipement.

88. **Financement de l'insertion/installation.** En 2016, le programme a appuyé depuis le début de sa mise en œuvre 1 816 jeunes (dont 44% sont des filles) porteurs de projets professionnels en leur assurant un kit de démarrage de leurs activités. L'acquisition de ces kits de démarrage se faisait jusqu'à octobre 2016 par achat directe au niveau des EPR. En attendant de rendre effective la nouvelle formule de financement via le FDA, 1 681 jeunes porteurs de PP sont en instance d'acquisition de kits de démarrage. *Compte tenu du fait que le budget disponible actuellement ne peut couvrir l'ensemble des besoins en installation des jeunes formés, la mission conseille, d'établir sur la base de données pertinentes en prévision de la revue à mi-parcours, le nombre de jeunes à installer que le programme est en mesure d'appuyer.*

89. Depuis le début du programme à fin 2016, environ 3420 jeunes ont été accompagnés dans leur installation. L'évaluation globale de la situation jeunes promoteurs a mis en évidence que 95% des jeunes ont démarré leurs activités, 68% persistent encore dans le métier choisi jusqu'à la fin de l'année 2016, période à laquelle les évaluations ont été conduites. Pour l'écart de 5% au démarrage des activités, les raisons évoquées concernent pour la plupart le changement d'orientation professionnelle du jeune dû au décalage important entre la fin de formation et celle de la dotation des kits de démarrage. Les autres motifs sont en relation avec la situation familiale du jeune. Ces résultats sont encourageants pour appuyer les projets professionnels des jeunes et les accompagner dans le processus de leur installation.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Encourager les jeunes promoteurs à s'organiser en associations qui sont appuyé par le programme	EPR, CIP	Activité continue
Assurer un suivi régulier des jeunes promoteurs	EPR, CIP	Activité mensuelle

Composante 3: Amélioration de la productivité dans les pôles de développement agricoles

90. La composante 3 a pour objectif la structuration des pôles de développement agricole qui réaliseront les activités d'amélioration de la productivité agricole par la formation dispensée aux EAF et aux jeunes agriculteurs et micro-entreprises rurales. Cette composante est organisée en trois sous-composantes: (i) Formation continue des EAF et appui à l'amélioration de la productivité agricole; (ii) Appui à l'accès aux services financiers et commerciaux; et (iii) Investissements productifs structurants dans les pôles de développement agricole.

91. Toutes les recommandations de la 1^{ère} revue interphase sur la mise en œuvre de la composante 3 ont été mises en œuvre. Le taux de réalisation physique des activités prévues au titre du PTBA 2016 est estimé à 75%. Le taux de décaissement du budget alloué à cette composante dans le PTBA 2016 est estimé à 66% sans engagement et 81% avec engagement. Au 31 mars 2017,

le taux de réalisation physique du PTBA 2017 pour cette composante est estimé à 11%. Par rapport aux objectifs à la fin du programme, les réalisations physiques et le niveau de décaissement représentent respectivement 21% et 21,5%.

Sous-composante 3.1: Formation continue des EAF et appui à l'amélioration de la productivité agricole

92. Dans le cadre de cette sous-composante, beaucoup d'appuis ont été apportés aux producteurs depuis le démarrage du programme, en termes de formation continue dans les champs écoles paysans (CEP), de formations spécialisées complémentaires, de financement de microprojets «coup de pouce» (MPCP) et de microprojets à coûts partagés (MPP), et de développement de services agricoles axés notamment sur la production de semences et plants, et la fabrication du petit matériel agricole. D'une manière générale, les bénéficiaires rencontrés sur le terrain sont satisfaits des effets déjà produits par ces appuis, en termes d'augmentation des productions agricoles et de leurs revenus.

93. **Formation et perfectionnement technique des producteurs.** Au cours de l'année 2016, le programme a appuyé la formation de 4 431 producteurs dans 244 CEP, et les formations complémentaires de 508 producteurs, soit un total de 4 939 (30% de femmes) sur 6 000 prévus (taux de réalisation de 82%). Pour l'année 2017, 975 producteurs ont été formés dans 47 CEP, sur 9 115 prévus soit un taux de réalisation de 11 %. Les filières touchées dans les CEP répondent aux priorités des pôles de développement et comprennent le riz (50% des CEP et des EAF), le maïs, le haricot, l'arachide, le niébé, la patate douce, la tomate, le curcuma, le gingembre, et l'agroforesterie. Les formations complémentaires ont porté essentiellement sur (i) la gestion des ressources et des activités au sein de l'exploitation agricole, (ii) la transformation de fruits, (iii) la lutte intégrée contre les ennemis de culture, et (iv) l'agroforesterie moderne par système de production intégré.

94. *En vue de contribuer aux objectifs du Gouvernement en matière de production agricole et d'éviter la dispersion des efforts, le programme devra se concentrer, dans les pôles de développement, sur les filières prioritaires du pays.*

95. Les formations ci-dessus mentionnées ont permis aux EAF appuyées d'améliorer significativement les rendements des cultures ciblées. Une enquête agricole réalisée dans les pôles de Brickaville et Toamasina II à l'issue de la campagne agricole 2015/16 montre que les rendements chez les adoptants des techniques innovantes apprises dans les CEP dépassent largement ceux des non adoptants comme le montre le tableau ci-dessous (en tonnes/ha).

Cultures	Gingembre	Ananas	Maïs	Riz grande saison	Riz contre saison
Adoptants	5,80	17,86	1,83	2,85	3,73
Non adoptants	3,09	10,12	1,34	1,99	1,76

96. L'enquête agricole ci-dessus mentionnée renseigne que des rendements pour certaines cultures ont été affectés par la distribution tardive des intrants (engrais et semences). *La mission recommande de veiller au respect du calendrier cultural des producteurs par une planification rigoureuse de l'acquisition des intrants tenant compte des délais requis pour l'aboutissement des procédures y relatives.*

97. **Environnement et résilience aux changements climatiques** : le Programme a renforcé les capacités des producteurs en techniques agricoles d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques. L'agriculture sous-couverture végétale a été promue et adoptée dans le pôle Maintinano, tout comme l'agroforesterie dans les pôles Atsinanana et Analanjiro. Afin de pallier l'ensablement causés par l'érosion, des formations sur la protection de bassin versant ont été programmées en complément aux formations sur la riziculture améliorées développées dans les CEP.

98. **Appui à l'accroissement du capital productif des EAF.** Les MPCP appuyés par le programme en 2016 ont bénéficié à 1 450 producteurs vulnérables (46% de femmes) sur 2 000 prévus, soit un taux de réalisation de 73%. Les subventions du programme ont porté essentiellement sur la dotation en semences & plants, engrais et matériel agricole pour les spéculations agricoles, et

en cheptel pour le petit élevage (aviculture et porciculture). Le nombre de MPP appuyés en 2016 est de 120 sur 1 160 prévus, soit un taux de réalisation de 10%. Pour l'année 2017, 19 MPP ont été appuyés sur 1 635 prévus, soit un taux de réalisation de 1 %. Les contraintes majeures qui sont à la base de ces faibles performances comprennent: (i) une collaboration très limitée avec les IMF dans les pôles de développement²⁰ ; et (ii) une mobilisation à temps de la contribution du porteur de MPP représentant 50% du coût du MP. *Compte tenu des retards enregistrés dans l'atteinte de la cible du programme pour les MPP (662 sur 12 000 prévus, soit 6%), une stratégie d'accélération des appuis destinés aux MPP devrait être adoptée dans le cadre de la nouvelle convention avec le FDA en cours de préparation.*

99. **Développement de services d'appui agricole.** A date, FORMAPROD a appuyé (i) 161 multiplicateurs de semences et pépiniéristes (14% de femmes) sur 250 prévus sur toute la durée du programme, soit un taux de réalisation de 64% ; (ii) 94 agents communautaires de santé animale (ACSA)/élevage (ACE) et vaccinateurs villageois (3% de femmes) sur 150 prévus (63%) ; et (iii) 47 artisans fabricants de matériels agricoles (0% de femmes) sur 30 prévus (157%). Les objectifs physiques du PTBA 2016 ont été réalisés à 50% pour les producteurs de semences et plants, 47% pour les ACSA et ACE, et 32% pour les fabricants de matériels agricoles. Au 31 mars 2017, 15 multiplicateurs de semences et plants sur 96 prévus avaient été appuyés (16%). Il ressort de ce qui précède que l'état d'avancement actuel des services d'appui agricole pourra conduire à l'atteinte des produits attendus du programme pour ce volet. *La mission recommande que le programme réalise une évaluation en profondeur des effets produits par ces appuis sur les bénéficiaires directs (groupements semenciers incluant la production de plants, de fabrication du matériel agricole, ACSA, etc.), et sur les producteurs utilisant les services agricoles développés.*

Sous-composante 3.2: Appui à l'accès aux services commerciaux et financiers

100. **Animation, information, et formation commerciales et technologiques.** Le programme enregistre 2 011 jeunes et EAF (35% de femmes) mis en relation avec les opérateurs de marché (OM) pour l'année 2016 sur 1 902 prévus, soit un taux de réalisation de 106%. Ces jeunes et EAF ont réussi à vendre environ 1 000 tonnes de produits constitués essentiellement de litchi, banane verte, ananas, curcuma, gingembre, cannelle, et maïs. Au premier trimestre de l'année 2017, 557 jeunes et EAF (39% de femmes) ont été mis en relation avec les OM, sur 825 prévus (68%). Ceci porte à 3 057 le nombre de jeunes et EAF déjà mis en relation avec les OM sur un objectif de 10 000 sur toute la durée du programme (31%). La mise en relation avec le marché a été réalisée dans les pôles de Brickaville, Maintirano, et Toamasina 2. Le partenariat avec PROSPERER est effectif dans le pôle Anjozorobe où l'Agent Commercial de la Chambre de Commerce et de l'Industrie et le Conseiller d'Entreprise de PROSPERER travaillent en synergie/complémentarité avec les agents de terrain de FORMAPROD pour la formation et accompagnement des couples OP/OM. *Cette expérience mérite d'être répliquée dans d'autres pôles bénéficiant des interventions des deux projets.*

101. **Facilitation de l'accès à des services financiers adaptés.** L'accès aux services financiers adaptés aux besoins des EAF et des MER est encore limité. En effet, seul le pôle de Maintirano collabore avec les IMF à travers la mise en place de 3 caisses du réseau CECAM qui ont déjà collecté une épargne dépassant 266 millions d'Ariary mobilisés par 585 jeunes et EAF (50% de femmes), et ont octroyé 347,6 millions d'Ariary de crédits aux membres en 2016. La revue interphase avait recommandé de : (i) organiser, à partir des leçons apprises et avec l'appui de la CAPFIDA, des journées d'échange et de capitalisation des expériences des PTF sur l'accès des producteurs aux services financiers ; et (ii) solliciter les ONG pour la création de groupes villageois d'épargne et de crédit (GVEC) autogérés par les jeunes villageois. A cet effet, des démarches sont en cours pour la mise en place des GVEC en partenariat avec FEKRITIMA. *Les journées d'échange vont constituer une bonne opportunité pour partager ces démarches avec les projets FIDA et d'autres intervenants partenaires des GVEC.*

Sous-composante 3.3: Investissements productifs structurants dans les pôles de développement agricole

²⁰ A l'exception du pôle de Maintirano

102. Le financement de cette sous-composante est pris en charge à 60% par l'OFID et 11,5% par des bailleurs potentiels. A date, ces financements ne sont pas encore mobilisés, ce qui explique les retards enregistrés dans le démarrage des activités prévues. Seules quelques activités éligibles au financement FIDA ont pu être réalisées, notamment le curage des canaux d'irrigation et la mise en place des hangars de groupage des produits. Les travaux de curage ont permis aux bénéficiaires d'augmenter les superficies cultivées et les productions de riz. *Pour s'assurer que ces travaux sont exécutés suivant les règles de l'art, la mission recommande d'impliquer systématiquement les services régionaux de génie rural dans la conduite des travaux de réhabilitation de micro-périmètres rizières.*

103. La mission a visité un hangar de stockage dans le pôle de Toamasina II. Les échanges tenus avec les utilisateurs dudit hangar font ressortir un manque de visibilité sur son statut (bien public ou privé) et son système de gestion. Avant le démarrage des travaux pour ce type d'infrastructure, le programme devra clarifier au préalable son statut, en s'inspirant des expériences des projets passés, et définir en conséquence son système de gestion. Dans tous les cas (bien public ou privé), *la mise en place des prochains hangars sera conditionnée par la participation des bénéficiaires aux coûts des travaux suivant des modalités à définir de manière participative.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Se concentrer, dans les pôles de développement, sur les filières prioritaires du pays	UCN/ATR	Continu
Adopter une approche visant à augmenter significativement le nombre de MPP appuyés	UCN/ATR et FDA	Continu
Etendre à d'autres zones d'intervention du programme l'expérience réussie du partenariat avec PROSPERER dans le pôle Anjozorobe	UCN/ATR	Année 2017
Organiser des journées d'échange et de capitalisation des expériences des PTF sur l'accès des producteurs aux services financiers	UCN/ATR et PTF	Juin 2017
Faire participer les bénéficiaires aux coûts des travaux des hangars de groupage de produits	UCN/ATR	Continu

D. État d'avancement de l'exécution du programme

Gestion Administrative

104. **Personnel du programme.** Le programme compte actuellement **76** personnes avec contrat permanent réparties entre l'Unité de Coordination, et les EPIR. La nouvelle coordonnatrice de l'UCN a pris ses fonctions en janvier 2017. Pour les EPIR, les passations de service avec les coordonnateurs des projets en cours du FIDA ont été réalisées sauf pour PROSPERER qui attend l'aboutissement du processus de recrutement en cours de l'ATR de EPIR Analamanga - Itasy. L'effectif au sein du SE/CNFAR est de **10** personnes. Le programme prend également en charge les salaires de **4** effectifs de la CAPFIDA. Depuis mars 2017, les ATR ont été mis en place pour coordonner les activités au niveau des EPIR. Des mises à jour ont été apportées à leurs termes de références. La mise en place de ce dispositif est encore actuellement en cours de précision et sera intégrée dans le manuel de procédures. Des dispositifs d'appui technique et de terrain ainsi que des consultants sont également présents au sein des EPIR pour un total de **68** personnes. Il s'agit notamment des agents de terrain, des conseiller en insertion professionnelle, des techniciens agricoles et des socio-organismes. Les évaluations de performance du personnel se font annuellement en interne. Le ratio coûts d'opérations (Salaires + fonctionnement)/Dépenses totales au stade actuel de l'avancement du projet est estimé à 15% contre 11% dans le plan de financement de la revue interphase. *La mission attire l'attention de l'UCN et des EPIR sur la maîtrise des coûts de fonctionnement du programme à travers la gestion optimale du personnel du programme et le suivi de leurs coûts.*

105. **Grille salariale.** A l'issue de la mission du consultant chargé d'étudier la grille salariale applicable aux projets/programmes du FIDA, le programme a préparé et envoyé pour non objection

une nouvelle grille salariale. Cette grille attend l'approbation du Secrétariat Général du MPAE. *La mission recommande d'accélérer le traitement de cette demande de non objection afin que le FIDA puisse l'analyser.*

106. Gestion et registre des immobilisations. La mission a noté que le registre des immobilisations est disponible et bien géré. La mission attire l'attention du programme sur la gestion du parc véhicule qui s'avère être important et réparti au niveau des différents EPIR. Le suivi strict et périodique de leur coût de fonctionnement est primordial. *La mission recommande de mettre sur les véhicules les autocollants visibles et spécifiques identifiant les véhicules du programme. Cette recommandation s'applique à tous les véhicules au sein du portefeuille du FIDA à Madagascar.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Assurer la maîtrise des coûts de fonctionnement	UCN	Immédiatement
Procéder à l'identification des véhicules du programme	UCN et tous les projets du FIDA	Immédiatement

Suivi-évaluation.

107. Organisation du système de suivi-évaluation. Le dispositif de suivi-évaluation (S&E) est régi par un manuel des procédures finalisé en mai 2016. Ce dispositif repose sur les responsables de suivi-évaluation (RSE) de l'UCN et des EPR/EPIR. Il est en harmonie avec les systèmes de suivi-évaluation nationaux et permet à l'UCN de produire les tableaux SYGRI 1, les tableaux de suivi des activités et les tableaux d'avancement matériel. Le système de S&E est très participatif mais, des efforts sont nécessaires pour une bonne articulation avec les systèmes d'informations des partenaires pourvoyeurs d'informations (SE CNFAR et DFAR notamment). Tous les acteurs du S&E ont été formés mais, il est essentiel que les RSE leur *apporte un appui technique continue pour non seulement renforcer leurs capacités mais aussi, maintenir leur niveau de motivation.*

108. Base de données du S&E. La base des données (BdD) conçue sous PostgreSQL prend en charge l'essentiel des opérations nécessaires au fonctionnement du S&E (suivi des activités, suivi des résultats, stockage des données, édition des tableaux de bord...). La BdD est implémentée au sein des EPIR et l'UCN. Les données existantes sont en train d'être importées dans le système et la saisie de nouvelles données se fait par les RSE. Il est urgent de *finaliser l'importation des données existantes et les tests sur la base de données de manière à la rendre opérationnelle avant la fin du second trimestre.* L'opérationnalisation de la BdD permettra de faciliter la collecte et la remontée des données, leur contrôle à travers divers niveaux de validation, le traitement des données collectées et leur consolidation. Cet outil permettra également au projet d'effectuer un suivi physique et financier du PTBA.

109. Suivi des bénéficiaires. Des cahiers de suivi ont été mis à la disposition des jeunes. Ces cahiers leur permettent de suivre leur activité mais ils ont encore besoin d'un accompagnement. Le programme envisage, pour l'EPIR de AHIV²¹, de confier le suivi des jeunes aux tuteurs et aux agents de terrain de la DRAE. *Compte tenu du nombre des jeunes à toucher, la mission recommande que cette action puisse être étendue aux autres EPIR.*

110. Enquêtes et études thématiques. Au niveau des pôles de production, des enquêtes de rendement agricole ont été conduites sur 4 spéculations. Une autre enquête portant sur l'évaluation des microprojets financés a été conduite dans le pôle d'Anjozorobe. Les enquêtes de référence dans les 4 régions d'extension sont planifiées. En préparation à la revue à mi-parcours (fin 2018), ces enquêtes devront être *complétées par des études thématiques pour la documentation entre autres des effets de l'insertion professionnelle des jeunes ; l'adoption des nouvelles techniques par les producteurs ; l'augmentation des rendements et des productions agricoles additionnelles.*

111. Cohérence entre PTBA et Mise en Œuvre. Après la revue interphase, un cadre de planification pluriannuelle a été mis en place. La planification se fait de manière participative intégrant les différents niveaux d'intervention du programme. La participation des bénéficiaires est sollicitée à travers la tenue d'ateliers d'évaluation participative. Le PTBA 2016, exécuté à hauteur de 74%, a

²¹ Amoron'i Mania, Haute Matsiatra, Ihorombe, Vatovavy Fitovinany

permis une évolution dans l'atteinte des objectifs par rapport aux années précédentes. Pour l'ensemble du PTBA 2017, l'analyse des réalisations montre un taux de réalisation des activités de 13%. Pour les prévisions du 1^{er} trimestre 2017, 74% des activités prévues ont été réalisées.

Ciblage et genre

112. **Ciblage des bénéficiaires.** Le programme cible spécifiquement les groupes vulnérables, en portant une attention particulière aux jeunes déscolarisés et aux jeunes femmes chefs de famille. Une approche différenciée de ciblage a été adoptée par le programme en fonction de chaque catégorie de bénéficiaires. C'est ainsi que des outils spécifiques ont été développés pour chaque type de bénéficiaires. Ces outils ont été affinés en tenant compte des particularités régionales. *Il est nécessaire d'intégrer ces différents outils dans le document méthodologique de ciblage commun à l'ensemble du programme.*

113. **Portée.** Le ciblage géographique progressif a permis d'étendre les activités dans 4 nouvelles régions. Les actions du programme devraient toucher près de 2,7 millions de personnes dont 640 000 bénéficiaires directs. Selon le rapport SYGRI 2016, 49 037 personnes ont bénéficié des services du FORMAPROD (dont 38% sont des femmes). Rapporté à la prévision initiale des bénéficiaires, on obtient un taux de réalisation de 8%. Ce taux est très en deçà des objectifs et ne semble pas refléter le nombre réel de personnes touchées par les actions du programme. *La mission recommande de revoir la méthode de comptabilisation de manière à inclure tous les bénéficiaires.*

114. **Equité des genres et inclusion des jeunes.** Les actions du FORMAPROD s'adressent en priorité aux jeunes. Les actions spécifiques à l'endroit de ces jeunes sont la formation (100.000 jeunes) et l'insertion professionnelle (100.000 jeunes). La question du genre est bien prise en compte dans toutes les actions à travers une approche de planification par quota. Selon les prévisions, les femmes devraient représenter 30% des bénéficiaires. Elles sont 38% selon le rapport SYGRI 2016. La formation professionnelle a touché 47% des femmes, la formation entrepreneuriale 42% et la formation aux techniques agricoles 37%. Les fonds destinés au financement des microprojets et projets professionnels des jeunes ont bénéficié à 39% de femmes et l'appui à la commercialisation à 32%. Par contre, avec 26%, les femmes sont faiblement représentées parmi les EAF ayant accès aux services financiers. Par ailleurs, la mission a constaté avec satisfaction une bonne représentation des femmes dans l'équipe de pilotage du programme (34% de femmes dans l'UCN et les EPIR).

115. **Gender Active Learning System (GALS).** Le GALS est une mesure de facilitation qui permet l'autonomisation et le renforcement des capacités des couples. Il a été initié au sein du programme en 2016 à travers un atelier catalyseur qui a regroupé 28 personnes dont 18 bénéficiaires qui appliquent la méthode GALS dans leur ménage (champions). Les champions regroupés dans le cadre d'association des jeunes du GALS ont bénéficié en plus des formations techniques. L'application des outils du GALS par les champions commence à porter des fruits. Malgré les contraintes, les bénéficiaires sont satisfaits du chemin parcouru vers l'accomplissement de leur vision. Les couples bénéficiaires partagent désormais une vision commune et pratiquent une gestion concertée des ressources de leur ménage. La mission recommande *la vulgarisation du GALS à travers son intégration dans le paquet de formations des jeunes. Cependant, il est important de capitaliser sur cette première expérience.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Finaliser les tests de la base de données de manière à la rendre opérationnelle avant la fin du 2 nd trimestre.	RSE	Dernier trimestre 2017
Conduire des études thématiques pour la documentation des effets du programme	RSE	2018
Intégrer le GALS dans le paquet de formation des jeunes	ATN	A partir du PTBA 2018

E. Aspects fiduciaires

116. **Gestion financière.** La mission note que la gestion financière du programme est satisfaisante. Toutefois, au cours de l'année 2016, le programme a eu des problèmes de trésorerie, des retards et des décalages sont constatés dans le processus de passation de marchés et dans

les paiements des fournisseurs. En effet, compte tenu du nombre d'EPIR et agences de mise en œuvre, le dépôt initial a été partagé selon le PTBA aux différents partenaires. *La mission recommande l'augmentation du dépôt initial du fonds fiduciaire espagnol à 1 million Euro. La mission insiste à ce que les entités régionales de mise en œuvre justifient à temps leur DRF, pour accélérer le processus de recouvrement de leur dépôt initial.*

117. Manuel de procédures. Le manuel de procédures du programme FORMAPROD en place renferme tous les aspects relatifs à la gestion du programme. Néanmoins, il a été noté au cours des missions sur terrain que les règles d'intervention du programme pour l'appui des groupements ou des bénéficiaires ne sont pas encore précisées, en ce qui concerne le nombre d'appui, le calendrier, et le plafond/seuil de ces appuis (Cas des artisans fabricants de matériels agricoles - Anivorano Est) *La mission recommande de clarifier les types d'interventions selon des règles précisées à l'avance pour mieux assurer le ciblage des interventions. La mission recommande d'élaborer un manuel spécifique pour la gestion des fonds destinés au financement des microprojets et des projets professionnels.*

118. Décaissements par bailleur. Au 30 avril 2017, les décaissements effectifs pour tous financements confondus s'élèvent à 16,33 millions USD, soit des taux d'exécution de 19% par rapport au coût total du programme et 24,9% par rapport au coût effectivement mobilisé à ce jour. Les décaissements par bailleur sont de : 31,8% sur le prêt FIDA, 31,6% sur le don du FIDA, 19,9% sur le prêt Fonds Fiduciaires Espagnol, 11,9% pour le Gouvernement et 12,7% pour les Bénéficiaires.

119. Décaissements par composante. Par composante, les décaissements par rapport au montant effectivement mobilisé sont : (i) 41,3% pour la composante 1, (ii) 20,5% pour la composante 2 et 21,5% pour la composante 3.

120. Décaissements par catégories sur le prêt FIDA. Le montant du prêt FIDA est de 21 millions DTS. Par catégorie de dépenses, les décaissements s'élevant au total à 7,364 millions DTS au 30 avril 2017 se répartissent comme suit : (i) 8,72% pour la catégorie I "Génie Civil et Construction"; (ii) 25,71% pour la catégorie II "Equipements, Matériels et Moyens de transport "; (iii) 33,72% pour la catégorie III "Formation et prestation de services "; (iv) 30,84% pour la catégorie IV "Fonds de développement agricole "; et (v) 28,81% pour la catégorie V "Coûts de fonctionnement".

121. Décaissements par catégories sur le Don FIDA. Le montant du Don FIDA est de 1,28 millions DTS et le taux de décaissements au 30 avril 2017 pour la catégorie III "Formation et prestation de services" est de 27,12%.

122. Décaissements par catégories sur le prêt Fonds Fiduciaire Espagnol. Sur le montant du financement s'élevant à 14,28 millions Euros, les décaissements au 30 avril 2017 s'élèvent à 3,431 millions Euros et se présentent comme suit par catégorie de dépenses : (i) 43,57% pour la catégorie II "Equipements, Matériels et Moyens de transport "; et (ii) 16,87% pour la catégorie III "Formation et prestation de services ".

123. Fonds de contrepartie. Au 30 avril 2017, la contribution du Gouvernement s'élève à 942 400 USD, soit 11,9 % des prévisions de 7.923 millions de USD jusqu'à la fin du programme. Elle est constituée par la TVA, les droits et taxes à l'importation et les ressources propres internes. Les ressources propres internes (RPI) inscrites dans la loi des Finances s'élèvent à 600 millions MGA et ont été débloqués à temps pour réaliser les activités correspondantes aux besoins du PTBA 2016. Pour l'année 2017, le montant des RPI inscrit dans la loi des finances s'élève à 600 millions MGA, le processus de versement des fonds au compte RGA FORMAPROD est en cours au niveau du Trésor public. Les ressources propres internes sont suffisantes pour couvrir les besoins du programme. Par contre, pour les TVA, les paiements des fournisseurs tardent et des arriérés sont constatés. *La mission recommande d'honorer les engagements en matière de paiement de TVA des fournisseurs.*

124. Contribution des bénéficiaires. Les contributions des bénéficiaires se chiffrent à 491 100 USD et représentent 12,7 % des prévisions au 30 avril 2017. Elles portent sur les participations aux formations, projets professionnels, microprojets et CEP.

125. **Comptes désignés.** Au 30 avril 2017, le tableau de reconstitution des comptes désignés se présentent comme suit:

<u>EJCS AU 30 AVRIL 2017</u>	<u>Prêt FIDA N°874- MG USD</u>	<u>Prêt Fonds Fiduciaires Espagnol N° L-E- 12-MG EURO</u>	<u>Don FIDA N°1382-MG USD</u>
Rubriques			
Montant Dépôt initial	2 000 000,00	600 000,00	300 000,00
Solde du Compte en USD/Euro	23 420,23	302 170,61	56 654,26
Solde des comptes d'opérations	100 332,12	21 832,28	47 949,27
Solde Caisse EPIR	625,80	123,98	
DRF en cours de préparation	820 548,25	248 915,92	195 396,47
DRF en cours de traitement au FIDA	1 087 670,07		
Préfinancements reçus/accordés	(31 297,04)	27 809,68	
Intérêts créditeurs	(1 299,42)	(852,47)	
Total	2 000 000,00	600 000,00	300 000,00
Ecart à justifier			

126. Les comptes désignés sont à jour. Aucun écart n'est constaté. Pour le prêt FIDA, les retards de présentation des DRF persistent. Il a été constaté à titre d'exemple la dernière DRF s'élevant à 1,087 million USD qui s'avère excessif et qui peut alourdir le traitement. *La mission recommande au programme d'accélérer la présentation des dépenses en DRF. Les DRF devront être envoyées aussitôt que le seuil de 30% du dépôt initial soit atteint.*

127. **Flux de fonds.** La mission note la mise en vigueur effective des décrets régissant les comptes spéciaux pour les financements extérieurs. Il s'agit du Décret n° 2015-1457 sur l'ouverture de compte de projet au niveau de la Banque Centrale de Madagascar (BCM) et du Décret n° 2016-1160 définissant les mesures transitoires de mise en œuvre du décret 2015-1457. *La mission réitère la nécessité de faire un suivi rapproché du processus de flux de fonds et la fluidité de ces nouvelles dispositions.*

128. Le circuit actuel de régularisation des fonds d'emprunt suivant les décrets dure plus de 54 jours en moyenne, de la date de paiement d'une dépense jusqu'à la liquidation au niveau du Trésor Public. D'autre part, le délai de présentation demandé aux projets/programmes est de 2 mois au maximum. Dans certains cas, en l'absence de signataire ou de blocage du processus, ce délai n'est pas respecté, alors que cette régularisation de fonds d'emprunt est une condition de déblocage des fonds. Une réunion sur l'exécution budgétaire du MPAE entre le MFB et le MPAE a eu lieu en mai 2017 pour discuter de ces points de blocage et de trouver les solutions idoines. *La mission insiste sur le suivi rapproché de l'évolution de cette situation et attire l'attention sur l'importance de la résolution de ces problèmes et blocages et de la fluidité des fonds afin de permettre au programme de réaliser ses activités. Cette situation est très importante comme le FIDA est en cours de formuler un nouveau programme de développement de filière.*

129. **DRF.** Au 30 avril 2017, le programme a émis au total 49 demandes de retrait de fonds pour tous financements confondus. Sur le Compte Prêt FIDA, le programme a préparé 30 demandes de retraits de fonds. Sur le Compte Don FIDA, le Projet a préparé 6 DRF et sur le Compte Prêt Fonds Fiduciaires Espagnol : 13 DRF. Les rythmes d'envoi des DRF ont été soutenus pendant cette année afin d'assurer le réapprovisionnement des comptes désignés et les différentes comptes d'opérations au niveau des régions.

130. La Direction de la Dette Publique a soulevé l'erreur d'affectation des salaires des CIP au cours de l'année 2016 dans une DRF présentée par le programme pour un montant de 58 316 988.07 MGA. Après les discussions entre la DDP et le programme, ce montant a été finalement retiré de la DRF en question et n'a pas été présenté pour remboursement. La mission est du même avis que la DDP de changer en catégorie V "Coûts de fonctionnement" au lieu de la catégorie III "Formation et prestation de services". Dans ce sens, cette dépense sera à prendre en charge sur les fonds du prêt FIDA et sera présenter dans la prochaine DRF. La mission recommande au Projet de se référer à l'accord de financement pour l'imputation des catégories des dépenses. De même, la mission

recommande d'éviter autant que possible les «aller et retour» des dossiers et de régler rapidement les problèmes d'échanges entre les différentes entités de contrôle (DDP, UCN,...) afin de présenter rapidement les DRFs. Les retards de présentation des DRFs peuvent impacter lourdement sur la mise en œuvre du programme.

131. **PTBA 2016.** Le taux de réalisation financière du PTBA 2016 est de 72,19%. Le taux d'exécution est de 83,29% si on intègre les engagements signés. Le taux de réalisation du PTBA par composante se présente comme suit (montant en milliers USD):

	PTBA 2016	Décaissé au 31/12/16	%	Engagement au 31/12/16	% avec engagement
COMPOSANTE 1	1 623,71	1 352,25	83,28%	159,33	93,09%
COMPOSANTE 2	4 049,28	2 827,83	69,84%	420,21	80,21%
COMPOSANTE 3	1 504,85	1 001,64	66,56%	217,36	81,00%
TOTAL	7 177,84	5 181,72	72,19%	796,89	83,29%

132. **PTBA 2017.** Le taux de réalisation du PTBA 2017 est de 13,86%. Le taux d'exécution est de 25,62% si on intègre les engagements signés. Le taux de réalisation du PTBA par composante se présente comme suit (montant en milliers USD):

	PTBA 2017	Décaissé au 30/04/17	%	Engagement au 30/04/17	% avec engagement
COMPOSANTE 1	1 572,25	322,43	20,51%	155,25	30,38%
COMPOSANTE 2	4 686,77	598,42	12,77%	591,86	25,40%
COMPOSANTE 3	1 580,83	165,93	10,50%	174,88	21,56%
TOTAL	7 839,86	1 086,79	13,86%	921,99	25,62%

133. **Respect des clauses de l'accord de financement.** Les dispositions de l'Accord de financement sont respectées, notamment en ce qui concerne la gestion des comptes du Projet et le respect des procédures de passation de marchés.

134. **Comptabilité.** La comptabilité du programme est à jour. Le logiciel utilisé (TOM2PRO), permet au programme de faire un suivi comptable et financier des activités. La centralisation mensuelle de la base comptable mise en œuvre par le programme est effective.

135. **Revue des Etats Certifiés des Dépenses (ECD).** La mission a passé en revue un échantillon des ECD. Les pièces justificatives existent et sont conformes. Toutefois, la mission note certains retards dans la justification de certaines avances. La mission recommande au programme de s'assurer que les avances de fonds soient justifiées à temps et ne retardent pas la présentation des DRF. La mission insiste sur le fait que le temps d'attente des justificatifs devrait être réduit au strict minimum.

136. La mission a également constaté des montants en suspens dans l'Etat justificatif du compte désigné FFE du programme, il s'agit notamment des salaires des CIP au cours de l'année 2016. *La mission recommande le changement de catégorie de dépenses en «Coûts de fonctionnement, salaires et indemnités» et le changement de bailleur de fonds pour la prise en charge, comme cette catégorie ne figure pas au sein du financement FFE.* Parallèlement à ce point, la mission recommande d'éviter autant que possible les «aller et retour» des dossiers et de régler les problèmes d'échanges entre les différentes entités de contrôle afin de présenter rapidement les DRF. Les retards de présentation des DRF peuvent impacter lourdement sur la mise en œuvre du programme.

137. **Passation des marchés.** La mission a passé en revue le registre des contrats. Celui-ci est conforme au modèle indiqué dans la Lettre à l'emprunteur. *Une fiche de suivi par contrat est disponible. La mission a passé en revue un échantillon de marchés/contrats et a constaté la bonne appropriation par le personnel en charge du service de passation des marchés des procédures.* La

qualité des dossiers passés en revue est acceptable. Le constat général révèle une bonne application des dispositions des accords de financement et de la réglementation nationale en matière de passation des marchés. Toutefois, on constate de difficultés modérées en ce qui concerne la soumission à temps de l'échéancier plan de passation de marché (PPM), l'échéancier approuvé n'est pas toujours respecté. La conformité de la passation des marchés par rapport aux procédures nationales et du FIDA est satisfaisante.

138. **Plan de passation de marchés 2017.** Le plan de passation de marché 2017 est présenté de manière consolidée et complète dans le PTBA 2017 du programme. Le PPM 2017 se résume comme suit: le nombre total des marchés est de 575 dont: 199 marchés de Fournitures, 348 marchés de Prestations intellectuelles, 5 marchés de Services: et 23 marchés de Travaux pour un montant de 16.148.860.000 MGA. Au 30 avril 2017, le programme a engagé 114 contrats pour un montant de 2.022.797.804 MGA soit 19,83% du PPM 2017. Des marchés représentant 9,04% du PPM 2017 sont en cours de finalisation. 71,13% des marchés du PPM 2017 ne sont pas encore entamés au 30 Avril 2017. Les marchés de fournitures et de prestations intellectuelles sont très nombreux. La mission attire principalement l'attention sur le nombre important des marchés à passer qui nécessite un suivi très rapproché du déroulement du processus de passation de marché. Le programme devrait faire des efforts pour regrouper autant que possible les marchés.

139. **Audit et Contrôle interne.** Le contrôleur interne de la CAPFIDA intervient ponctuellement au sein du programme. Les fonctions d'audit interne du programme ne sont pas encore effectivement mises en place et ne permettent pas encore de maîtriser les différents risques fiduciaires. Des efforts ont été menés au niveau de la CAPFIDA pour mettre en place le dispositif d'audit interne. *Ainsi, la mission recommande au Contrôleur interne de la CAPFIDA et au programme de réaliser au moins une mission d'audit interne dans tous les projets/programmes du FIDA, de spécifier la portée de l'audit et d'élaborer des rapports d'audit interne à l'issue de chaque intervention.* Ces interventions d'audit interne doivent répondre aux normes en la matière.

140. **Audit des comptes 2015.** Le rapport d'audit des comptes de 2015 a été finalisé et remis dans les délais requis. L'opinion de l'auditeur est une opinion sans réserves. Des constats et des recommandations ont été émis par l'auditeur sur le système de contrôle du programme. Les recommandations formulées par la mission d'audit sont mises en œuvre notamment sur le fonctionnement général du programme, les procédures d'achat et de demandes de cotation, les assurances pour les actifs du programme, le traitement de certaines opérations comptables et la comptabilisation des contrats. Le statut actuel de la mise en œuvre de ces recommandations sera annexé au rapport de supervision.

141. **Audit des comptes 2016.** L'audit de l'exercice 2016 est actuellement en cours. La mission rappelle au programme de respecter le délai de remise du rapport d'audit au FIDA avant le 30 juin 2017.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Augmenter le dépôt initial du prêt FFE à 1 million EUR	UCN, MFB, FIDA	30 juin 2017
Clarifier les types d'interventions (nombre d'appuis, montants,...) dans le manuel de procédures	UCN	30 septembre 2017
Accélérer la présentation des dépenses en DRF	RAF, Comptables	Immédiatement
Assurer un suivi rapproché du processus de passation de marchés	UCN	Immédiatement
Concrétiser l'effectivité des fonctions d'audit interne	UCN, CAPFIDA, MPAE	30 juin 2017
Remettre à temps le rapport d'audit 2016	UCN	30 juin 2017

F. Durabilité

142. La pérennité des institutions mises en place et des investissements réalisés constitue une préoccupation permanente de FORMAPROD dans une logique de durabilité des actions appuyées par le programme. A cet effet, FORMAPROD favorisera l'appropriation, par les membres du dispositif institutionnel SNFAR, des nouveaux mécanismes d'orientation, de coordination et de pilotage partenarial de la FAR aux différents niveaux: national, régional et communal. Le programme

favorisera aussi l'appui de son intervention sur les structures régionales existantes telles que DRAE, DDR, CSA, FRDA, Communes et CEFAR, et éviter ainsi la duplication de celles-ci pour l'opérationnalisation régionale de la FAR et la formation professionnelle des jeunes ruraux. En particulier, le programme œuvrera pour que les communes soient capables de jouer pleinement leur rôle de maître d'ouvrage efficace de la FAR et que les associations et organisations professionnelles soient pleinement impliquées dans cette démarche.

143. En conformité avec les recommandations de la revue interphase, le programme a élaboré un premier draft du plan de transfert des fonctions EPIR aux acteurs régionaux. La mission note cependant que ce plan ne concerne que les activités de la composante 1 et 2. *Elle recommande de compléter ce plan en incluant le transfert progressif des activités de la composante 3 aux acteurs concernés. La dynamisation des Organisations faîtières des Producteurs déjà existantes et le renforcement des capacités des leaders/relais paysans feront partie intégrante dudit plan.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Intégrer dans le premier draft du plan de transfert des fonctions EPIR aux acteurs régionaux, les activités de la composante 3 et partager ledit plan avec toutes les parties prenantes	UCN/ATR	Juillet 2017

G. Autres

144. **Partenariat et mobilisation de ressources.** Les objectifs du programme sont très ambitieux afin d'amener une transformation en milieu rural à travers la mobilisation des jeunes. Cependant, les ressources actuellement disponibles auprès du programme restent limitées pour atteindre les effets attendus des actions de formation, notamment en termes d'installation des jeunes nouvellement formés. *Le partenariat devrait être renforcé davantage pour: (i) mobiliser des ressources complémentaires et (ii) pour assurer l'installation des jeunes après avoir été formés par FORMAPROD.*

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Elaborer une stratégie de partenariat pour assurer l'installation des jeunes formés	UCN/S-E CNFAR	Septembre 2017

H. Conclusion

145. Globalement, des progrès ont été réalisés depuis la 1^{ère} revue interphase pour améliorer les performances de FORMAPROD, particulièrement en termes de mise en place du nouveau dispositif de coordination de FORMAPROD au niveau national et régional, de l'appui des projets professionnels des jeunes et d'octroi de crédits aux EAF. Au cours des rencontres sur le terrain avec les jeunes bénéficiaires de ces projets et les EAF ayant bénéficié des MP à coûts partagés, ceux-ci ont fourni des témoignages sur les effets déjà générés par les appuis reçus, portant notamment sur l'extension des superficies cultivées et l'amélioration de leurs revenus. De même, les responsables communaux et les CEFAR rencontrés sur le terrain, apprécient fortement les interventions du programme.

146. Après 4 années de mise en œuvre du programme et à une année de la fin de la deuxième phase, le niveau d'atteinte des objectifs définis à la conception de FORMAPROD reste nettement en deçà des attentes, notamment en raison des changements intervenus dans l'environnement de la mise en œuvre de FORMAPROD tels que définis dans la vue d'ensemble de l'exécution du programme. Pour inverser cette tendance, la mission a recommandé d'adoption à brève échéance d'une stratégie d'accélération de la mise en œuvre du programme. L'élaboration et l'opérationnalisation de cette stratégie nécessitent des appuis d'une assistance technique de courte durée dont les termes de références seraient définis par l'UCN et les principaux partenaires de FORMAPROD.

147. La réalisation des objectifs assez ambitieux de FORMAPROD nécessite par ailleurs un renforcement des partenariats avec les autres projets FIDA et d'autres intervenants dans le domaine de la formation agricole et rurale. Elle exige aussi une mobilisation rapide de ressources financières

approuvées à la conception mais qui ne sont pas encore approuvées, et d'autres ressources complémentaires pour soutenir durablement le dispositif de mise en œuvre de la FAR et les projets professionnels des jeunes.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

Pays	Madagascar	No. du projet	1516 [1100001516]	No. du prêt/don DSF	1000004273, 1000004274, 1000004275
Projet	Vocational Training and Agricultural Productivity Improvement Programme			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	03/07/2017				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	3	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	2		
Dernière Supervision	06/12/2014	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	26/07/2014		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	03/07/2012			Coût total	86.09	24.9
Accord	03/08/2012	Délai d'entrée en vigueur	10.3	FIDA Total	35.00	31.7
Entrée en vigueur	08/05/2013	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	32.99	39
Premier décaissement	05/07/2013			Don DSF		
Examen à mi-parcours	30/04/2016	Dernier amendement		Don FIDA	2.01	43
Achèvement initiale	30/06/2023	Dernier audit	30/06/2016	field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	30/06/2023			Financement national total	11.80	
Clôture	31/12/2023			Beneficiaries	3.88	13
Nbre de prolongations	0			National Govern	7.92	12
				Cofinancement total externes	39.29	
				OFID	14.70	0
				Spanish Fund	18.83	20
				TBD	5.76	0

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	5	5	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	3	3	2. Exécution du S&E	4	4
3. Fonds de contrepartie	5	5	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	4
4. Conformité à l'accord de financement	5	5	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	5	5
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
			8. Prise en climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Composante 1. Appuis à la mise en œuvre SNFAR	3	3	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Composante 2. Formation et Régionalisation FAR	3	3	2. Autonomisation	4	4
3. Composante 3. Pôles de développement agricole	3	3	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	3	3
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

Gestion financière satisfaisante en dépit des problèmes de trésorerie enregistrés en 2016. Taux de décaissement global estimé à 25% seulement, après 4 ans de mise en œuvre. Fonds de contrepartie décaissés à temps et en conformité avec les montants prévus dans les PTBA. Dispositions de l'Accord de financement respectées. Retards constatés dans le processus de passation de marchés. Audits réalisés à temps. B.2. Mise en œuvre du programme entravée par des changements importants au niveau des postes-clés de coordination. Base de données du SE non encore totalement opérationnelle. Taux d'exécution physique du PTBA 2016 estimé à 74%. La question du genre est prise en compte dans toutes les actions du programme ; les femmes représentent 38% des bénéficiaires. Approche différenciée de ciblage en fonction de chaque catégorie de bénéficiaires ; niveau d'atteinte de la cible encore faible (8%). B.3. La mise en œuvre des composantes techniques enregistre beaucoup de retard. La réalisation de la plupart des produits conduisant à l'atteinte des objectifs spécifiques du programme est encore en deçà des attentes après 4 années de mise en œuvre de FORMAPROD : 14,4 % de jeunes formés et 4.1 % de jeunes installés sur les 100 000 prévus sur toute la durée du programme. Les actions prévues dans le PTBA 2017 devraient contribuer à rattraper ce retard. B.4. Les OP touchées par le programme sont encore fragiles et ont besoin des appuis; elles ont une capacité limitée pour exercer un contrôle sur leurs relations commerciales avec les Opérateurs de marché. La stratégie de désengagement pour l'ensemble du programme n'est pas encore élaborée.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Depuis la première revue interphase (avril 2016), la mise en œuvre du programme n'a pas été maintenue à un rythme soutenu. Les progrès réalisés pour la composante 1 s'avèrent insuffisants, d'autant plus que FORMAPROD avait initialement prévu de limiter son appui durant les 5 premières années. Pour la composante 2, des efforts soutenus restent à faire pour atteindre les objectifs définis dans le document de conception. Les dispositifs prévus pour le management régional de la FAR au niveau des districts et des communes ne sont pas encore opérationnels. Cependant : (i) 10 CRFAR ont été créés parmi lesquels 5 sont opérationnels; (ii) 47 570 élèves du primaire et du secondaire ont bénéficié d'un enseignement pratique sur l'agriculture ; et (iii) des plans de communication et schémas régionaux ont été élaborés pour 4 régions. Concernant la composante 3, des avancées sont notées pour la formation continue des EAF dans les CEP et des travaux HIMO ont été initiés pour réhabiliter certains micro-périmètres rizicoles. Cependant, l'accès des EAF au crédit reste très limité. En l'absence du financement de l'OFID, la mise en place des investissements structurants connaît un retard important.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Au rythme actuel de l'avancement du programme, les objectifs de développement risquent de ne pas être atteints, si le programme n'adopte pas à brève échéance une stratégie d'accélération pour rattraper les retards mentionnés et si les fonds destinés aux investissements structurants ne sont pas mobilisés.

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Le programme prévoit de réaliser un PTBA 2017 estimé à 7,8 millions USD alors que certaines procédures sont assez lourdes et ne sont pas encore rodées. Le volume des opérations à traiter est très important et pourrait mettre FORMAPROD en difficultés ou entraîner des retards importants dans sa mise en œuvre (passation des marchés, trésorerie, qualité des prestations...).
Avancement de l'exécution du projet	- Capacité insuffisante de coordination et de pilotage des dispositifs FAR aux niveaux national, régional, district et communal; - Faible capacité des partenaires professionnels et associatifs à être partie prenante efficace de la réforme de FAR; - Capacité insuffisante de conception, planification et de mise en œuvre de la FAR au niveau

	communal, district et régional; - Mobilisation des fonds pour financer les investissements structurants non encore effective.
Produits et réalisations	- Capacité Insuffisante à développer la formation des techniciens agricoles et animateurs ruraux; - Qualité de la formation ne répondant pas aux besoins d'insertion des jeunes; - Difficultés à implémenter des dispositifs de formation en masse de type CMR; - Collaboration insuffisante avec les IMF et faible mobilisation de la contribution du porteur d'un micro-projet à coût partagé.
Durabilité	- Le dispositif institutionnel de coordination et de mise en œuvre de la SNFAR actualisé, n'est pas encore reconnu par toutes les parties prenantes de la FAR et harmonisé avec la loi sur la Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle; - Absence d'un dispositif pérenne de financement de la FAR; - Une démarche «qualité FAR» doit être adoptée et appliquée sur les établissements FAR; - Des dispositifs pérennes sur la formation centrée sur l'entrepreneuriat, l'insertion et l'installation des jeunes doivent être mis en place au niveau des communes qui en assurent la maîtrise d'ouvrage; - Plan de transfert des fonctions EPIR aux acteurs régionaux non encore finalisé.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Retard important dans la mise en œuvre du programme	Adopter une stratégie d'accélération de mise en œuvre de FORMAPROD	juin 2017	
Gap financier d'environ 20 millions USD	Soumettre une requête officielle au FIDA pour combler en partie ce gap	31 mai 2017	
Faible niveau de décaissement	Revoir à la hausse le dépôt initial du FFE et préparer régulièrement les DRF; assurer un suivi très rapproché du déroulement du processus de passation de marché et regrouper autant que possible les marchés.	30 juin 2017	
Les ressources mobilisées ne couvrent pas les besoins en financement du programme	Organiser un plaidoyer auprès des PTF qui pourra être couronné par une Conférence avec les Bailleurs de Fonds sur la SNFAR	Novembre – Décembre 2017	
Accès limité des EAF aux services financiers	Organiser des journées d'échange et de capitalisation des expériences des PTF sur l'accès des producteurs aux services financiers	Juin 2017	
La capacité de formation des techniciens est faible	Porter assistance et appui aux opérateurs publics et privés FAR pouvant contribuer à l'effort national de formation de techniciens	A partir de mai 2017	
La qualité de la FAR n'est pas assurée par les CEFAR	Implémenter la démarche « Qualité FAR » sur les CEFAR sur la base d'un plan d'action établi	Septembre 2017	
L'offre de formation pour les besoins des jeunes ruraux est faible et non pilotée par les communes comme prévu par le programme.	Porter assistance à chaque commune souhaitant développer son Plan d'Action Communal FAR et appuyer sa mise en œuvre	A partir de mai 2017	
Un dispositif pérenne de financement de la FAR n'est pas encore mis en place	Evaluer la première convention avec le FDA et au besoin, appuyer le FDA pour la conception d'un système de financement plus adapté aux jeunes.	Juin 2017	
Le partenariat avec les réseaux d'opérateurs de FAR et les organisations professionnelles est limité	Etablir des conventions cadres de partenariats avec les réseaux d'opérateurs de FAR et les organisations professionnelles	Septembre 2017	

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Valeur cible	Valeur Actuelle (Avril 2017)	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
Objectif global : Contribuer à l'amélioration de la productivité agricole et l'augmentation des revenus des exploitations familiales, par la formation professionnelle des jeunes ruraux.	▪ Nombre de personnes ayant directement bénéficié des appuis du programme (H/F)	640 000	49 037	Rapport d'activité	▪ H. Contexte sociopolitique et économique stable ▪ H. Synergie avec les autres programmes
	▪ Indice des biens des ménages (évolution selon les quintiles)	-	-	Enquêtes de référence et évaluations d'impact	
	▪ Taux d'augmentation des revenus des ménages bénéficiaires	50 %	-		
	▪ Taux de prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans	35,5 %	-		
Effet 1 : Un système national de formation agricole et rurale (FAR) soutenant le développement agricole.	▪ % de CEFAR conformes aux dispositions de la rénovation	80 %	-	Rapports d'évaluation CEFAR	▪ H. Engagement, participation des acteurs de la FAR
Produits : 1.1. Le système national de FAR rénové est piloté par l'État et les acteurs de la FAR.	▪ Nombre de membres du dispositif institutionnel renforcés en capacité (H/F)	300	190	Rapports de formation	
1.2. La qualité des formations dans les dispositifs de FAR est rehaussée et contrôlée.	▪ Nombre de responsables et enseignants de la FAR formés dans le cadre de la rénovation (H/F)	330	62	Rapports de formation	
1.3. Le dispositif de financement durable de la FAR est opérationnel.	▪ Nombre de bénéficiaires du fonds de soutien aux initiatives de FAR (H/F)	N.D.	0	Rapports technique et financier sur le fonds	
1.4. Les partenariats de production et de diffusion des savoirs sont fonctionnels.	▪ Nombre de produits de capitalisation élaborés et diffusés	20	0	Rapports d'activité	
Effet 2 : Un dispositif régional de FAR adapté aux besoins des ruraux.	▪ Taux d'insertion professionnelle globale des jeunes formés après formation	70 %	-	Enquêtes de suivi post-formation	▪ H. Soutien des OP dans la formation des jeunes
Produits : 2.1. Le dispositif FAR est opérationnel au niveau régional et local dans les treize régions concernées.	▪ Nombre de CEFAR labélisés	41	-	Rapports d'évaluation CMR et CEFAR	
2.2. Les jeunes ruraux des régions d'interventions ont accès à une formation qualifiante professionnelle.	▪ Nombre de jeunes formés au niveau des CEFAR, CMR et autres dispositifs	100 000	14.434	Rapports CEFAR, CMR et autres	

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Valeur cible	Valeur Actuelle (Avril 2017)	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
2.3. Le nombre et le niveau de qualification des techniciens agricoles et animateurs ruraux sont accrus.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'enseignants, techniciens supérieurs et leaders paysans formés (H/F) 	11 560	1 095	Rapports de formation	
2.4. Les jeunes formés sont préparés pour leur insertion et accompagnés dans leur installation.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de projets professionnels réalisés 	100 000	4 128	Cahier de suivi – Jeunes	<ul style="list-style-type: none"> H. Adhésion des IMF et autres partenaires pour le financement des PP
Effet 3: Augmentation de la productivité des EAR par la valorisation des formations.	<ul style="list-style-type: none"> Production additionnelle dans les pôles de développement agricole [tonnes] 	86 700	1 885	Rapport d'évaluation de campagne	<ul style="list-style-type: none"> R. Insécurité rurale R. Catastrophes naturelles
Produits: 3.1. Les connaissances techniques des EAF sont améliorées et leur productivité est accrue.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'EAF formés via les Champs écoles Paysans ou CEP (H/F) 	30 000	14 803	Rapports d'activité	
3.2. Les jeunes et petites EAF accèdent à des services financiers et commerciaux adaptés à leur besoin.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de producteurs bénéficiaires de crédit (H/F) 	20 000	1 220	Rapports IMF et autres mécanismes	<ul style="list-style-type: none"> H. Adhésion des IMF et autres partenaires
3.3. Les EAF accèdent à des infrastructures collectives de production exploitées et entretenues.	<ul style="list-style-type: none"> Superficies aménagées/réhabilitées [ha] 	6 000	209	Rapports de réception travaux	<ul style="list-style-type: none"> R. Non mobilisation des cofinancements prévus

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Vue d'ensemble de l'exécution du programme	Soumettre une requête officielle au FIDA pour combler une partie du gap financier	MPAE, UCN	31 mai 2017
	Adopter une stratégie d'accélération de mise en œuvre de FORMAPROD	UCN/Parties prenantes	Juin 2017
Produits et effets: <u>Appui à la mise en œuvre de la SNFAR</u> (Composante 1)	Elaborer et mettre en œuvre un plan d'action pour opérationnaliser les 3 nouveaux CRFAR et appuyer les 7 CRFAR existants	SE-CNFAR	A partir de Juin 2017
	Organiser un plaidoyer auprès des PTF qui pourra être couronné par une Conférence avec les Bailleurs de Fonds sur la SNFAR	CNFAR/ SE-CNFAR FARMADA	Novembre – Décembre 2017
	Etablir des conventions cadres de partenariats avec les réseaux d'opérateurs de la FAR et les organisations professionnelles	SE-CNFAR FORMAPROD	Septembre 2017
	Elaborer le plan d'action relatif à la stratégie d'accélération des réformes mentionnées au paragraphe 37	CN/FORMAPROD	Juin 2017
	Réaliser les actions prévues par le plan d'action validé, chacun en ce qui le concerne,	SE-CNFAR DFAR	Activité continue
	Actualiser, d'une manière participative, le plan d'action en fonction des résultats atteints et des mesures correctives apportées	CN/FORMAPROD	Trimestriellement à partir du T3
	Evaluer la première convention avec FDA et au besoin, appuyer le FDA pour la conception d'un système de financement plus adapté aux jeunes.	CN-FORMAPROD SE-CNFAR	Début juin 2017
	Finaliser et partager les notes de capitalisations des études de cas	UCN/EPIR	Juillet 2017
	Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication de la SNFAR et de la FAR	CNFAR / UCN	Septembre 2017
	Mettre en place un dispositif permettant aux jeunes et aux femmes ciblés de partager leurs expériences et attentes	UCN/EPIR	Septembre 2017
Produits et effets: <u>Opérationnalisation régionale de la FAR et formation professionnelle des jeunes ruraux</u> (Composante 2)	Porter assistance technique aux CRFAR pour élaborer / actualiser leurs Schémas Régionaux FAR	CN/FORMAPROD, SE- CNFAR CRFAR	Décembre 2017
	Porter assistance technique au CRFAR pour élaborer / actualiser leurs Plans de Communication	CN/FORMAPROD, SE-CNFAR CRFAR	Septembre 2017
	Implémenter la démarche « Qualité FAR » sur les CEFAR sur la base d'un plan d'action établi	CN/FORMAPROD, SE-CNFAR, DFAR, CRFAR	A partir de septembre 2017
	Elaborer un plan d'action pour porter assistance à chaque commune qui souhaite développer son Plan d'Action Communal FAR	CN FORMAPROD/ SE CNFAR/ CRFAR	Juin 2017
	Etablir des conventions de Partenariat entre l'EPR et chaque commune qui souhaite développer la FAR aux bénéfices de ses jeunes	EPIR / CRFAR	A partir de mai 2017,
	Porter assistance technique et appui à la réalisation des actions prévues par les PAC en synergie avec les autres programmes du FIDA	EPIR / CRFAR	A partir de juin 2017
	Porter assistance et appui aux opérateurs publics et privés FAR pouvant contribuer à l'effort national de formation de techniciens	UCN/EPIR	A partir de juin 2017, à la demande

Domaine d'action	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
	Encourager les jeunes promoteurs à s'organiser en associations qui sont appuyés par le programme	EPIR, CIP	Activité continue
	Assurer un suivi régulier des jeunes promoteurs	EPIR, CIP	Activité mensuelle
Produits et effets: <i>Amélioration de la productivité dans les pôles de développement agricoles</i> (Composante 3)	Se concentrer, dans les pôles de développement, sur les filières prioritaires du pays	UCN/ATR	Continu
	Adopter une approche visant à augmenter significativement le nombre de MPP appuyés	UCN/ATR et FDA	Continu
	Etendre à d'autres zones d'intervention du programme l'expérience réussie du partenariat avec PROSPERER dans le pôle Anjozorobe	UCN/ATR	Année 2017
	Organiser des journées d'échange et de capitalisation des expériences des PTF sur l'accès des producteurs aux services financiers	UCN/ATR et PTF	Juin 2017
	Faire participer les bénéficiaires aux coûts des travaux des hangars de groupage de produits	UCN/ATR	Continu
Avancement de l'exécution du programme	Gestion Administrative		
	Assurer la maîtrise des coûts de fonctionnement	UCN	Immédiatement
	Procéder à l'identification des véhicules du programme	UCN et tous les projets du FIDA	Immédiatement
	Suivi-évaluation et gestion des savoirs		
	Finaliser les tests de la base de données de manière à la rendre opérationnelle avant la fin du 2 nd trimestre.	RSE	Dernier trimestre 2017
	Conduire des études thématiques pour la documentation des effets du programme	RSE	2018
	Genre et Ciblage		
	Intégrer le GALS dans le paquet de formation des jeunes	ATN	A partir du PTBA 2018
	Durabilité		
	Intégrer dans le premier draft du plan de transfert des fonctions EPIR aux acteurs régionaux, les activités de la composante 3 et partager ledit plan avec toutes les parties prenantes	UCN/ATR	Juillet 2017
Aspects fiduciaires	Autres		
	Elaborer une stratégie de partenariat pour assurer l'installation des jeunes formés	UCN/S-E CNFAR	Septembre 2017
	Augmenter le dépôt initial du prêt FFE à 1 million EUR	UCN, MFB, FIDA	30 juin 2017
	Clarifier les types d'interventions (nombre d'appuis, montants,...) dans le manuel de procédures	UCN	30 septembre 2017
	Accélérer la présentation des dépenses en DRF	RAF, Comptables	Immédiatement
	Assurer un suivi rapproché du processus de passation de marchés	UCN	Immédiatement
	Concrétiser l'effectivité des fonctions d'audit interne	UCN, CAPFIDA, MPAA	30 juin 2017
	Remettre à temps le rapport d'audit 2016	UCN	30 juin 2017

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

		Période: 1er janvier au 25 avril 2017				Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la pré évaluation	%
Composante/Sous-composante-Produit	Indicateurs	Unité	PTBA	Progrès effectif	%			
COMPOSANTE I- APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DE LA SNFAR								
Sous-composante 1.1 : Appui institutionnel pour la mise en œuvre de la SNFAR								
Le dispositif institutionnel de la SNFAR est déployé								
	Dispositif institutionnel de la SNFAR constitué	Nombre				15	12	80%
	Membres dispositif institutionnel renforcés en capacité	personne	140	69	49%	375	190	51%
	dont femmes	personne	40	0	0%	113	5	4%
	Nombre de produits de capitalisation élaborées et diffusées	Nombre	4	0	0%		0	
Le CNFAR est fonctionnel avec un SE/CNFAR								
	Taux de réalisation du Plan d'action annuel pour la mise en œuvre du SNFAR	%	85	0	0%	100	16	16%
Le SE CNFAR est fonctionnel et le réseau FAR est appuyé								
	Rapports de résultats du SE CNFAR remis à temps	Nombre	2	0	0%	16	3	19%
	Taux de réalisation du contrat objectifs signés avec le réseau national FAR "FARMADA"	%	90	0	0%	100	25	25%
	Membres du Réseau FARMADA renforcés en capacité	personne	50	0	0%		68	
	Dont femmes	personne	15	0	0%		0	
Sous-composante 1.2 : Amélioration, animation et régulation des dispositifs FAR								
Le capital humain du dispositif de mise en œuvre de la FAR est renforcé								
	Cadres et responsables FAR formés/renforcés en capacités	personne	30	0	0%	180	113	63%
	dont femmes	personne	8	0	0%	25	48	192%
Les stratégies et outils de formation des établissements et institutions impliqués dans la mise en œuvre de la FAR sont développés								
	Curricula/cursus de formation diffusé (référentiel)	Nombre	4	0	0%	14	19	136%
	Matériels didactiques créés/améliorés et diffusés	Nombre	-	0			0	
	Formateurs FAR formés au niveau national	personne	60	0	0%		32	
	dont femmes	personne	20	0	0%		14	
	Diplômes et attestations revus et améliorés	Nombre	-	0			2	
	Dispositif d'agrément/accréditation des CEFAR en place		1	0	0%		0	
	Dispositif de contrôle des institutions de FAR établi et opérationnel	Nombre	-	0		1	0	0%
	Dispositif d'inspection et des outils de gestions des CEFAR mis en place et opérationnel	Nombre	1	0	0%	1	0	0%

		Période: 1er janvier au 25 avril 2017				Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la pré évaluation	%
Composante/Sous-composante-Produit	Indicateurs	Unité	PTBA	Progrès effectif	%			
	Nombre de document sur les modalités d'appui et d'accompagnement à l'installation	Nombre	1	0	0%		0	
Sous-composante 1.3 : Appui aux systèmes de financement durables de la FAR								
Les mécanismes pérennes de financement de la FAR sont validés								
	Document de stratégie de la pérennisation du financement de la FAR disponible	Nombre	1	0	0%	1	0	0%
	Système de financement adapté de la FAR mis en place et opérationnel (FDA/FRDA)	Nombre	-			1	0	0%
Un fonds compétitif de soutien aux initiatives FAR est opérationnel								
	Fonds compétitif de soutien aux initiatives FAR mis en place	000 Ariary	-	0		240 000	0	0%
	Bénéficiaires du fonds de soutien aux initiatives FAR	Nombre	-	0		0	0	
Sous-composante 1.4 : Pilotage, Suivi-évaluation et gestion de savoirs (SEGS) et Communication								
L'UL et les EPR sont mises en place et opérationnelles								
	Cadres et personnel d'appui du Programme FORMAPROD renforcés en capacité	personne	46	21	46%	21	123	586%
	Dont femme	personne	22	12	55%	6	48	800%
	Réunions de coordination UCN réalisées	Réunions	12	2	17%	40	13	33%
	Réunions de coordination EPR réalisées	Réunions	39	4	10%	40	49	123%
	PTBA élaborés et remis dans le délai au FIDA	Nombre	1	0	0%	10	10	100%
Le système de suivi-évaluation et de pilotage du programme est mis en place et opérationnelles								
	Taux de réalisation physique du PTBA	%	80%	12%	15%	75%	68%	91%
	Taux de décaissement du PTBA	%	80%	13%	16%	75%	73%	98%
	Situation de référence disponible	Nombre	2	0	0%	1	3	300%
	Enquêtes d'évaluation et d'impact réalisées	Nombre	7	0	0%	24	5	21%
	Rapports périodiques élaborés et remis à temps au FIDA	Nombre	2	3	150%	30	28	93%
	Evaluation participative de planification réalisée	Nombre	13	0	0%	40	25	63%
	Base de données S&E disponible et mise à jour	Nombre	1	1	100%	0	7	
La gestion des savoirs et la communication aussi bien de la FAR que du programme sont effectives								
	Visiteurs de la page Web FORMAPROD	Nombre/an	1 500	0	0%	0	1 810	
	Thématiques FORMAPROD diffusés	Nombre	22	0	0%	0	27	
	Bonnes pratiques capitalisées	Nombre	16	1	6%	0	13	
	Innovations mises à l'échelle	Nombre	4	0	0%	0	4	

		Période: 1er janvier au 25 avril 2017				Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la pré évaluation	%
Composante/Sous-composante-Produit	Indicateurs	Unité	PTBA	Progrès effectif	%			
	Communautés de pratiques opérationnelles	Nombre	1	0	0%		0	
	Centres de ressources et de diffusion de savoirs opérationnels	Nombre	6	1	17%		1	
COMPOSANTE II - FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES RURAUX ET OPERATIONNALISATION REGIONALE DE LA FAR								
Sous-composante 2.1 : Management des dispositifs de FAR au niveau régional								
<i>Les acteurs régionaux sont informés sur la FAR, la SNFAR et sa mise en œuvre</i>								
	Taux d'exécution du Plan régional de communication mis en œuvre	%	61	0	0%	100	0	0%
<i>La Maitrise d'ouvrage de la FAR au niveau régional est appuyée</i>								
	Acteurs régionaux renforcés en capacité (CRFAR, DRDR, STD, TTR, CSA/GUMS, Réseaux régionaux, autres...)	Nombre	362	50	14%	0	136	
	Dont femme	personne	39	22	56%	0	145	
	Schéma régional FAR élaboré et diffusé	Nombre	7	0	0%	13	9	67%
<i>Le plan d'amélioration de la qualité de la FAR au niveau régional est mis en œuvre</i>								
	CEFAR adoptant la démarche "qualité de la FAR"	CEFAR	46	0	0%	41	0	0%
<i>Le guichet FAR est opérationnel au niveau régional</i>								
	Nombre de guichets FAR opérationnel intégré dans le FRDA	guichet	8	4	50%	13	10	77%
Sous-composante 2.2 : Formation professionnelle qualifiante des jeunes ruraux et soutien à l'enseignement technique								
<i>Les communes et OP ont mis en œuvre les plans d'action FAR</i>								
	Volet FAR intégré dans le PCD	Commune	20	0	0%	300	0	0%
	Communes mobilisées pour la maitrise d'ouvrage de la FAR, de l'apprentissage et de l'insertion/installation des jeunes	Commune	321	27	8%	900	329	37%
	Taux de demandes des jeunes recensés satisfaites	%	68	0	0%	100	125	125%
<i>Les élèves des écoles primaires et secondaires sont sensibilisés sur les métiers Agricoles</i>								
	Elèves du primaire et du secondaire bénéficiaires d'un enseignement pratique sur l'agriculture	personne	78 200	0	0%	450 000	42 570	9%
	Dont jeunes filles	personne	23 420	0	0%	135 000	11 173	8%
<i>Un dispositif de FAR de masse de proximité au niveau des communes est opérationnel</i>								
	Jeunes ayant bénéficié de formation de proximité (CMR, Formation courte, apprentissage,...)	personne	12 375	558	5%	93 990	14 800	16%
	Dont jeunes femmes	personne	3 790	175	5%	28 197	7 056	25%
	Personnes ressources locales (Tuteurs d'apprentis/MER Hôte)	personne	695	23	3%	2 000	626	31%

		Période: 1er janvier au 25 avril 2017				Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la pré évaluation	%
Composante/Sous-composante-Produit	Indicateurs	Unité	PTBA	Progrès effectif	%			
	opérationnelles							
	Dont femme	personne	110	6	5%	600	163	27%
<i>L'accès à la formation initiale destinée aux futurs exploitants agricoles est amélioré</i>								
	Jeunes qualifiés aux métiers d'exploitants agricoles	personne	717	0	0%	4 700	616	13%
	Dont jeunes femmes	personne	212	0	0%	1 410	213	15%
	Enseignants et Formateurs des CEFAR renforcés en capacité	personne	102	0	0%	250	216	86%
	Dont femmes	personne	30	0	0%	75	34	45%
	CEFAR existants renforcés en infrastructures et équipements de formation	CEFAR	38	3	8%	41	31	76%
	Dont CEFAR nouvellement construits	CEFAR	4	0	0%		1	
Sous-composante 2.3 : Formation diplômante des techniciens agricoles et animateurs ruraux								
<i>Deux établissements/région avec 1 de référence sont créés et/ou réhabilités afin de répondre aux exigences de la FAR</i>								
	EASTA/IST réhabilités, aménagés et équipés	EASTA/IST	8	0	0%	8	4	50%
	CEFAR nouvellement construits	EASTA/IST	-	0			0	
	Enseignants et Formateurs des EASTA/IST ayant renforcés leur capacité	personne	21	0	0%	65	15	23%
	Dont femmes	personne	6	0	0%	15	10	67%
<i>Les compétences des formateurs des CEFAR sont renforcées</i>								
	CEFAR privés réhabilités/construits, renforcés	CEFAR	20	0	0%	5	7	140%
	Enseignants et Formateurs des CEFAR privés ayant renforcés leur capacité	personne	40	0	0%	0	32	
	Dont femmes	personne	8	0	0%	0	12	
<i>L'accès à la formation des techniciens agricoles est facilité</i>								
	Lycée agricole réhabilités, aménagés et équipés	Lycée	1	0	0%	1	2	200%
	Enseignants et Formateurs des Lycées agricoles ayant renforcés leur capacité	personne	-	0		0	4	
	Dont femmes	personne	-			0	0	
<i>Les compétences des prestataires de services, CSA, OP, leaders paysans et ONG sont améliorés</i>								
	Nouveaux techniciens formés (sortant après 3ans)	personne	20	0	0%	1 500	340	23%
	Dont jeunes femmes	personne	-	0		450	106	24%
	Animateurs ruraux formés	personne	12	0	0%		0	
	Dont jeunes femmes	personne	4	0	0%		0	
	Agents communautaires de développement formés	personne	667	0	0%		0	

		Période: 1er janvier au 25 avril 2017				Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la pré évaluation	%
Composante/Sous-composante-Produit	Indicateurs	Unité	PTBA	Progrès effectif	%			
	Dont jeunes femmes	personne	149	0	0%		0	
	Cadres CSA/ONG, Techniciens, Agents de développement en activité ayant améliorés leur capacité en pédagogie et dans leur spécialité	personne	79	0	0%	3 650	244	7%
	Dont femmes	personne	4	0	0%	1 095	44	4%
	Membres OP, leaders paysans ayant améliorés leur compétence en management et leadership	personne	60	0	0%	6 500	105	2%
	Dont femmes	personne	9	0	0%	1 950	31	2%
Sous-composante 2.4 : Projets professionnels des jeunes formés et accompagnement à l'installation								
<i>Les futurs apprenants sont orientés sur leur projet professionnel</i>								
	Personnes ressources formés en orientation dont CIP	personne	41	8	20%	4 000	107	3%
	Dont femmes	personne	9	3	33%	1 200	40	3%
	Jeunes porteurs de PP accompagnés dans leur insertion professionnelle	personne	8 150	30	0%	100 000	10 206	10%
	Dont jeunes femmes	personne	1 425	0	0%	30 000	3 257	11%
<i>Les PP des jeunes sont suivis et accompagnés par des tuteurs</i>								
	Tuteurs d'accompagnement assurant leur rôle	personne	593	2	0%	7 500	96	1%
	Dont femmes	personne	103	0	0%	2 250	24	1%
	Projets professionnels suivis et accompagnés par les tuteurs	Nombre	5 300	30	1%	100 000	384	0%
	Jeunes porteurs de projets suivis et accompagnés par les tuteurs	personne	5 300	30	1%	100 000	384	0%
	Dont femme	personne	1 645	0	0%	30 000	49	0%
<i>Les paysans formateurs/animateurs sont motivés</i>								
	Paysans formateurs/animateurs appuyés	personne	323	0	0%	760	104	14%
	dont femmes	personne	37	0	0%	228	41	18%
<i>L'accès au financement des Projets Professionnels d'Insertion et d'Installation (PPII) des jeunes est facilité</i>								
	Projets professionnels agricoles financés	Projet	5 670	793	14%	15 046	2 781	18%
	Projets professionnels non agricoles financés	Projet	1 128	78	7%	12 406	1 090	9%
	Jeunes porteurs de projets financés	personne	6 800	871	13%	27 452	4 034	15%
	Dont jeunes femmes	personne	2 044	413	20%	8 200	1 666	20%
	Projets professionnels agricoles réalisés avec l'appui du Programme	Projet	5 950	83	1%	58 038	83	0%
	Projets professionnels non agricoles réalisés avec l'appui du	Projet	1 198	63	5%	14 510	63	0%

		Période: 1er janvier au 25 avril 2017				Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la pré évaluation	%
Composante/Sous-composante-Produit	Indicateurs	Unité	PTBA	Progrès effectif	%			
	Programme							
	Jeunes porteurs de PP réalisés avec l'appui du Programme	personne	7 148	468	7%	72 548	468	1%
	Dont jeunes femmes	personne	2 144	286	13%	21 764	286	1%
COMPOSANTE III - AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE DANS LES POLES DE DEVELOPPEMENT AGRICOLES								
Sous-composante 3.1 : Formation continue des EAF et appui à l'amélioration de la productivité agricole								
<i>Les bonnes pratiques agricoles performantes sont acquises</i>								
	EAF ayant bénéficié de renforcement de compétence sur CEP	personne	9 115	975	11%	30 000	14 803	49%
	Dont femmes	personne	2 735	418	15%	9 000	5 768	64%
<i>Le capital productif des EAF est accru</i>								
	EAF bénéficiaires des PCP	personne	1 900	0	0%	8 000	4 108	51%
	Dont femme	personne	570	0	0%	4 000	1 724	43%
	EAF bénéficiaires des PPP	personne	1 635	19	1%	12 000	681	6%
	Dont femme	personne	490	2	0%	6 000	137	2%
<i>L'accès aux services agricoles indispensables est amélioré</i>								
	Paysans multiplicateurs de semences/pépiniéristes/Éleveurs-naisseurs ayant améliorés leur compétence	personne	96	15	16%	250	176	70%
	Dont femmes	personne	15	0	0%	75	22	29%
	ACSA et Vaccinateurs villageois ayant améliorés leur compétence	personne	40	0	0%	150	94	63%
	Dont femmes	personne	6	0	0%	45	3	7%
	Artisans fabricants de matériel ayant améliorés leur compétence	personne	14	0	0%	30	47	157%
	Dont femmes	personne	-	0		5	0	0%
Sous-composante 3.2 : Accès aux services financiers et commerciaux								
<i>Des partenariats commerciaux gagnant-gagnant sont établis</i>								
	Nombre d'EAF bénéficiaires d'animation commerciale	personne	2 325	557	24%	10 000	557	6%
	Dont femme	personne	760	216	28%	3 000	216	7%
	Jeunes et EAF bénéficiaires de marchés avec les opérateurs de marché	personne	825	557	68%	10 000	3 614	36%
	Dont femmes	personne	260	216	83%	3 000	1 205	40%
<i>L'accès à des services financiers adaptés aux besoins des EAF et MER est amélioré</i>								
	Jeunes et EAF bénéficiaires de crédits	personne	-	0		20 000	1 220	6%
	Dont femmes	personne	-	0		6 000	329	5%
	Volumes de crédits octroyés aux producteurs	000 USD	-	0			0	

Composante/Sous-composante-Produit	Indicateurs	Période: 1er janvier au 25 avril 2017				Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la pré évaluation	%
		Unité	PTBA	Progrès effectif	%			
Les services publics connexes nécessaires au financement sont soutenus								
	Jeunes et EAF ayant obtenus leur CIN	Nombre	-	0			0	
	Dont femmes	Nombre	-	0			0	
	Jeunes et EAF ayant obtenus leur certificat foncier	Nombre	200	0	0%		0	
	Dont femmes	Nombre	60	0	0%		0	
Sous-composante 3.3 : Investissements productifs structurants dans les pôles de développement agricole								
La superficie des périmètres irrigués avec maîtrise d'eau est augmentée								
	PPI aménagés/réhabilités	Hectare	430	0	0%	6 000	209	3%
	Dont nouveaux périmètres aménagés	Hectare	-	0		1 800	0	0%
	Zones de décrues aménagées	Hectare	-	0		0	0	
	Jeunes et EAF attributaires des parcelles aménagées	Nombre	440	0	0%	20 000	0	0%
	dont femmes	Nombre	100	0	0%	6 000	0	0%
Les initiatives pour valoriser la production sont développées								
	Infrastructures de production, de transformation et de commercialisation construite/réhabilitée	Nombre	5	0	0%	84	8	10%
Les zones de production sont désenclavées								
	Longueur de pistes réhabilitées	Kilomètre	10	0	0%	210	0	0%
	Ouvrages de franchissement construits	Nombre	-	0		40	0	0%
L'accès aux infrastructures communautaires d'élevage est amélioré								
	Infrastructures communautaires d'élevage construites / réhabilitées	Nombre	-	0		24	0	0%

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds au 30-04-2017

Bailleur de fonds	Pré évaluation (en milliers d'USD)	Décaissements (en milliers d'USD)	Pourcentage décaissé
Prêt FIDA	32 995	10 504,1	31,8%
Don FIDA	2 008	634,7	31,6%
Prêt FFE	18 830	3 756,0	19,9%
Prêt OFID	non disponible	-	-
GDM	7 923	942,4	11,9%
Autres Baillleurs	non disponible	-	-
Bénéficiaires	3 878	491,1	12,7%
Total	65 634	16 328,4	24,9%

Figure 1: Décaissements par source de financement en USD'000

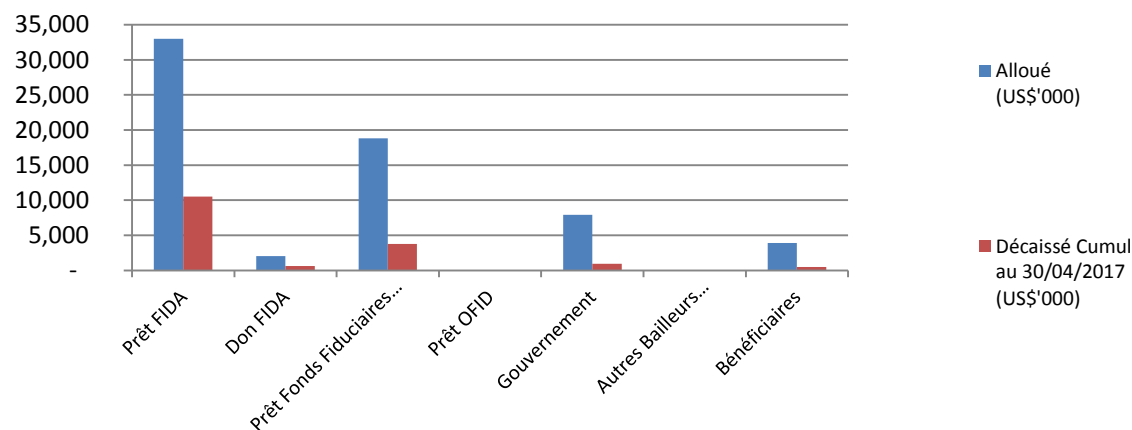


Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD) au 30-04-2017

Composante	Prêt FIDA			Don FIDA			Prêt FFE			GDM			Bénéficiaires			Total		
	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%
Appui à la mise en place du système national FAR	8 996	3 700	41%	2 008	474	24%	1 262	400	32%	602	746	124%	0	0		12 868	5 320	41,3%
Opérationnalisation régionale du système de FAR	12 295	3 380	27%	0	159	Max	16 297	2 815	17%	3 193	63	2%	1 218	335	27%	33 003	6 752	20,5%
Promotion des pôles de développement agricoles	11 703	3 425	29%	0	1	Max	1 272	541	43%	4 129	133	3%	2 660	156	6%	19 763	4 256	21,5%
TOTAL	32 995	10 504	32%	2 008	635	32%	18 830	3 756	20%	7 923	942	12%	3 878	491	13%	65 634	16 328	24,9%

Tableau 5C1: Décaissements du prêt du FIDA (en DTS, au 30-04-2017)

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Allocation révisée	Décaissements	En attente de décaissement	Solde	Décaissement (%)
I	Génie civil et construction	180 000,00	930 000,00	81 114,61	144 148,95	704 736,44	8,7%
II	Equipement, Matériels et Moyens de Transport	1 740 000,00	4 680 000,00	1 203 071,25	408 898,00	3 068 030,75	25,7%
III	Formation et prestation de services	10 960 000,00	8 100 000,00	2 730 929,95	530 776,74	4 838 293,31	33,7%
IV	Fonds de Développement Agricole	1 550 000,00	2 170 000,00	669 139,26	9 722,98	1 491 137,76	30,8%
V	Coûts de fonctionnement	4 470 000,00	4 470 000,00	1 287 704,31	312 864,32	2 869 431,37	28,8%
	Non alloué	2 100 000,00	650 000,00	0,00	0,00	650 000,00	0,0%
	Dépôt initial			1 392 112,42		-1 392 112,42	
	Total	21 000 000,00	21 000 000,00	7 364 071,80	1 406 410,99	12 229 517,21	35,1%

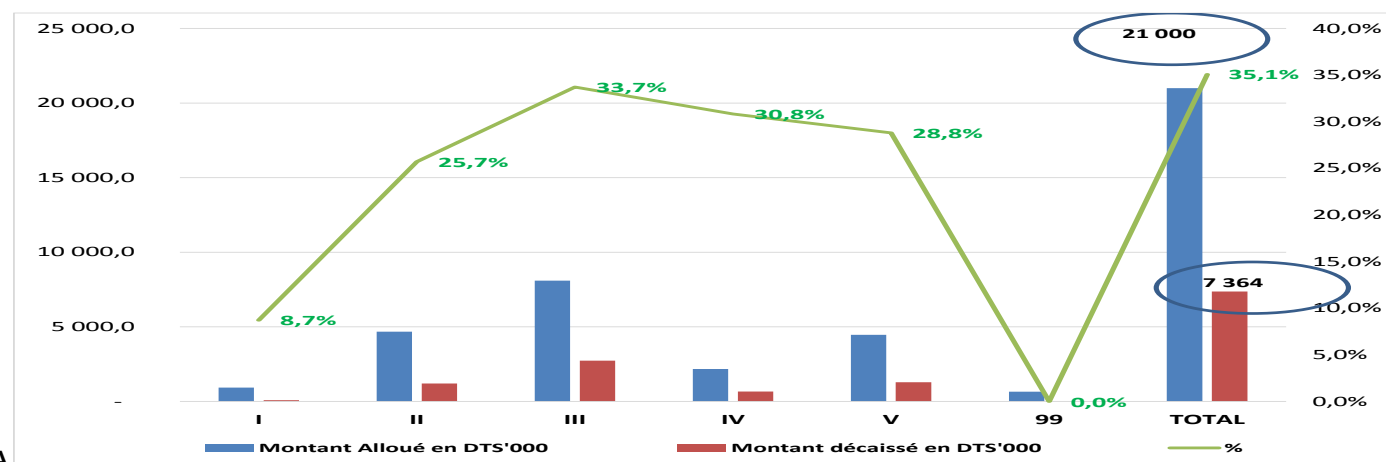


Figure 2 : Décaissement du prêt FIDA

Tableau 5C2: Décaissements du don du FIDA (en DTS, au 30-04-2017)

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Allocation révisée	Décaissements	En attente de décaissement	Solde	Décaissement (%)
III	Formation et prestation de services	1 280 000,00	1 280 000,00	347 124,11	144 012,73	788 863,16	
	Dépôt initial			199 400,46		-199 400,46	27,1%
	Total	1 280 000,00	1 280 000,00	546 524,57	144 012,73	589 462,70	42,7%

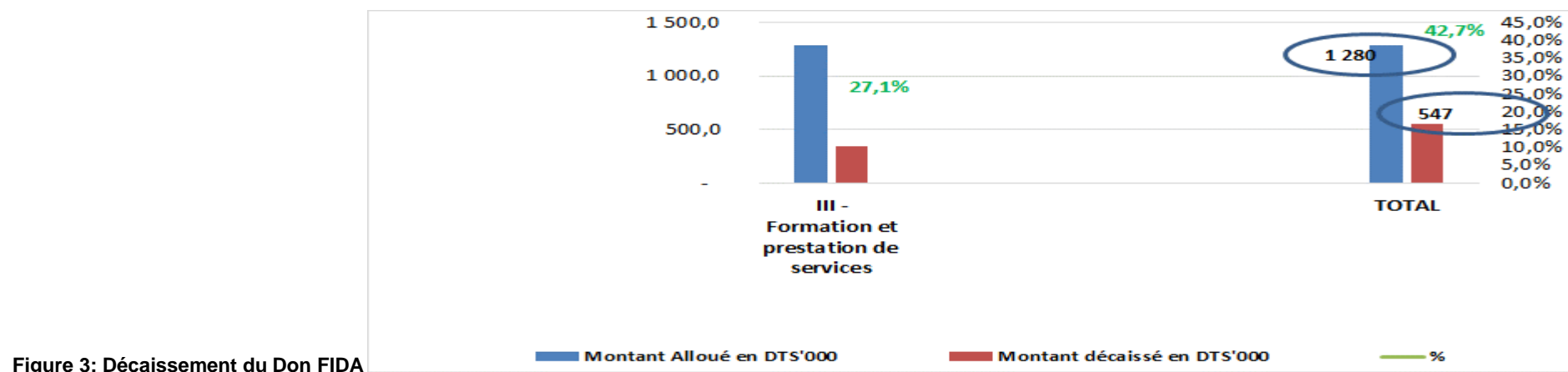


Figure 3: Décaissement du Don FIDA

Tableau 5C3: Décaissements du Fonds fiduciaire Espagnol (en EUR, au 30-04-2017)

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Allocation révisée	Décaissements	En attente de décaissement	Solde	Décaissement (%)
II	Equipement, Matériels et Moyens de Transport	2 480 000,00	2 480 000,00	1 080 649,71	81 580,91	1 317 769,38	43,6%
III	Formation et prestation de services	10 380 000,00	10 380 000,00	1 750 826,32	167 335,01	8 461 838,67	16,9%
	Non alloué	1 430 000,00	1 430 000,00			1 430 000,00	0,0%
	Dépôt initial			600 000,00		-600 000,00	
	Total	14 290 000,00	14 290 000,00	3 431 476,03	248 915,92	10 609 608,05	24,0%

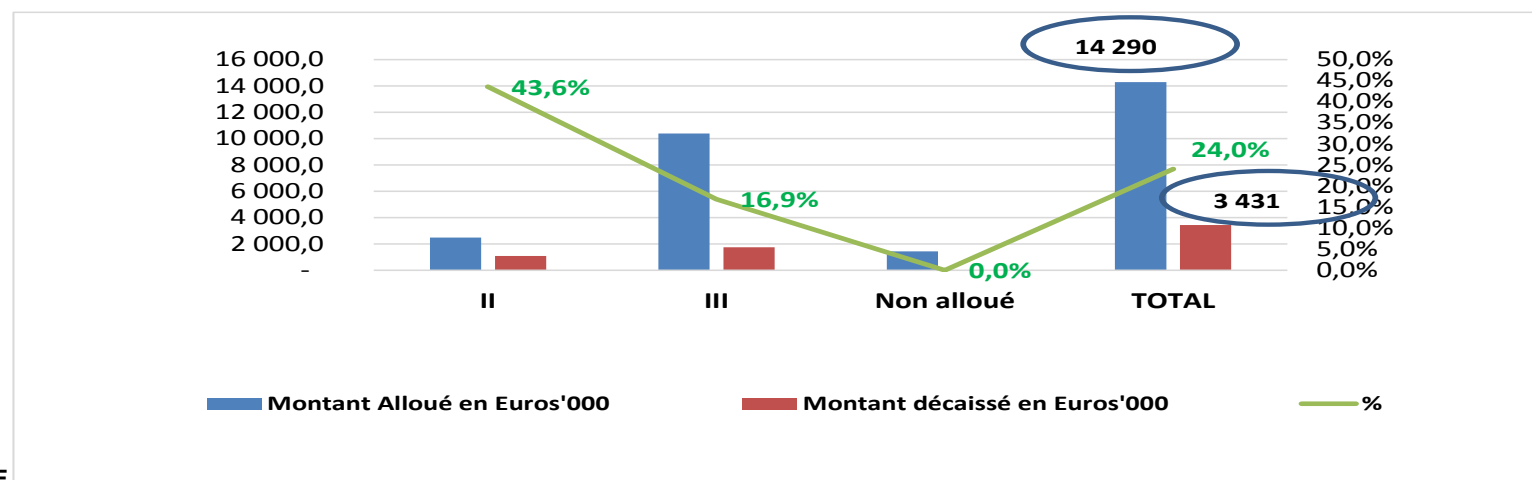


Figure 4 : Décaissement du FFE

Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date butoir de l'action/objectif	Niveau d'exécution/date	Observations
Section B. 8	- Un compte du programme est ouvert en monnaie locale	Avant entrée en vigueur	Fait	- Compte prêt et don disponibles
Section B.9	- L'Emprunteur fournit des fonds de contrepartie aux fins du programme	Avant entrée en vigueur	Fait et en continu	- Les dépôts sont faits et l'Emprunteur prend en charge les droits et taxes
Section E.1 (a)	- Recrutement du personnel clé de l'Unité de liaison	Avant entrée en vigueur	Fait	- Le personnel est en place
(b)	- Préparation et soumission du manuel de procédures		Fait	- Manuel disponible
(c)	- Publication du texte réglementaire portant création du CNFAR		Fait	- CNFAR a été créé par arrêté interministériel N° 32 312 du 19 décembre 2012.
Annexe 1				
Chapitre II.	Dispositions relatives à l'exécution			
A.2.2.	- Création de l'Unité de Liaison	Avant entrée en vigueur	Fait	- Arrêté ministériel N°1 920/2014 du 24 Janvier 2014
B.4.				
B.5.	- Création du SNFAR par voie réglementaire		Fait	- Arrêté régional N°001/2014/REG/AN 13 du 22/1/14 (Analamanga)
B.6.				
C.8	- Création du CRFAR par voie réglementaire		Fait	- Arrêté régional No 024/2013/REG/ATS du 06/12/13 (Atsinanana)
C.10.2	- Au niveau communal, la FAR doit s'inscrire dans les PCD		En continu	- Arrêté régional N° 039/2013/REG/AMM du 5/11/13 (Amoron'i Mania)
C.10.3	- Revues intermédiaires seront organisées selon le phasage		Réalisé pour la première revue	La 1ère revue interphase est intervenue en mars 2016
	- Partenariat avec UNESCO, AFD, OFID, Iles de la Réunion et Réseau FAR		En cours	Les partenariats sont arrivés au fur et mesure.
	- Convention entre les Ministères concernés et les partenaires sur le s/programme de FAR géré par le SNFAR		En cours	La convention est en cours de finalisation notamment conditionnée par la mise à jour de la SNFAR

Section	Disposition	Date butoir de l'action/objectif	Niveau d'exécution/date	Observations
Annexe 2				
Point 1 (c) Point 2.	- Le manuel de procédures devra spécifier les critères de prise en charge des catégories de dépenses partagées entre le prêt, le don et le prêt fiduciaire - Le Coût de démarrage ne doit pas dépasser 200'000USD		Fait 85 138,70 USD	- Le manuel des procédures validé est en place - Montant engagé pour Atelier de démarrage déjà présenté en DRF.
Annexe 3				
Point 1.	- Le programme établira un système de S/E performant	60 jours	Fait	- Un SSE performant est en place
Point 3. Point 4.	- Recrutement du personnel - Egalité Genre		Fait Condition respectée	- Personnel en place - 40% du personnel cadre sont des femmes
Amendement du 5 Octobre 2016				
Annexe 1 Section 2.2	- Une unité de Coordination Nationale UCN sera créée sous la tutelle du Secrétariat Général du Ministère en charge de l'agriculture (Minagri) et travaillera en liaison avec la DFAR du Minagri et le Secrétariat Exécutif du CNFAR (SECNFAR)		Fait	L'arrêté de création de l'UCN a été signé le 9 décembre 2016 (Arrêté n°26310/2016)

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

1. **Ancrage communal.** Le programme investit beaucoup aux niveaux institutionnel, national, régional et au niveau des districts, investissement qui devrait tirer la mobilisation et la formation des jeunes au niveau communal. D'une part, le résultat n'est pas encore conséquent alors que, d'autre part, les initiatives au niveau des communes à travers les ACC, ACE et autres personnes ressources communales restent encore limitées. Afin d'atteindre les objectifs du programme, les interventions se feront dans les deux sens : renforcer le dispositif national pour structurer et opérationnaliser la FAR à tous les niveaux et développer davantage la formation de masse au niveau de la commune pour atteindre les objectifs de la FAR à l'échelle nationale.
2. **Levée de partenariat.** Le programme a établi des partenariats avec les acteurs de la FAR pour la mise en œuvre des activités. Afin d'atteindre les objectifs d'installation et d'insertion des jeunes, le partenariat devra être développé avec les OP, le secteur privé, les différents projets et intervenants dans le secteur du développement. Ainsi, FORMAPROD assure la formation des jeunes suivant les besoins en compétences du marché et le secteur privé et les autres partenaires assurent leur insertion en milieu professionnel, en tant qu'exploitants ou employés, suivant leurs qualifications.
3. **Synergie avec le projet PROSPERER.** Le partenariat avec PROSPERER est effectif dans le pôle Anjozorobe où l'Agent Commercial de la Chambre de Commerce et de l'Industrie et le Conseiller d'Entreprise de PROSPERER travaillent en synergie et en complémentarité avec les agents de terrain de FORMAPROD pour la formation et l'accompagnement des couples OP/OM. Cette expérience mérite d'être approfondie, développée et répliquée dans d'autres pôles bénéficiant des interventions des deux projets. Par ailleurs, des activités ponctuelles de complémentarité entre les deux projets ont eu des effets positifs et devraient être systématisées et mises à l'échelle, telles que l'hébergement des jeunes en formation par les MER hôtes, orientation des jeunes à partir des filières et des couples OP/OM déjà productifs.
4. **Capitalisation des expériences.** Le processus d'apprentissage se poursuit à travers l'élaboration prochaine d'un plan de gestion des savoirs qui harmonisera les objectifs, les méthodologies de collecte, de traitement et de partage des connaissances. Des études de cas ont été conduites par des étudiantes et par l'équipe du programme afin de capitaliser les expériences du programme et de ses partenaires sur les thèmes suivants : formation de masse, évaluation du dispositif d'installation des jeunes formés et l'amélioration des conditions de vie des femmes agricultrices dans les pôles de développement, FAR dans les écoles primaires et secondaires. Des notes de capitalisation ont été élaborées dans ce sens. Des ateliers de partage et de validation de ces expériences seront programmés afin de finaliser les guides pour la mise à l'échelle au niveau des régions d'intervention du programme.
5. Les expériences des EPR Analamanga et Amoron'i Mania concernant la formation par apprentissage ont été partagées et discutées lors d'un atelier impliquant des acteurs comme les tuteurs, les EPR, les STD et CEFAR. A l'issue de cet atelier, le contenu de la formation par apprentissage pour l'ensemble du programme a été harmonisé et un guide pour les tuteurs a été élaboré et mis à l'échelle. Le guide est actuellement valorisé par les tuteurs pour la conduite de la formation et l'appui post-formation des jeunes. Pour améliorer la qualité de la formation par apprentissage, des échanges d'expérience entre les tuteurs devraient être organisés de manière périodique.

Innovation: décrire toute innovation intéressante notée lors de la supervision

6. **Gender Active Learning System (GALS).** Le GALS est une mesure de facilitation qui permet l'autonomisation et le renforcement des capacités des couples. S'inscrivant dans le cadre de la méthodologie des ménages promue par le FIDA, il a été initié au sein du programme en 2016 à travers un atelier catalyseur qui a regroupé 28 personnes dont 18 bénéficiaires. Cet atelier a permis de mettre à la disposition des participants les trois principaux outils du GALS à savoir (i) le chemin vers la vision ; (ii) l'arbre de l'équilibre des genres et (iii) la carte de partage.
 7. Les champions regroupés dans le cadre d'association des jeunes du GALS ont bénéficié également des formations techniques de la part de FORMAPROD. La mission a constaté que tous les bénéficiaires formés appliquent les connaissances acquises dans leur ménage et ont acquis le titre de "champions" décerné à ceux qui ont réussi en matière de GALS. Malgré certaines contraintes (sécheresse notamment), les bénéficiaires sont satisfaits du chemin parcouru vers l'accomplissement de leur vision. La diffusion du GALS sur la base de la carte de partage fait des champions des modèles au sein de leur communauté. Du point de vue de l'équilibre des genres, les couples bénéficiaires partagent une vision commune pour l'avenir de leur ménage. On constate également une répartition dans les tâches et l'utilisation des ressources entre l'homme et la femme. La mission a noté avec satisfaction des exemples de jeunes ayant réussi à s'installer après la formation technique sans pour autant avoir bénéficié de l'appui à l'insertion de la part du programme. Ces cas de réussites prouvent que si la démarche GALS est intégrée dans le programme de formation des jeunes, elle peut concourir à l'atteinte des objectifs du FORMAPROD. La présentation de cette expérience par les champions lors de la journée de la femme a suscité un vif intérêt de la part des ONG et des organisations des producteurs qui commencent à solliciter de manière spontanée l'appui des champions et des points focaux genre du FORMAPROD.
-

Annexe 1: Etat de mise en œuvre des recommandations de la 1^{ère} revue interphase

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre	Commentaires
Exécution du programme				
Eriger l'Unité de Liaison actuelle en Unité de coordination nationale (UCN) qui sera en charge de toutes les fonctions de gestion des fonds, de décaissement et de suivi-évaluation	MPAE, UL	Immédiat	Fait	L'arrêté de création de l'UCN a été signé le 9-12-16 (Arrêté n°26310/2016)
Transférer les rôles et responsabilités dévolus aux coordonnateurs des projets en cours du FIDA dans l'exécution des activités de terrain de FORMAPROD au Coordonnateur national de FORMAPROD	UCN	Immédiat	En cours	Les passations de service avec les Coordonnateurs des projets en cours du FIDA ont été réalisées pour les projets AROPA, PPRR et AD2M durant le premier trimestre 2017. Celui avec le Programme PROSPERER est en attente de la prise de poste du nouveau ATR EPIR Analamanga-Itasy (recrutement en cours)
Elaborer une stratégie désengagement incluant le transfert progressif des fonctions EPR vers les structures régionales;	UCN	Juin-16	Fait	Le premier draft du <i>plan de transfert des fonctions des EPIR aux acteurs régionaux</i> est élaboré et partagé aux équipes régionales
Remplacer le RT démissionnaire par le responsable actuel de l'EPR Atsinanana/ Analanjirofo (ex-PPRR) qui assume également la coordination de la CAPFIDA	UCN, DRAE, EPR	Sept-16	Fait	Réalisé pour le second semestre de l'année 2016. A partir de Janvier 2017, du fait que l'ex- Coordonnateur PPRR a été muté dans un autre projet, le Programme a promu le Chargé de mission de l'EPIR Analamanga-Itasy au poste d'Assistant Technique National
Rattacher les EPR à l'UCN pour les décaissements et le système de suivi-évaluation ;	UCN	Sept-16	Fait	Tous les EPR sont rattachés à l'UCN. Le dispositif de SE du Programme est actuellement opérationnel au niveau des 4 EPIR.
Recruter après évaluation, les Chargés de mission (CM) en tant que Consultants, sur la base d'un contrat de prestation de services basé sur la performance	UCN, EPR	Déc-16	Fait	Les contrats des CM ont été basculés en ATR depuis janvier 2017
Loger les EPR FORMAPROD au sein des Directions régionales de l'Agriculture et de l'élevage (DRAE)	MPAE, UCN	Sept-16	En cours	Les EPIR Sud (AHIV), Analamanga-Itasy, Atsinanana-Analanjirofo ont été déjà logé dans les bureaux des DRAE dans leurs régions respectives. Pour le cas de l'EPIR Menabe-Melaky, la rénovation des salles dans le bureau actuel du projet AD2M logé au sein d'un bâtiment du MPAE est en cours
Externaliser la fonction des CIP en ayant recours à un contrat de prestation de services basé sur la performance, de 2 ans maximum ;	UCN	Déc-16	Fait	Les contrats des CIP ont été transformés en contrat de consultation pour une période de deux (02) ans à partir de janvier 2017
Procéder à une évaluation externe du personnel en 2017 et maintenir les dépenses sur la catégorie fonctionnement à leur niveau initial à travers des économies sur d'autres	UCN	Nov-17	Fait	

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre	Commentaires
rubriques				
Mettre en place un système de communication et de diffusion de l'information pour le partage régulier des connaissances/informations, notamment au moment de la conception/élaboration des PTBA pour renforcer la synergie, la cohérence et la complémentarité entre les projets FIDA dans la région.	UCN, EPR	Oct-16	Fait	Un atelier de lancement de l'élaboration du PTBA 2017 a été réalisé par l'UCN en septembre 2016 avec tous les acteurs de mise en œuvre du Programme (EPIR, SE CNFAR, DFAR). Les orientations stratégiques globales y ont été identifiées, avec le calendrier de mise en œuvre. L'ANO du PTBA 2017 a été envoyé le 13-12-16
Produits et Effets				
Composante 1: Appui à la mise en œuvre de la SNFAR				
Elaborer un plan de communication sur la SNFAR et assurer le pilotage de sa mise en œuvre.	SE/CNFAR, DFAR	Juin-16	Non fait	La validité de la SNFAR sera expirée en 2017, le SE CNFAR a décidé de reporter cette activité pour année 2017 après sa réactualisation
Actualiser et dimensionner les ressources du Plan d'Opération Global de la SNFAR et de ses plans d'opérations.	SE/CNFAR	Juil-16	Non fait	Cette activité sera réalisée après l'actualisation du SNFAR
Fixer le règlement intérieur du CNFAR en précisant la périodicité des réunions et les règles de fonctionnement du conseil.	SE/CNFAR	Juin-16	Fait	L'arrêté interministériel n° 32318 - 2012 de création du CNFAR du 19-12-12 fixe la périodicité des réunions en session ordinaire (article 6). Un règlement intérieur existe déjà.
Entreprendre un plaidoyer en faveur de l'inscription d'une ligne budgétaire pour le CNFAR dans la Loi des Finances à partir de 2017.	SE/CNFAR, DFAR, UCN	En continu	Non fait	Non encore initiée car le CNFAR ne disposant pas de statut permettant cette insertion dans la loi de finance: rattachement institutionnel à étudier dans le cadre de la mise à jour de la SNFAR
Fédérer les efforts au niveau national notamment pour : (a) l'étude et la mise en place d'un dispositif pérenne de financement de la FAR, (b) l'adoption d'un Cadre National de Certification des compétences, et (c) la mise en place un SIMTFP.	SE/CNFAR, DFAR, UCN	En continu	Fait	Au niveau DFAR : La DFAR et les membres de l'ENIFAR sont membres du Groupe de travail de l'axe 4 du PNEFP avec le MEETFP pour la mise en place du CNC. Un atelier de concertation entre MPAE, les autres Ministères du Développement rural et MEETFP, a été réalisé en Février 2017 pour stabiliser les acquis des démarches d'Ingénierie de FAR entreprises par le MPAE, d'une part, et s'inscrire dans la démarche PNEFP d'autre part. Au niveau du SE CNFAR : Etude de mise en place de fonds et/ou mécanisme programmé pour cette année 2017
Composante 2: Opérationnalisation régionale de la FAR et formation professionnelle des jeunes ruraux				
Organiser un atelier national d'échanges sur les pratiques et outils de communication FAR des CRFAR du niveau régional au niveau communal.	DFAR/FARMADA	juil-16	Non fait	A organiser en 2017 par SE CNFAR avec les CRFAR
Mettre en place des concours régionaux sur la FAR et le développement rural.	CRFAR/FARMADA	janv-17	En cours	Au niveau EPIR AA : Décision de CRFAR au mois de mars de réaliser des concours sur l'adoption de la démarche qualité FAR des

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre	Commentaires
				<p>CEFAR, concours sur les meilleures initiatives au niveau des EPP/CEG</p> <p>Au niveau de l'EPIR AI: Mise en place de concours du meilleur initiative éducative FAR au niveau des EPP/CEG, concours du meilleur tuteurs et concours du meilleurs mise en œuvre de PP pour les jeunes</p> <p>Au niveau de l'EPIR AHIV : Décision des CRFAR de réaliser des concours de meilleurs CEFAR à Ihorombe, éducation de la FAR pour Haute Matsiatra, meilleur jeune formé au niveau de chaque CEFAR dans la région Vatovavy Fitovinany</p> <p>Au niveau de l'EPIR MM : organisation de concours pour les EPP/CEG, et aussi pour le meilleur jeune ayant mis en œuvre son PP</p>
Mettre en place la démarche « Qualité de la FAR » pour mobiliser les acteurs locaux et affiner la planification des appuis	SE/CNFAR, DFAR, ENIFAR	sept-16	En cours	<p>Au niveau de la DFAR : L'atelier sur l'harmonisation des Ingénieries de formation et de certification réalisé à Antsirabe, en septembre 2016, avec l'appui d'un Consultant International fourni par l'UNESCO. Le document présentant la démarche harmonisée est en instance au niveau du consultant et sera proposé pour validation. A l'issu de la validation, un avant-projet de texte portant sur la démarche harmonisée de l'ingénierie de certification et de formation sera élaborée</p>
Intégrer des sessions sur la nutrition dans les activités de sensibilisation FAR dans les écoles primaires et secondaires.	UCN, EPR	Immédiat	Fait	<p>Au niveau de l'EPIR AHIV : l'identification des écoles et type d'activité à appuyer en cours</p> <p>Au niveau de l'EPIR AI : des fiches de préparation des aliments constituent les outils pédagogiques distribués aux écoles, contribution des récoltes dans l'approvisionnement de cantines scolaires</p> <p>Au niveau de l'EPIR AA : Priorisation des EPP/CEG ayant des cantines scolaires et pratiquant les CUMA : des séances de formation sur la nutrition avec l'ORN sont prévus pour les prochaines récoltes,</p>
Après la 3ème cohorte JRD, réduire le co-financement FIDA a 60% et 30% respectivement avant désengagement	UCN, UNESCO	Immédiat	En cours	<p>La 3ème convention avec UNESCO a pris fin au 31-03-2017. Une prolongation sans coût de ce partenariat est en cours de concrétisation pour réaliser les activités d'accompagnement des jeunes dotés de kits et la réalisation des études de capitalisations</p>

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre	Commentaires
				prévues mais non encore fait, ainsi que la mise en œuvre de la formation d'une deuxième cohorte dans la Région Menabe
Etablir les critères de sélection des Communes et démarrer une phase pilote de CMR.	UCN, EPR, CNFAR	juin-16	Fait	Chaque EPIR a établi leur critère de sélection des communes pour le démarrage de la phase pilote de CMR (une fiche pour l'appel à manifestation des communes a été distribué auprès des concernées) Des sessions de formation en REFLECT ont été démarré au mois de mars 2017 : responsables EPIR, CIP, animateurs communales
Elaborer des critères approfondis pour l'octroi des kits précisant le système de contribution / rétribution	UCN, EPR, CNFAR	Immédiat	En cours	Critères à concerter avec l'équipe FDA (Apport bénéficiaire en nature d'un montant équivalent au moins 20% du coût total du projet). Néanmoins, l'équipe adopte l'utilisation d'une fiche de validation des projets professionnels établie et validation avec les CRFAR.
Soutenir les organisations de jeunes et faciliter l'intégration des jeunes au sein des OP, ONG, Chambres d'agriculture.	OP faitières, UCN, CEFA, EPR	Immédiat	Fait	Au niveau de l'UCN : (i) Une convention signé avec l'OP Coalition paysan de M/car (CPM) Analamanga pour le second semestre 2016 a été réalisé pour financer le fonctionnement de l'assistant technique de ce dernier. (ii) La préparation de la collaboration avec FAHITA pour l'animation de la communauté de pratique "Formation par apprentissage des jeunes en milieu rural" et organisation d'une learning route en faveur de la promotion des initiatives des jeunes. Au niveau EPIR AI : Le partenariat avec FAHITA, association de jeunes entrepreneurs pour la réalisation des formations en entrepreneuriat a été réalisé. Une convention pour la formation de jeunes en apprentissage a été aussi réalisée avec les OP (CPM et MDB), ainsi que leur intégration au sein des OP et la formation de relève de leaders paysans Au niveau de l'EPIR AA : les jeunes ont intégré des OP (éleveurs de poulets gasy, éleveur de vache laitière intégré et vanneuse)
Concevoir un plan de développement prioritaire et spécifique pour densifier l'offre de formation de techniciens ruraux, EAF et jeunes des régions Menabe et Melaky	CRFAR, EPR, ENIFAR, FARMADA	juil-16	Fait	La priorisation des actions pour densifier les offres de formation est disponible dans les deux schémas régionaux FAR déjà élaborée et validée en 2016. Pour la mise en œuvre, le CAFPA Melaky a ouvert ses portes en décembre 2016 : 20 jeunes suivent actuellement des formations suivant le nouveau référentiel BEPA. L'inauguration officielle du centre a été réalisée en mars 2017.
Capitaliser les canaux de financement adaptés (FRDA, IMF) pour l'accès des jeunes porteurs de projet professionnel au crédit d'investissement.	UCN, EPR, IMF, FDA/FRDA	Immédiat	En cours	Des conventions d'abondement de fonds pour financer les Projets professionnels des jeunes et les microprojets à coût partagé des producteurs en activités ont été signé entre FORMAPROD et FDA

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre	Commentaires
				dans les régions Analamanga, Amoron'i Mania, Atsinanana, Analanjirofo et Menabe. L'évaluation de la convention est en cours en vue de l'élaboration de la prochaine convention.
Solliciter des IMF pour introduction des programmes Crédits avec Education et les ONG pour la création de groupes d'épargne et de crédit autogérés par les jeunes villageois	UCN, EPR,	Immédiat	En cours	Pour le partenariat avec les IMF, activités menées dans le pôle Maintirano - Région Melaky en cours (mise en place de 3 caisses en 2015). Démarche en cours avec FEKRITAMA pour la mise en place des GVEC
Composante 3 : Amélioration de la productivité dans les pôles de développement agricole				
Adopter l'approche prévue dans le DCP en matière de projets professionnels à coûts partagés.	UCN, CAP	Immédiat	Fait	Pour le cas du pôle Atsinanana, l'approche prévue dans le DCP a été adoptée en 2016 notamment à travers le financement des MPPP entre le Programme, l'IMF et le bénéficiaire : cas des appuis pour l'intensification de la culture de curcuma et gingembre. Pour les autres pôles, les IMF ne sont favorables au financement des activités agricoles avec en partie octroi de subvention par le Programme: la part prévu pour l'IMF a été supporté directement par les bénéficiaires, ou selon les termes de financement déjà défini dans les dispositifs de financement en place tels que le FDA/FRDA
Assurer une meilleure coordination et synergie entre les composantes du programme : orientation aux métiers ruraux, contenus des formations, installation des jeunes dans les pôles de développement.	UCN, EPR, CAP	Immédiat	Fait	Ceci a été réalisé pendant la phase d'élaboration du PTBA 2017 : prise en compte et échange sur les filières porteuses dans les pôles pour assurer l'orientation des jeunes issus des pôles, Pour le pôle Ambatofinandrahana : 2 groupes de jeunes dans les filières arachide et porciculture ont été constitué pour être appuyées via MPCP dans la Composante III Pour le pôle Anjozorobe : Installation des jeunes en cours pour 2017 (suite des actions initiées en 2016, des défis à relever sur l'aspect foncier)
Renforcer le partenariat avec d'autres projets œuvrant dans les pôles	UCN, EPR, CAP	immédiat	Fait	Plusieurs partenariats avec les projets en cours dans les pôles ont été réalisés : Pour le pôle Atsinanana : partenariat avec CSA sur l'identification des EAF bénéficiaires. Partage d'information avec les partenaires , participation à des différents ateliers, foires organisés par les autres partenaires (PROSPERER et autres), Partenariat avec FOFIFA sur l'essai variétal des cultures de riz pluviale, vanille, poivre et café, encadrement des EAF, partenariat avec Africa Rice sur essai variétal

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre	Commentaires
				de riz pluvial, Partenariat avec AVSF pour la certification BIO-EQUITABLE et la commercialisation des produits agricoles. Pour le pôle Analanjirofo : partenariat avec CSA et Centre Saint Benoît sur l'identification des EAF bénéficiaires Pour le pôle Anjozorobe : partenariat avec PROSPERER pour la mise en œuvre du volet commercialisation (mise en relation des producteurs avec les OM) et les infrastructures de transformations et de commercialisation Pour le pôle Ambatofinandrahana : Collaboration avec le projet AROPA en matière d'appui des EAF formés au niveau des CEP. Concentration des appuis des EAF au niveau des périmètres aménagés par le PURSAPS
Suivi-évaluation				
Mettre en place un cadre de planification commune pour une meilleure coordination, cohérence des actions du programme.	UCN et EPR	en continu	Fait	La répartition des objectifs du Programme pour le 2nd phase a été réalisée et validé par les équipes. Les tableaux de rapportage ont été améliorés et affiné pour répondre aux besoins des utilisateurs.
Finaliser et déployer tout le dispositif S&E en tenant compte du cadre logique révisé.	RSE et SEGS	sept-16	Fait	Le dispositif de SE a été validé au mois de mai 2016, la mise en place auprès des EPIR a été réalisée au mois de juin-juillet. L'accompagnement et l'évaluation de l'opérationnalité de ce système est prévu pour le mois de juin 2017 en parallèle avec l'évaluation de l'utilisation des BDD en cours de mise en place actuellement. Les BDD des bénéficiaires ont été validées au mois de décembre 2016 : l'installation, la formation des utilisateurs ont débuté au mois de mars 2017. Seule l'EPIR AI n'a pas été encore formé, car en attente de la prise de fonction de son nouveau CSEGS prévu pour ce mois d'avril.
Intégrer systématiquement un dispositif de suivi des jeunes à l'issue de leur formation.	RSE et SEGS	déc-16	Fait	Des cahiers de jeunes ont été élaborés et sont déjà distribués au niveau des jeunes ayant été formés par le Programme depuis août 2016. En outre, le PTBA 2017 prévoit la réalisation d'une évaluation des jeunes formés : les fiches d'évaluation annuelles sont aussi développées dans le système de SE, Pour l'EPIR AHIV : Le suivi sera confié aux tuteurs d'accompagnement pour les jeunes formés par apprentissage et à confier aux agents de terrain de la DRAE pour les jeunes formés au Centres de formation
Élaborer et diffuser le dictionnaire des indicateurs auprès de l'équipe et des partenaires.	RSE	juil-16	Fait	Le dictionnaire des indicateurs conformément au nouveau cadre logique révisé pendant la mission de revue interphase a été validé par l'équipe au mois de mai 2016

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre	Commentaires
Equité et genre				
Etablir une fiche d'information au niveau national pour expliquer les critères de sélection	UCN, EPR	Immédiat	Fait	Les critères de sélection des jeunes ont été intégré dans les fiches d'identification/recensement demande de formation
Offrir aux jeunes agriculteurs (18 - 29 ans) au moins 10% de formation courte, de recyclage et de formation continue.	UCN, EPR	Immédiat	En cours	Des formations en entrepreneuriat sont déjà réalisées,
Finaliser la stratégie genre et organiser une formation en genre pour les cadres et personnel d'appui, ainsi que des sessions courtes pour les partenaires (CEFAR, OP).	UCN, EPR,	Immédiat	En cours	La stratégie GENRE du Programme n'est pas encore finalisé mais des activités pour la promotion des méthodologies de promotion Genre ont été réalisé notamment la formation personnel du Programme en particulier les CIP, OP et jeunes réalisé au mois d'aout 2016. Des partages sur la méthodologie ont été aussi réalisés : tenue de stand lors de la célébration de la journée de la femme en 2017, création d'outils d'information et de sensibilisation. Pour l'EPIR AL : Un plan d'actions de mise en œuvre du GALS pour la région Analamanga a été finalisé pendant l'élaboration du PTBA 2017; Mise à l'échelle de l'approche Une formation en GALS a été réalisée en 2016 pour l'équipe du Programme, CIP, OP et jeunes.
Aspects fiduciaires				
Valider le Manuel de gestion des conventions	Coordonnateur, RAF, EPR	Immédiat	Fait	Le Manuel de gestion des conventions a été validé par les Coordonnateurs et a eu l'avis de non objection du FIDA en date du 12 Octobre 2016
Augmenter le dépôt initial du compte désigné FIDA	Coordonnateur, RAF	Juin-16	Fait	Le dépôt initial du Compte désigné Prêt FIDA a été augmenté de 1 millions USD, la date de réception est le 08 novembre 2016
Disposer d'un Plan de passation des marchés détaillés	UCN, EPR	Immédiat	Fait	Le Plan de passation des marchés détaillés envoyés au FIDA avec la DANO du PTBA 2017.
Mettre en œuvre les recommandations de l'auditeur et livrer le rapport d'audit des comptes de 2015 dans les délais	RAF, Comptables	30-juin-16	Fait	Le rapport d'audit de l'exercice 2015 a été envoyé au FIDA suivant le délai prévu, avant le 30 juin 2016. Les recommandations ont été mise en œuvre à l'exception de l'Assurance des matériels qui reste en cours après analyse des coûts de fonctionnement du Programme.

Annexe 2

Évaluation de la gestion financière lors de la supervision - Questionnaire d'orientation

Pays: MADAGASCAR	Identification du prêt/ don: 874-MG, 1382-MG,
Nom du projet: FORMAPROD	
Organisme d'exécution: MPAE	CPM: BAMBA Ibrahima
Responsable financier chargé de l'examen/ Spécialiste en gestion financière: John Harivero RAMAMONJISOA	Date de l'examen: 15 mai 2017

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
A. Risque inhérent			
Non maîtrise des activités et difficulté de gestion du fait de la complexité de son organisation (Entités interrégionales, diversités des partenaires d'exécution).			
B. Risque de contrôle			
1. Organisation et personnel			
a.	Adéquation de la structure organisationnelle pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	La revue interphase a recommandé d'ériger l'ancienne UL en Unité de Coordination Nationale (UCN) qui sera en charge de toutes les fonctions de gestion des fonds, de décaissements et de suivi évaluation. La mise en place du nouveau dispositif suit son cours, les passations de service ont été effectuées.
b.	Existence d'une description claire des fonctions relatives aux principaux postes prévus par le projet, y compris les postes fiduciaires	F	OUI, ces descriptions de poste seront pour prendre en compte les changements revus après la revue interphase.
c.	Adéquation du personnel de gestion financière du projet (effectifs et compétences) pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	OUI – La structure actuelle est adéquate.
d.	Disponibilité et adéquation des manuels d'utilisation et des directives pour le personnel	F	Manuel mis à jour en septembre 2016.
e.	Existence d'un système d'évaluation basé sur la performance en place et évaluation de la performance du personnel en temps opportun	F	OUI, l'évaluation est effectuée annuellement sur la base des dispositions du contrat.

f.	Couverture d'assurance maladie adéquate pour l'ensemble du personnel	F	OUI, les membres du personnel sont assurés auprès de l'Assurance ARO
g.	Paiement ponctuel des frais de sécurité sociale	F	OUI
h.	Personnel suffisamment informé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes	F	OUI
2. Budget			
a.	Préparation et approbation du programme de travail et du budget annuels	F	PTBA des entités de mis en œuvre consolidés au niveau national et passent par les phases de préparation et d'approbation classiques
b.	Programme de travail et du budget annuel en ligne avec les catégories de dépense contenues dans l'Accord de Financement, Annexe 2	F	OUI
c.	Identification des sources de financement et des agences d'exécution pour chaque catégorie dans le PTBA	F	OUI
d.	Identification des liens entre les PTBA et les marchés publics (estimation des coûts et des activités). Vérifier les hypothèses à l'appui des estimations de coûts. Testez les articles de grande valeur	F	Oui, ces liens existent et le suivi du Plan de passation de marchés est en place. Il est constaté le nombre important de marchés à lancer
3. Flux de fonds et modalités de décaissement/retrait			
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources	M	Financements OFID et autres partenaire de plus de 20 millions USD prévus dans Le COSTAB ne sont pas effectifs.
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les contreparties	M	Les RPI sont à jour mais les règlements des TVA aux fournisseurs connaissent des retards.
c.	Efficacité des canaux de financement	M	OUI, on a constaté quelques retards dans la mise en œuvre des procédures du FDA et dans l'acquisition des Kits de démarrage. Les Nouvelles conventions avec FRDA sont en cours d'expérimentation
d.	Gestion des comptes bancaires du projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant – comptes d'ajustement, fonds improductifs	F	
e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés, décaissements	F	
	i) Adéquation du montant de l'allocation autorisée pour assurer l'acheminement correct des fonds.	M	Insuffisance du montant du dépôt initial pour

			financer les activités prévues être prises en charge par le financement Fonds Fiduciaire Espagnol. L'augmentation du dépôt initial est recommandée.
	ii) Adéquation des méthodes de décaissement utilisées.	M	La mise en application du décret N°2015-1457 du MFB fixant les nouvelles modalités d'ouverture, de gestion et de régularisation des opérations sur les comptes de projets/programmes ouvert au niveau de la BCM ainsi que les dispositions transitoires affectaient le flux de fonds. Des efforts sont menés du côté du MFB et du programme pour débloquent la situation.
	iii) Adéquation du support documentaire joint à l'état des dépenses, aux décaissements, remboursements, paiements directs et engagements spéciaux (se reporter à l'Annexe IV et compléter la notation qui découle des constatations).	F	Adéquat
	iv) Préparation en temps opportun et exactitude des demandes de retrait	F	OUI
	v) Autorisation de la préparation de demande de décaissement.	F	
	vi) Situation des dépenses débitées du compte spécial mais pour lesquelles la reconstitution n'a pas encore été demandée (les anciens cas doivent être notés)	F	Les retards ont été généralisés en 2016 et début 2017. Mais, ils ont été régularisés récemment en avril 2017.
	vii) Régularité du ou des comptes spéciaux, suivi et rapprochements mensuels signés par le gestionnaire du projet. Revoir et évaluer les rapprochements.	F	
	viii) Comparer le taux de décaissement par rapport au PTBA et voir s'il est satisfaisant étant donné le temps d'exécution restant. Fournir des observations si nécessaire.	M	25.6% PTBA décaissé (avec engagement) au 30 avril. Des efforts sont à mettre en œuvre comme les activités tardent à se mettre en œuvre. Le ratio coûts d'Operations (Salaires + fonctionnement)/Dépenses totales au stade actuel de l'avancement du projet est actuellement de 15% contre 11% dans le plan de financement de la revue interphase.

	ix) Recouvrement des soldes des comptes spéciaux à la clôture du prêt	N/A	
4. Contrôles internes			
a.	Séparation des tâches - les responsabilités fonctionnelles suivantes sont effectuées par les unités ou les personnes suivantes: (i) l'autorisation d'une transaction (ii) l'exécution d'une transaction (iii) l'enregistrement de la transaction, et (iv) la conservation des actifs impliqués dans la transaction	F	OUI tâches incompatibles bien séparées
b.	La clarté et la pertinence des processus de décision et la séquence des événements pour les fonctions de contrôle de l'exécution des projets doivent être reflétés dans le Manuel de gestion financière (ou l'équivalent)	M	OUI, Néanmoins, il a été noté au cours des missions sur terrain que les règles d'intervention du Programme pour l'appui des groupements ou des bénéficiaires ne sont pas encore précisées, en ce qui concerne le nombre d'appui, le calendrier, et le seuil de ces appuis.
c.	Respect du manuel financier	F	OUI
d.	Efficacité et efficience des contrôles internes à l'égard des sources de financement autres que le FIDA	F	OUI
e.	Adéquation de la gestion des contrats (utilisation du registre des contrats et de la forme de surveillance) et de son enregistrement	F	Registre de contrat conforme au modèle FIDA, suivi sur TOM²PRO
f.	Efficacité et efficience du contrôle interne relatif aux dépenses (cycle complet: engagement, paiement, réception des biens et services, approbation des paiements, classification, etc.)	F	OUI
g.	Pièces probantes confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services	F	OUI
h.	Contrôle physique des liquidités, documents et données. Adéquation des systèmes de classement. La petite caisse fait-elle l'objet de réconciliation mensuelle ainsi que de contrôles inopinés; la garde de la caisse et le contrôle des clés	F	OUI
i.	Adéquation de la gestion physique de l'argent	F	OUI, des dispositifs de sécurité sont en place, utilisation de coffre-fort
j.	Ponctualité des paiements aux fournisseurs et consultants	M	Retard à cause de problème de trésorerie (insuffisance de dépôt initial du financement FFE)
k.	Admissibilité des dépenses par rapport aux accords de prêt	F	
l.	Légalité / éligibilité des avances de fonds du projet et la justification en temps opportun pour leur utilisation	M	
m.	Conformité aux clauses de gestion financière dans les conventions de financement et Lettre à l'Emprunteur	F	OUI
n.	Adéquation de la tenue et mise à jour des registres relatifs aux actifs immobilisés et aux inventaires	F	Inventaire annuel des immobilisations effectué.

o.	Adéquation des contrôles concernant les actifs du projet, y compris: i) le véhicule et la gestion d'autres actifs (les actifs immobilisés sont-ils marqués, y a-t-il un inventaire effectué sur une base régulière?) ii) la gestion du carburant (les conducteurs maintiennent-ils un journal de bord?) iii) Les autorisations de voyage (y compris les per diems versés au personnel)	M	Les véhicules du programme ne sont pas identifiés par des autocollants visibles. La gestion du parc véhicule s'avère être important et réparti au niveau des différents EPIR. Le suivi strict et périodique de leur coût de fonctionnement est primordial.
p.	Adéquation des assurances pour les véhicules et pour les biens	F	Assurance annuelle pour les véhicules
q.	Ateliers : i) Disponibilité de la liste des participants ii) per diems versés aux participants iii) Les reçus pour les dépenses atelier	F	OUI
r.	Pertinence des contrôles et processus d'autorisation pour l'utilisation des fonds (paiements, virements, gestion de trésorerie / bilan de la banque) / et d'autres comptes d'exploitation - non compte spécial	F	OUI
s.	Arrangement avec la banque et contrôles (rapprochement entre les extraits de compte et les états financiers)	F	OUI
t.	Existence d'une unité de support IT en place	F	Un consultant pour la gestion du parc informatique
5. Procédures comptables			
a.	Méthode de comptabilité (caisse, d'exercice) et si les normes comptables sont conformes aux exigences FIDA (par exemple IFRS / IPSAS / caisse IPSAS)	F	Comptabilité d'exercice
b.	Adéquation et fiabilité du système comptable (comptabilité en partie double, logiciel utilisé, les données budgétaires sont-elles entrées dans le système comptable ?, le système comptable peut-il produire régulièrement des rapports financiers automatisés?).	F	Logiciel TOM ² PRO, budget entré dans le système comptable. Le logiciel est paramétré pour faire sortir les états financiers
c.	Tenue des registres (notamment documentation et classement/archivage)	F	OUI
d.	Enregistrement et rapprochement des registres relatifs aux actifs immobilisés (contrôles physiques et sur échantillon)	F	
e.	Adéquation de la documentation et des contrôles des systèmes informatiques, y compris les procédures comptables documentées, la sauvegarde des documents financiers incluant les procédures comptables et l'intégration de l'ensemble des sous-systèmes	F	
f.	Ponctualité de l'enregistrement des opérations, de la régularité de la performance et de l'approbation des rapprochements et contrôle des erreurs d'enregistrement	F	
g.	Adéquation de la comptabilité et de déclaration des contributions des fonds de contrepartie (y compris l'impôt et les exonérations fiscales), ainsi que les contributions des bénéficiaires	F	OUI

6. Rapports financier et suivi			
a.	Exhaustivité, précision, utilité et ponctualité des rapports financiers	F	OUI
b.	Rapports intérimaires de gestion financière et liens avec les REP – ponctualité de la préparation et de la présentation au FIDA	F	Oui, Paramétrage du logiciel à améliorer pour faire sortir automatiquement les états intérimaires
c.	Préparation de rapports indiquant la valeur actuelle du budget vs l'exécution réelle revenus / dépenses et le pourcentage d'exécution du PTBA	F	OUI
d.	Suivi des recommandations fiduciaires contenues dans les précédents aide-mémoire	F	Les recommandations sont suivies d'actions correctives
7. Audit interne			
a.	Existence de dispositions d'audit interne	E	Le contrôleur interne de la CAPFIDA intervient ponctuellement au sein du Programme. Les fonctions d'audit interne du Programme ne sont pas encore effectivement mises en place et ne permettent pas encore de maîtriser les différents risques fiduciaires.
b.	Adéquation des dispositions d'audit interne (organisation, capacités du personnel)	E	
c.	Adéquation de la portée du travail de l'audit interne et qualité des rapports	E	
d.	Évaluation des questions soulevées dans les rapports d'audit	E	
8. Audit externe			
a.	Adéquation de la portée et du mandat	F	Mandat bien clair dans les TDRs
b.	Respect des termes de référence	F	TDR respectés
c.	Ponctualité du rapport d'audit	F	Rapport remis à temps en 2016
d.	Qualité de l'audit	F	Qualité de l'audit acceptable
e.	Mise en œuvre des recommandations d'audit / mise en place d'un plan d'action convenu pour y remédier	M	Les recommandations du dernier audit sont suivies par le programme.

Annexe 3

Résumé et évaluation du risque fiduciaire du projet lors de la supervision²²

Projet : FORMAPROD

Organisme d'exécution: MPAE

	Évaluation du risque E/M/F	Mesure d'atténuation proposée
Risque inhérent		ND
Risques de contrôle		
1. Organisation et personnel	F	Mise à jour du Manuel à effectuer au fur et à mesure des changements
2. Budget	F	
3. Flux de fonds et modalités de décaissement	M	Fluidité des traitements des DRFs à assurer, suivi rapproché des retards. Augmentation du dépôt initial du FFE
4. Contrôles internes	F	Précisions sur le nombre , le calendrier et le seuil des appuis aux microprojets.
5. Systèmes, stratégies, procédures comptables	F	
6. Rapports et suivi	F	
7. Audit interne	E	Réaliser les audits internes
8. Audit externe	F	
Risque fiduciaire global du projet	M	
E=Élevé, M=Moyen, F=Faible		

²² Ceci est un résumé des constatations énumérées dans l'Annexe II 'Evaluation de la gestion financière lors de la supervision –Questionnaire d'orientation'. Il doit être complété par le Responsable financier.

Commentaires:

Le temps pris pour la mise en œuvre du nouveau dispositif organisationnel du programme pourrait affecter la réalisation des activités.

Le niveau du dépôt initial du financement FFE est insuffisant pour répondre au besoin de fonds des activités affectés à ce financement après revue interphase.

Les dispositions prises après le rencontre entre le MPAE et le MFB est un bon départ pour débloquent les problèmes relatifs à la mise en application du décret N°2015-1457 qui influençait momentanément le décaissement du programme.

Il faut réaliser au moins une mission d'audit interne dans tous les projets/programmes du FIDA, de spécifier la portée de l'audit et d'élaborer des rapports d'audit interne à l'issue de chaque intervention. Ces interventions d'audit interne doivent répondre aux normes internationales en la matière.

Annexe 4: Aspects fiduciaires

1. Tableau d'exécution du PTBA au 30 avril 2017

Composante	CONSOLIDEE				
	PTBA 2017	Décaissement	% Décaissement	Engagement	% avec Engagement
Composante I - Appui à la mise en place du système national FAR					
SC-11: Appui à la mise en œuvre de la SNFAR/ CNFAR	220,33	25,49	11,6%	13,46	17,7%
SC-12: Amélioration des dispositifs de FAR	217,00	18,13	8,4%	17,97	16,6%
SC-13: Financement des systèmes de FAR	21,67	0,08	0,4%	6,15	28,8%
SC-14: Pilotage et Suivi évaluation, communication et gestion des savoirs	1 113,25	278,73	25,0%	117,66	35,6%
Total Composante I	1 572,25	322,43	20,5%	155,25	30,4%
Composante II - Opérationnalisation régionale du système FAR					
SC-21: Management des dispositifs FAR au niveau régional	349,1	37,6	10,8%	51,5	25,5%
SC-22: Formation des jeunes ruraux	2 344,9	275,3	11,7%	118,9	16,8%
SC-23: Formation des techniciens agricoles et animateurs ruraux	411,4	51,9	12,6%	70,2	29,7%
SC-24: Projets professionnels des jeunes formés	1 581,5	233,6	14,8%	351,1	37,0%
Total Composante II	4 686,77	598,42	12,8%	591,86	25,4%
Composante III - Promotion des pôles de développement agricole					
SC-31: Appui à l'amélioration de la productivité agricole	1 246,1	147,4	11,8%	110,2	20,7%
SC-32: Appui à l'accès aux services commerciaux et financiers	211,8	8,9	4,2%	58,6	31,8%
SC-33: Investissements productifs structurant dans les pôles agricoles	122,9	9,7	7,9%	6,1	12,9%
Total Composante III	1 580,83	165,93	10,5%	174,88	21,6%
TOTAL GENERAL	7 839,86	1 086,79	13,9%	921,99	25,6%

2. Etats de Justification du compte désigné du prêt FIDA :

Rubriques	Montant en USD
Montant Dépôt initial	2 000 000,00
Solde du Compte Spécial au 30/04/17	124 378,15
Solde du Compte en USD 23 420,23	
Solde des comptes d'opérations	
UCN (47 128 283,49 / 3 147,94)	14 971,15
EPiR AA (14 101 310,83/ 3 147,94)	4 479,54
EPiR AHIV (150 679 599,01/3 147,94)	47 866,10
EPiR MM (2 892 086,20/ 3 147,94)	918,72
EPiR AI (102 975 246,81/3 208,29)	32 096,61
Solde Caisse EPiRs	
UCN/ SE CNFAR [(33 900 +30 800)]/ 3 147,94	20,55
EPiR MM (17 000 / 3 147,94)	5,40
EPiR AHIV (205 600+43 700/ 3 147,94)	79,19
EPiR AA (122 400 /3 087,00)	396,50
EPiR AI (398300/ 3 208,29	124,15
DRF en cours de traitement N° 31CS	820 548,25
DRF non encore crédités N°30 CS	1 087 670,07
Préfinancements reçus sur Fonds Prêt FFE pour EPiR AA et MM	(31 297,04)
Intérêts créditeurs	(1 299,42)
Total	2 000 000,00
Ecart à justifier	0,00

3. Etats de Justification du compte désigné du Don FIDA :

Rubriques	Montant en USD
Montant Dépôt initial	300 000,00
Solde du Compte Spécial au 30/04/17	104 603,53
Solde du Compte en USD 56 654,26	
Solde des comptes d'opérations	
UCN (30 515 786,23/3 193,78)	9 554,76
EPiR AA (372 789,80/3 187,45)	116,96
EPiR MM (36 369 976,60 /3 190,79)	11 398,42
EPiR AHIV (39 806 929,00/3 193,78)	12 463,89
EPiR AI (47 786 518,84/3 315)	14 415,24
DRF en cours de traitement N°07 CS	195 396,47
DRF non encore crédité	
Différence de conversion	
Total	300 000,00
Ecart à justifier	0,00

4. Etats de Justification du compte désigné du Fonds Fiduciaire Espagnol :

Rubriques	Montant en EUROS
Montant Dépôt initial	600 000,00
Solde du Compte Spécial au 30/04/17	324 126,87
Solde du Compte en EURO* 302 170,61	
Solde des comptes d'opérations	
UCN (4 557 762,41/ 3 258,66) 1 398,66	
EPiR AA (2 765 015,96 / 3 258,66) 848,51	
EPiR MM (21 160 176,02/3 258,66) 6 493,52	
EPiR AHIV (36 876 228,00/3 258,66) 11 316,38	
EPiR AI (5 784 796,92/3 258,66) 1 775,21	
Solde Caisse EPIR	
EPiR MM (404 000/ 3 258,66) 123,98	
DRF en cours de traitement N°14 CS	248 915,92
DRF non encore créditées	-
Non encore sollicitées pour DRF	-
Préfinancements accordés au Prêt FIDA - EPIR AA et MM	27 809,68
Intérêts créditeurs	(852,47)
Total	600 000,00
Ecart à justifier	0,00

* Y compris les virements en cours non encore positionnés aux comptes des EPIRs

1. Registre des DRF payées au 28 février 2017 sur le prêt FIDA n° 2000001263 MG,

PRÊT FIDA N°874-MG

a) DRF et DPD payées au 30/04/2017

N° DRF/DPD	Date d'envoi	Monnaie	Montant	Date de Valeur	Montant en DTS	Taux de Change \$/DTS	Equivalent \$US					Total
							Cat.I 121517	Cat.II 121518	Cat.III 121519	Cat.IV 121520	Cat.V 121521	
01CS	18-juin-13	USD	1 000 000,00	5-juil.-13	667 164,80	1,498900						1 000 000,00
02CS	9-oct.-13	JPY	16 765 634,00	7-nov.-13	112 569,85	1,532400		172503,16				172 503,16
03CS	3-janv.-14	USD	99 912,94	29-janv.-14	64 953,61	1,538200		5195,05	48 762,94		45 954,95	99 912,94
04CS	18-mars-14	USD	336 427,35	4-avr.-14	218 055,77	1,542800		51 353,00	210 993,57		74 080,78	336 427,35
05CS	25-juil.-14	USD	326 676,70	25-août-14	214 687,25	1,521600		42193,23	178 542,29		105 941,18	326 676,70
06CS	8-août-14	USD	75 000,00	4-sept.-14	49 562,86	1,513200			75 000,00			75 000,00
07CS	29-août-14	USD	190 235,00	17-sept.-14	126 671,33	1,501800			190 235,00			190 235,00
08CS	29-août-14	USD	376 153,38	22-sept.-14	251 321,83	1,496700	8 741,01	85 918,96	190 027,24		91 466,17	376 153,38
09CS	19-sept.-14	JPY	10 741 179,00	7-oct.-14	67 712,83	1,482400		100 375,47				100 375,47
10CS	19-sept.-14	USD	99 425,76	3-oct.-14	67 035,08	1,483200		99 425,76				99 425,76
11CS	28-oct.-14	USD	410 834,77	19-nov.-14	280 043,33	1,467000	24 028,95	77 036,45	181 108,96		128 660,41	410 834,77
12CS	18-nov.-14	USD	317 121,20	11-déc.-14	216 680,92	1,463500	30 662,50	94 045,28	107 839,76	0,00	84 573,66	317 121,20
13CS	4-févr.-15	USD	600 000,00	27-févr.-15	426 321,06	1,407400				600 000,00		600 000,00
14CS	9-févr.-15	USD	307 025,91	5-mars-15	219 726,41	1,397300	2 629,75	71 539,02	157 527,11	2 427,95	72 902,08	307 025,91
15CS	10-mars-15	USD	334 084,73	2-avr.-15	241 582,71	1,382900	8 131,47	85 299,39	158 474,26	5 955,31	76 224,30	334 084,73
16CS	30-avr.-15	EURO	101 430,00	21-mai-15	80 290,35	1,263300			112 921,95			112 921,95
17CS	27-mai-15	USD	448 472,27	25-juin-15	318 990,74	1,405900	2 414,03	96 762,92	213 115,95	20 557,14	115 622,23	448 472,27
18CS	23-juin-15	USD	353 726,42	14-juil.-15	253 178,94	1,397100		92 936,59	153 586,68	9 892,25	97 310,90	353 726,42
19CS	25-août-15	USD	532 054,05	11-sept.-15	377 839,04	1,408200		115 953,35	248 577,46	40 519,74	127 003,50	532 054,05
20CS	23-nov.-15	USD	317 941,13	23-nov.-15	231 135,78	1,375600		52 794,32	162 529,99	8 122,70	94 494,22	317 941,23
21CS	11-déc.-15	USD	315 703,13	20-janv.-16	228 363,30	1,382500	49,12	50 580,42	176 457,09	19 982,72	68 633,78	315 703,13

N° DRF/DPD	Date d'envoi	Monnaie	Montant	Date de Valeur	Montant en DTS	Taux de Change \$/DTS	Equivalent \$US					
							Cat.I 121517	Cat.II 121518	Cat.III 121519	Cat.IV 121520	Cat.V 121521	Total
22CS	16-févr.-16	USD	368 970,48	10-mars-16	265 746,55	1,388400	6 119,43	90 539,12	149 229,05	55 348,84	67 734,04	368 970,48
23CS	3-mars-16	USD	334 473,18	24-mars-16	239 626,58	1,395800	353,15	95 196,85	140 028,10	47 866,42	51 028,66	334 473,18
24CS	9-juin-16	USD	325 980,15	1-juil.-16	233 516,83	1,396000	18 376,41	53 643,18	98 268,77	44 602,19	111 089,60	325 980,15
25CS	1-août-16	USD	484 466,62	18-août-16	344 681,17	1,405500	3 660,95	98 171,00	244 794,05	25 775,19	112 065,43	484 466,62
26CS	6-oct.-16	USD	302 713,00	8-nov.-16	219 451,07	1,379400	0,00	15 618,02	185 270,48	16 252,54	85 571,96	302 713,00
27CS*	6-oct.-16	USD	1 000 000,00	8-nov.-16	724 947,62	1,379400						1 000 000,00
28CS	9-déc.-16	USD	405 123,40	3-janv.-17	303 099,96	1,336600	6 195,13	23 818,75	242 161,23	12 898,37	120 049,92	405 123,40
29CS	1-mars-17	USD	432 974,19	3-avr.-17	319 114,23	1,356800	4 566,46	55 389,90	251 681,66	27 215,47	94 120,70	432 974,19

* Augmentation dépôt initial

b) DRF et DPD en attente de paiement au 30/04/2017

N° DRF/DPD	Date d'envoi	Monnaie	Montant	Date de Valeur	Montant en DTS	Taux de Change \$/DTS	Equivalent \$US					
							Cat.I 121517	Cat.II 121518	Cat.III 121519	Cat.IV 121520	Cat.V 121521	Total
30CS	13-avr.-17	USD	1 087 670,07									

DON FIDA N°1382-MG

a) DRF et DPD payées au 30/04/2017

N° DRF/DPD	Date d'envoi	Monnaie	Montant	Date de Valeur	Montant en DTS	Taux de Change \$/DTS	Equivalent \$US	
							Cat.III 121523	Total
01CS	8-juil.-13	USD	300 000,00	19-juil.-13	199 400,16	1,504500		300 000,00
02CS	2-déc.-14	USD	64 673,37	22-déc.-14	44 512,68	1,452900	64 673,37	64 673,37
03CS	29-mai-15	USD	109 409,69	24-juin-15	77 795,25	1,406400	109 409,69	109 409,69
04CS	19-nov.-15	USD	126 732,34	7-déc.-15	91 676,26	1,382400	126 732,34	126 732,34
05CS	16-juin-16	USD	100 297,84	18-juil.-16	72 217,51	1,388800	100 297,84	100 297,84
06CS	15-nov.-16	USD	82 353,08	28-nov.-16	60 922,41	1,351800	82 353,08	82 353,08

PRÊT FONDS FIDUCIAIRES ESPAGNOL N°L-E-12-MG

a) DRF et DPD payées au 30/04/2017

N° DRF/DPD	Date d'envoi	Monnaie	Montant	Date de Valeur	Montant en EURO	Taux de Change EURO/DTS	Equivalent EUROS		
							Cat.II 121525	Cat.III 121526	Total
01CS	18-juin-13	EURO	600 000,00	5-juil.-13	600 000,00	1,295900			600 000,00
02CS	9-oct.-13	JPY	16 765 635,00	9-nov.-13	126 384,62	1,343100	126 384,62		126 384,62
03CS	14-juil.-14	EURO	150 757,45	21-août-14	150 757,45	1,328200	37 228,88	113 528,57	150 757,45
04CS	18-mars-15	EURO	283 747,52	16-avr.-15	283 747,52	1,071100	120 081,27	163 666,25	283 747,52
05CS	15-sept.-15	USD	476 096,60	2-nov.-15	434 394,71	1,096000		476 096,60	476 096,60

N° DRF/DPD	Date d'envoi	Monnaie	Montant	Date de Valeur	Montant en EURO	Taux de Change EURO/DTS	Equivalent EUROS		
							Cat.II 121525	Cat.III 121526	Total
06CS	29-sept.-15	EURO	254 908,66	6-nov.-15	254 908,66	1,086400	118 556,40	136 352,26	254 908,66
07CS	28-janv.-16	EURO	176 808,16	18-févr.-16	176 808,16	1,108400	81 131,83	95 676,33	176 808,16
08CS	24-mars-16	EURO	298 795,99	5-avr.-16	298 795,99	1,136700	157 200,53	141 595,46	298 795,99
09DPD	24-mai-16	USD	204 041,40	10-juin-16	182 001,07	1,121100		182 001,07	182 001,07
10CS	25-août-16	EURO	159 414,79	16-sept.-16	159 414,79	1,122600	52 601,31	106 813,48	159 414,79
11CS	10-nov.-16	EURO	230 854,72	28-nov.-16	230 854,72	1,058800	76 947,41	153 907,31	230 854,72
12CS	22-déc.-16	EURO	232 492,14	17-janv.-17	232 492,14	1,068400	126 325,20	106 166,94	232 492,14
13CS	31-mars-17	EURO	300 915,57	21-avr.-17	300 915,57	1,069800	184 191,63	116 723,94	300 915,57

5. Situation de la passation de marchés au 30 Avril 2017

2017 - Le Plan de passation de marché 2017 se résume comme suit :

Nombre total des marchés est de 575 dont :

- Fournitures: 199
- Prestations intellectuelles : 348
- Services: 5
- Travaux: 23

Pour un montant de 16.148.860.000 Ar

Réalisation 2017:

Nombre de marchés engagés : 114 pour un montant de 2.022.797.804 Ar

Marchés engagés:

- Fournitures: 8
- Services: 0
- Prestations intellectuelles : 103
- Travaux: 3

Marchés en cours:

- Fournitures: 25
- Services: 0
- Prestations intellectuelles : 25
- Travaux: 02

Marchés annulés:

- Fournitures: 0
- Service: 0
- Prestations intellectuelles : 0
- Travaux: 0

Marchés non entamés:

- Fournitures: 166
- Services: 05
- Prestations intellectuelles: 220
- Travaux: 18

Désignation	Engagés	En cours	Annulés	Non entamés	total
Nombre	114	52	0	409	575
pourcentage	19,83	9,04	0	71,13	100,00

Principaux constats:

- 19,83% des activités ont été engagées au 30 Avril 2017 et 9,04% des marchés ont été en cours d'attribution;
- 71,13% des activités ne sont pas entamées en date du 30 Avril 2017.

6. Suivi des recommandations émises dans le rapport d'audit 2015

Faiblesses relevées au titre de l'exercice précédent (2014) et rappel des recommandations	Actions de progrès constatées / Statuts de la recommandation	Commentaires du Projet	Situation actuelle
<p>1.1 FONCTIONNEMENT GENERAL DU PROGRAMME</p> <p>L'organigramme du Programme consigné dans le manuel de procédures s'appuie sur un dispositif régional, en veillant à la complémentarité avec les autres projets FIDA; ainsi, le coordonnateur (UL) du Programme n'est pas en position hiérarchique par rapport aux coordonnateurs des EPR's; le risque est que les EPR's ne s'approprient l'unicité de vue des objectifs du Programme.</p> <p>Nous avons recommandé au Programme de procéder à la revue de l'organigramme reflétant une unicité de vues pour la réalisation des objectifs du Programme avec des descriptions de poste bien claires (mission, objectifs, résultats attendus, finalité, critères de performance, attributions, etc.).</p> <p>Action de progrès constatées (2014 - 2015)</p> <p>L'organigramme de FORMAPROD a été revu courant juillet 2014, FIDA ayant donné son avis de non objection dans le rapport de mission de juillet 2014. Néanmoins, pour certains postes au niveau des EPR, un cumul de fonctions a été constaté pour ce qui concerne la passation de marchés, cumulée avec une autre fonction comptable ou technique. Pour le cas de l'EPR AM, la fonction de passation de marchés était assurée par le Chargé de l'Administration et de la Finance (CAF); le Chargé d'Infrastructures et de passation de marchés (CIPM) n'a été recruté et opérationnel que le 22 Septembre 2014.</p>	<p><i>Pour ce qui concerne l'organigramme et le fonctionnement général du Programme dans son ensemble, nous prenons bonne note de l'actuel projet de réorganisation structurelle du Programme adopté à l'issue de la mission du bailleur FIDA ("revue interphase") réalisée au cours du premier semestre 2016. Ainsi, la revue du nouvel organigramme, notamment pour ce qui concerne la restructuration au niveau régional, sera appréciée lors du prochain audit et le statuts de notre précédente recommandation sera révisé en conséquence.</i></p> <p><i>Pour ce qui concerne l'EPR AM, notre recommandation précédente est levée.</i></p>	<p><i>Le nouvel organigramme sera applicable après l'approbation par le FIDA de la requête en cours relative à la deuxième Amendement de l'Accord de financement.</i></p>	<p>La mise en place de la nouvelle structure commence au début janvier 2017 après notification du Coordonnateur National et actuellement trois Coordonnateurs régionaux ont déjà effectué la passation de service avec les Assistants Techniques Régionaux (ATR), il reste la passation pour l'EPIR Analamanga Itasy, en attente du recrutement de l'ATR.</p>
<p>1.2 Achats – Demande de cotation</p> <p>Des incohérences sont constatées concernant les dates des pièces justificatives de l'achat d'un ordinateur portable HP au montant de 3 280 000 Ar (EPR AMM).</p> <p>Les demandes de factures proforma relatives à l'achat de consommables informatiques (toner, CD, flash disk, disque dur externe) au montant de 1 770 000 Ar, ne sont pas datées. Par ailleurs, aucune comparaison de prix n'est effectuée auprès des fournisseurs locaux (Ambositra); en effet, les fournisseurs consultés sont: OFFICE STORE à Andravoahangy, CBL à</p>	<p><i>Pour le cas de l'EPR Analamanga, des incohérences de date ont été constatées: pour l'achat d'intrants auprès du fournisseur SOAHAVANA relativement à la facture FA 005/2015-SH datée du 03/11/15, BC daté du 26/10/15, BL en date du 03/11/15 alors que la facture pro</i></p>	<p><i>Des mesures adéquates ont été déjà prises: un spécialiste en passation de marchés a été recruté au niveau de l'EPR AMM depuis le 22 septembre 2014 et au niveau de l'EPR Analamanga depuis le 01 Avril 2016.</i></p> <p><i>Pour rassurer le respect des procédures, au niveau de l'EPR AMM, toutes les opérations</i></p>	<p><i>Pour l'EPIR Analamanga, une assistante en passation des marchés a été recrutée depuis le mois d'Avril 2016. La vérification des pièces justificatives a été renforcée dans toutes les étapes du processus.</i></p> <p><i>Pour l'EPIR MM, la vérification des</i></p>

Faiblesses relevées au titre de l'exercice précédent (2014) et rappel des recommandations	Actions de progrès constatées / Statuts de la recommandation	Commentaires du Projet	Situation actuelle
<p>Analakely, MicroMania à Antanimena (EPR AMM). Nous avons recommandé la vigilance, voire le respect des règles en matière d'acquisition / passation de marchés.</p>	<p>forma est datée postérieurement au BL soit le 15/12/15.</p> <p>Au niveau de l'EPIR Melaky Menabe nous avons relevé une incohérence entre la date de la facture pro forma et la date de la comparaison de prix : en effet la date de la facture pro forma de SOMECA (16/12/2015) est postérieure à celle de la comparaison de prix (15/12/2015) pour l'acquisition de Kit solaire destiné CECAM pour un montant total de 43 777 291,20Ar.</p>	<p>d'achats sont confiées au Chargé de Passation de Marchés.</p> <p>Pour l'EPIR MM, FORMAPROD et AD2M ont conduit parallèlement des procédures d'acquisition de kits solaires, respectivement pour 2 caisses à Maintirano et 3 autres à Antsalova. Aussitôt après réception en date du 14 décembre 2015 de la facture proforma émanant de SOMECA, il a été demandé à ce dernier qui a présenté un seul devis pour l'ensemble des 5 sites de le séparer. En même temps, les trois propositions reçues ont été analysées et le PV de comparaison ébauché. La petite incohérence de dates s'agit d'une pure et simple omission de mise à jour de la date du projet de PV de comparaison avant son impression et signature, à la réception au 16 décembre des factures proforma séparées de SOMECA.</p>	<p>pièces justificatives et des procédures a été renforcée notamment pour les acquisitions effectuées à Antananarivo. Et un Consultant d'appui est prévu recruté au niveau de l'EPIR MM au cours du deuxième trimestre 2017.</p>
<p>1.3 ASSURANCES: COUVERTURE DES BIENS</p> <p>Les biens détenus au niveau des EPR ne font pas encore l'objet de couverture contre les risques matériels (incendie) ou contre le vol (cas de l'effraction à Analamanga). Nous avons recommandé au Programme de budgétiser annuellement des polices d'assurances adaptées à chaque EPR.</p>	<p>Compte tenu des événements survenus au niveau d'une EPR (vols de matériels à deux reprises), nous préconisons une revue budgétaire dans le cadre de la phase II du Programme, afin d'atténuer le risque matériel et financier au niveau de chaque EPIR.</p>	<p>Une prospection auprès d'une Compagnie d'assurance a été déjà effectuée mais compte tenu du ratio actuel fonctionnement par rapport à l'investissement du Programme, l'offre reste en cours d'analyse au niveau de chaque EPR. Une autre analyse sera effectuée seulement pour les matériels portables et ayant de risques élevés.</p> <p>Pour EPR Analamanga, le taux du fonctionnement est à 11% du PTBA, une note de service qui oblige les détenteurs à remplacer les matériels perdus ou détériorés, a été établie. (Note N°002/15).</p>	<p>Compte tenu du ratio actuel fonctionnement sur investissement au niveau du Programme. La plupart des entités mettent en vigueur une Note de service sur le remplacement par le détenteur des matériels perdus ou détériorés. Le cas pratique a été enregistré au niveau de l'EPIR Analamanga. Sinon, le coût de l'assurance reste en cours d'études pour certains matériels à haut risque.</p>

Constats	Entité concernée	Recommandations	Commentaires du Projet	Situation actuelle
1.4 TRAITEMENT DES OPERATIONS COMPTABLES D'une EPR à une autre, le traitement comptable des salaires des CIP n'est pas uniforme : comptabilisation en charges ou au poste des Réalisations de l'Actif.	Toutes (UL / EPR)	Nous recommandons au Programme de procéder à une révision du guide comptable annoté en apportant plus de précisions au niveau des schémas comptables.	Un programme de mis à jour du Manuel est envisagé après la Revue interphase.	Un contrat de mise à jour du Manuel des procédures a été signé le 18 janvier 2017.
1.5 COMPTABILISATION DES CONTRATS L'Unité de Liaison comptabilise les Réalisations et Charges sur la base du contrat signé (totalité du montant contractuel). A titre d'exemples : <ul style="list-style-type: none"> UL La prise en charge du protocole d'accord relatif à l'appui à FARMADA à soutenir la mise en œuvre de la SNFAR, signé le 01/05/15 au montant total de 123 730 000 Ar pour une durée de 11 mois, est constatée en totalité le 01/05/2015 date de signature du protocole d'accord alors que sa mise en œuvre s'étale jusqu'en mars 2016 (Référence pièces justificatives : CV020/15 et 0360/0515) UL La prise en charge de la mise en œuvre des observatoires ruraux dans les pôles de développement du FORMAPROD par PADR pour une durée de 12 mois, au montant de 135 000 000 Ar a été constatée en totalité à la date de signature du contrat, le 20/03/2015 alors que sa mise en œuvre s'étale jusqu'en mars 2016 (Convention de financement n° 008/2015/MinAgri/SG/FORMAPROD/UL de PADR au montant de 135 000 000 Ar; référence pièces justificatives: CV00815) CONVENTION N°024-PI/2015/MINAGRI/FORMAPROD/UL, Contrat de 	U.L.	Nous recommandons au Programme de veiller aux principes comptables fondamentaux, notamment en ce qui concerne la séparation des exercices (rattachement comptable des dépenses engagées à la période concernée). De ce fait, la disponibilité des rapports technico - financiers est primordiale à chaque arrêté de comptes, afin de valoriser de manière rationnelle et précise le montant rattaché à chaque période: exercice sous revue et exercice suivant.	Le principe de rattachement des dépenses engagées à la période concernée a été adopté pour la plupart des contrats au sein du Programme. A partir de 2016, la vérification sera plus rigoureuse et exhaustive. Le système de suivi des rapports technico-financiers sera renforcé en collaboration avec l'équipe de Suivi Evaluation. L'obligation de présenter des rapports arrêtés au 31 décembre sera insérée et insistée dans les clauses des contrats indépendamment des autres livrables.	En vertu du principe de séparation de l'exercice, les enregistrements de la prise en charge des opérations au niveau UCN, ont été basés sur les réalisations/ rapports techniques et financiers. Le système de suivi des rapports est renforcé en collaboration avec l'équipe technique et de suivi évaluation au niveau UCN. L'obligation de remise de rapport au 31 décembre a été insérée dans les contrats qui se chevauchent sur deux exercices.

Constats	Entité concernée	Recommandations	Commentaires du Projet	Situation actuelle
<p>consultance passé entre FORMAPROD et RAKOTOMAMPIONONA Ny Ando. Le contrat est conclu pour une période de 6 mois à compter du 05 octobre 2015 au 05 avril 2016. Le montant total de la prestation s'élève à 7 200 000,00 MGA. Une facturation mensuelle est prévue pour ce contrat.</p> <p>- CONVENTION N°026-PI/2015/MINAGRI/FORMAPROD/UL, Contrat de consultance passé entre FORMAPROD et RAFANOMEZANTSOA Salohy. Le contrat est conclu pour une période de 6 mois à compter du 19 octobre 2015 au 19 avril 2016. Le montant total de la prestation s'élève à 7 200 000,00 MGA. Une facturation mensuelle est prévue pour ce contrat.</p> <p>- La prise en charge de l'appui par l'UNESCO, aux fonctionnements des structures de formation choisies devant assurer l'encadrement et la formation professionnelle des jeunes ruraux déscolarisés des régions Amoron'i Mania, Atsinanana, Analanjirofo et Menabe, au montant total de 476 096,6 USD (70% du montant du contrat), suivant le protocole d'accord n°15/15/MinAgri/SG/FORMAPROD, a été constatée le 31/12/2015. Pourtant, le 1er rapport technique intermédiaire a été établi en février 2016.</p>				

7. Sondage des ECD revus au cours de la mission

CAT	DRF N°	N° de l'élément	Descriptions	Nom du bénéficiaire, contractant, fournisseurs et prestataires	Dépenses au cours de la période considérée MGA	Payable par FIDA MGA	Date du paiement effectué	Montant Equivalent en \$	1	2	3	4	5
I	29CS	1	Travaux de réhabilitation du bureau de FORMAPROD EPIR Amoron'i Mania	Entreprise RAKINGASIKA RA	12 154 657	12 154 657	26/09/2016	3 934,63	✓	✓	✓	✓	✓
I	29CS	4	Construction Centre de Formation CAFPA Maintirano, frais d'installation électrique CAFPA Maintirano	AMBININTSOA Tiana	1 872 450	1 872 450	31/10/2016	616,68	✓	✓	✓	✓	✓
I	30CS	1	Travaux de réhabilitation de l'Ecole forestière Angavokely	Réalisation/ BE ROVA	20 008 250,00	20 008 250	22/12/2016	6 026,58	✓	✓	✓	✓	
I	30CS	9	Travaux d'extension du Bureau FORMAPROD EPR AMM, attachement N°03	Entreprise RAKINGASIKA RA	13 496 775,92	13 496 776	09/12/2016	4 143,93	✓	✓	✓	✓	✓
I	30CS	19	Travaux de réhabilitation du bureau EPIR AA	Entreprise RAHARISOA	64 090 485,55	64 090 486	07/12/2016	19 275,33	✓	✓	✓	✓	✓
I	30CS	75	Travaux de construction CAFPA Maintirano, achat briques semi-réfractaire pour réhabilitation bâtiment	MAURICE SARL	194 400,00	194 400	25/11/2016	62,12	✓	✓	✓	✓	✓
II	29CS	16	Acquisition des kits pour microprojet coup de pouce pour les EAF district d'Anjozorobe - Lot2- Alimentation	Etablissement SONNY	42 458 000	42 458 000	14/10/2016	13 932,99	✓	✓	✓	✓	✓
II	29CS	18	Reparation hangar de collecte à Sahavalaina, Commune d'Ambinaninony, Facture N°01/16	Entreprise AGCA	2 371 280	2 371 280	06/09/2016	781,73	✓	✓	✓	✓	✓
II	30CS	138	Acquisition des matériels informatiques et didactiques pour les CEFAR Amoron'i Mania	FOMENDRAZ A Haingo Elisette	21 505 000,00	21 505 000	09/12/2016	6 602,70	✓	✓	✓	✓	✓
II	30CS	151	Mise en œuvre de micro-projets coup de pouce , achat jeunes plants girofle, poivre, corrossol, litchi, OP TSIMIVAHA	KAMISY Armand	2 775 000,00	2 775 000	14/11/2016	852,01	✓	✓	✓	✓	✓

CAT	DRF N°	N° de l'élément	Descriptions	Nom du bénéficiaire, contractant, fournisseurs et prestataires	Dépenses au cours de la période considérée MGA	Payable par FIDA MGA	Date du paiement effectué	Montant Equivalent en \$	1	2	3	4	5
II	30CS	252	Acquisition de semences et arrosoirs pour EPP, dans la cadre de la FAR en milieu scolaire	MADASSEED S	12 783 700,00	12 783 700	25/11/2016	3 850,51	✓	✓	✓	✓	✓
II	30CS	259	Achat de mobiliers de bureau pour CAFPA Maintirano	TANA MEUBLES	8 720 000,00	8 720 000	30/11/2016	2 626,51	✓	✓	✓	✓	✓
II	29CS	19	Mise en œuvre de projets productifs à coûts partagés (PPP), évaluation des microprojets et CEP gingembre, curcuma, indemnité CCAP, ACAP et chauffeur du 16 au 19/08/16	Equipe EPIR AA	465 000	465 000	07/09/2016	153,29	✓	✓	✓	✓	✓
III	29CS	710	Alphabétisation fonctionnelle, achat de ferodo et kits chaîne complet pour motos des Alphabétiseurs Villageois	Petit Coin	140 000	140 000	27/09/2016	46,15	✓	✓	✓	✓	✓
III	29CS	712	Alphabétisation fonctionnelle, carburant voiture pour déplacement du superviseur de la campagne à Maintirano	RAVOLOLONI ARINA Marie Colette	80 000	80 000	29/09/2016	26,37	✓	✓	✓	✓	✓
III	29CS	55	Diagnostic socio-économique territorial avec focus, billet Wybrecht Bertrand du 22-23/11/15	HFF	4 986 200	4 986 200	06/09/2016	1 648,77	✓	✓	✓	✓	✓
III	29CS	64	Prestation sur l'assistance en passation de marché de l'UCN et finances publiques, honoraire mois d'Août 2016	RAKOTOMAM PIONONA Ny Ando	1 200 000	1 200 000	09/09/2016	396,80	✓	✓	✓	✓	✓
III	29CS	112	Réunion de préparation PTBA 2017 équipe SE/CNFAR, dépenses de pause café	Tranombarotra Lovasoa	53 700	53 700	10/10/2016	17,19	✓	✓	✓	✓	✓
III	29CS	377	Apprentissage en formation duale, 100% sur frais de dotation matériels et 70% sur allocation des jeunes à un tuteur pour la formation en poulet gasy amélioré CR Ambodifotatra	BAKOIZE Emile	1 077 000	1 077 000	07/09/2016	355,05	✓	✓	✓	✓	✓
III	30CS	537	Formation des 30 jeunes en porciculture, 40% première tranche rapport de démarrage	CAFPA Mahitsy	7 473 000,00	7 473 000	14/11/2016	2 321,74	✓	✓	✓	✓	✓
III	30CS	698	Appui à l'amélioration de la productivité agricole CR Ambodiriana mois de septembre 2016	MENA Adrien Clovis	800 000,00	800 000	10/11/2016	245,62	✓	✓	✓	✓	✓

CAT	DRF N°	N° de l'élément	Descriptions	Nom du bénéficiaire, contractant, fournisseurs et prestataires	Dépenses au cours de la période considérée MGA	Payable par FIDA MGA	Date du paiement effectué	Montant Equivalent en \$	1	2	3	4	5
IV	29CS	715	Implantation et développement de services de micro finances dans la Région de Melaky, subvention au fonctionnement CECAM	UNICECAM	62 492 196	62 492 196	09/09/2016	20 581,42	✓	✓	✓	✓	✓
IV	30CS	1171	Fonds d'appui pour réhabilitation des CEFAR, étude, contrôle et surveillance des centres et établissements de formation agricole	BE HERILALA	1 734 000,00	1 734 000	17/11/2016	532,39	✓	✓	✓	✓	✓
IV	30CS	1173	Fonds d'appui pour réhabilitation des CEFAR, étude, contrôle et surveillance des centres et établissements de formation agricole	BE HERILALA	192 666,67	192 667	07/12/2016	57,94	✓	✓	✓	✓	✓
V	30CS	1385	Achat toner pour imprimante et photocopieuse EPIR Analamanga	ONE N'SIX SARL	4 216 000,00	4 216 000	26/12/2016	1 263,30	✓	✓	✓	✓	✓
V	30CS	1568	Indemnité de mission de l'AADM et chauffeur à Foulpointe du 08/09/16	FENOSOA M.Lucette, R.Johnson	60 000,00	60 000	09/12/2016	18,05	✓	✓	✓	✓	✓

Vérification que les dépenses sont :

✓: vérifiée

- 1 éligibles, respectent les pourcentages et payées sur des pièces originales
- 2 correctement enregistrées
- 3 autorisées par un responsable habilité
- 4 réellement effectuées
- 5 effectuées sur la base de pièces justificatives et des procédures

Annexe 5: Programme de la mission de supervision

Date	Lieu	Thèmes traités	Personnes rencontrées
2 mai 2017	Bureau du FIDA Antananarivo	Aperçu global sur le Programme FORMAPROD	Coordonnateur National (CN)
3 mai 2017	Bureau de l'UCN / FORMAPROD	Présentation de l'avancement technique et financier, de la situation de l'exécution des recommandations de la mission de revue Séances de travail en groupe par composante et par thème (fiduciaire, Suivi-évaluation)	Toute l'équipe FORMAPROD (UCN et représentants des EPIR) et les autres entités de mise en œuvre (DFAR et SECNFAR) ainsi que les représentants des Ministères participant à la mission
4 mai 2017	Toamasina	Présentation de la réalisation de l'EPIR-AA et discussion Rencontre avec les partenaires de mise en œuvre Rencontre avec les bénéficiaires à la manifestation « vitrine économique »	Toute l'équipe EPIR-AA CRFAR Atsinanana, quelques centres de formation, PROSPERER, FDA Régional Quelques jeunes et EAF bénéficiaires ainsi que quelques formateurs
	Antananarivo (Dr A. BOUTNA)	Mise au point sur l'aspect suivi-évaluation du Programme	RSE UCN/FORMAPROD
5 mai 2017	Toamasina District Brickaville (Maromamy) et District Toamasina II (Tanadava)	Rencontre avec les bénéficiaires à Maromamy dans le District de Brickaville Visite CAPFA Brickaville Visite d'un jeune installé –filère vache laitière à Tanadava	Tuteurs, des jeunes formés par apprentissage et des jeunes installés, animateur commercial communal, Agent communautaire de l'Elevage, Conseiller agricole Directeur du CAFPA, et quelque personnel du centre, des jeunes en formation Jeune installé

Date	Lieu	Thèmes traités	Personnes rencontrées
	Antananarivo (Dr A. BOUTNA)	Visite de site à Analamanga : Adoptant l'approche GALS et jeunes Outils de suivi des bénéficiaires	SOR-AI et CCAP Anjozorobe Jeunes formés par apprentissage et jeunes installé
6 mai 2017	Toamasina District Brickaville : Anivorano et Ampasimpontsy y Ranomafana	Rencontre avec les EAF producteurs de gingembre et curcuma, des transformateurs de curcuma, les pépiniéristes (EAF) et artisans fabricants de matériels agricoles à Anivorano Visite aménagement hydro agricole et OP bénéficiaires à Ampasimpontsy Ranomafana	OP producteurs de gingembre et curcuma OP TSIMIRORO transformateur curcuma Groupe Aina – Artisans fabricants de petits matériels agricoles Pépiniériste EAF bénéficiaires de Animateur commercial communal
7 mai 2017	Toamasina Analamalotra	Visite de l'EASTA Analamalotra Debriefings avec toute l'équipe	Directeur de l'EASTA, formateur et personnel de l'établissement Président de FARMADA national Equipe EPiR-AA, UCN, représentants des Ministères
8 mai 2017		Retour des missionnaires à Antananarivo	
9 mai 2017	Antananarivo	Rencontre avec FDA – situation de la réalisation de la première convention et recommandations pour la suite du partenariat Rencontre avec UNESCO – récapitulatif des acquis des trois premières conventions et présentation des activités à mettre en œuvre pour le prolongement de durée demandé	DG FDA, Directeur Technique et Directeur de la Programmation et du Suivi-Evaluation Responsables du Projet CapEPT : UNESCO
10 mai 2017	Antananarivo	Rencontre avec les représentants de CNFAR Rencontre avec METFP	Représentants du CNFAR Directeur des Curricula et de l'Assurance Qualité
11 mai au	Antananarivo	Rédaction de l'aide-mémoire	

Date	Lieu	Thèmes traités	Personnes rencontrées
13 mai 2017			
14 mai 2017	Antananarivo	Envoi du draft de l'AM à l'UCN	
15 mai 2017	Antananarivo	Pré-restitution auprès de l'équipe de FORMAPROD Envoi du draft aux MPAE et invités à la restitution	Equipe FORMAPROD
16 mai 2017	Antananarivo	Restitution de l'aide-mémoire	MPAE, DDP/MFB, Equipe FORMAPROD, SECNFAR